

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Conseil National de la Statistique

SCHEMA DIRECTEUR DE LA STATISTIQUE 2004 - 2009

Révision de septembre 2007



SOMMAIRE

I. Introduction.....	1
II. Contexte du développement des activités statistiques	2
2.1. Rappels des actions entreprises par le Gouvernement	2
2.2. La stratégie gouvernementale de développement de la statistique.....	3
2.3. Assistance passée et courante fournie par les bailleurs de fonds en statistique et leçons tirées	3
2.4. Principe et objectifs de la révision du SDS.....	4
III. Situation du système statistique national	5
3.1. Cadre institutionnel et législatif du SSN	5
3.2. Etat des structures du système statistique national	8
3.3. La demande de statistiques	15
3.4. Evaluation des forces et des faiblesses actuelles du SSN	17
IV. Rappel de la stratégie de développement du système statistique national. 21	
4.1. Enoncé de principes	21
4.2. Les orientations générales et les objectifs.....	24
4.3. Identification des objectifs stratégiques.....	24
V. Performances réalisées par le SSN au cours de la période 2004-2006	28
5.1. Bilan technique à mi-parcours du SDS	28
5.2. Activités statistiques réalisées hors SDS.....	36
5.3. Bilan financier à mi-parcours de la mise en œuvre du SDS.....	36
VI. Plan d'action et chiffrage du financement du SDS révisé sur la période 2007- 2009	39
6.1. Plan d'action	39
6.2. Plan de financement du SDS révisé 2007 – 2009	53
6.3. Mobilisation des ressources pour le financement du SDS	54
VII. Pilotage du SDS	57
7.1. Coordination et pilotage du SDS	57
7.2. Eléments de base du suivi-évaluation du SDS.....	58
VIII. Conclusion et recommandations.....	62
Annexe 1A : Bilan technique de la mise en œuvre du Schéma directeur de la statistique (SDS) sur la période 2004 - 2006	67
Annexe 1B : Situation d'exécution financière du Schéma directeur de la statistique au cours de la période 2004 – 2006 (en millions FCFA)	76

Annexe 2 : Activités statistiques réalisées hors SDS au cours de la période 2004 - 2006	80
Annexe 3A : Plan d'action 2007 – 2009 : Tableau des activités par objectif	86
Annexe 3B : Plan d'action 2007 – 2009 : Tableau détaillé des principales activités par domaine et plan de financement	93
Annexe 4A : Chaîne des résultats du SDS	95
Annexe 4B : Cadre de suivi des résultats du SDS.....	101
Annexe 5 : Organisation du processus de révision du SDS.....	106

SIGLES ET ABREVIATIONS

AD	Adjoint Technique de la Statistique
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
ARCS	Appui au Renforcement des Capacités Statistiques
ASTADEB	Association des Statisticiens et Démographes du Burkina
AT	Agent Technique de la Statistique
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIT	Bureau International du Travail
CBC	Conseil Burkinabé des Chargeurs
CCIA-BF	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Burkina Faso
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CNCS	Conseil National de Coordination Statistique
CNS	Conseil National de la Statistique
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CRCS	Conseil Régional de Coordination Statistique
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSRLP	Cadre Stratégique Régional de Lutte contre la Pauvreté
DCCS	Direction de la Coordination et de la Coopération Statistiques
DEE	Direction des Etudes Economiques
DEP	Direction des Etudes et de la Planification
DGCEI	Direction Générale de la Coordination et de l'Evaluation des Investissements
DGCF	Direction Générale du Contrôle Financier
DG-COOP	Direction Générale de la Coopération
DGD	Direction Générale de la Douane
DGI	Direction Générale des Impôts
DGPSA	Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles
DGPSE	Direction Générale de la Prévision et des Statistiques de l'Elevage
DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DHD	Développement Humain Durable
DPAM	Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques
DPRA	Direction Provinciale des Ressources Animales
DR	Direction Régionale
DRED	Direction Régionale de l'Economie et du Développement
DRRA	Direction Régionale des Ressources Animales
DRST	Direction de la Réglementation et des Statistiques Touristiques
DSA	Direction des Statistiques Agricoles
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
DSG	Direction des Statistiques Générales
EBCVM	Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages
EDS	Enquête Démographique et de Santé
ENAREF	Ecole Nationale des Régies Financières
ENST	Enquête Nationale Suivi du Troupeau
EPA	Etablissement Public à caractère Administratif
EPE	Etablissements Publics de l'Etat
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds Monétaire International
IDA	International Development Association
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ISE	Ingénieur statisticien économiste
ISSP	Institut Supérieur des Sciences de la Population

ITS	Ingénieur des travaux statistiques
MAHRH	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MASSN	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MCPEA	Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat
MEBA	Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
MECV	Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MESSRS	Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFPRE	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
MID	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement
MICS	Enquête à indicateurs multiples
MJE	Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
MMCE	Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie
MPDH	Ministère de la Promotion des Droits Humains
MPF	Ministère de la Promotion de la Femme
ND	Non Disponible
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONAC	Office National du Commerce
ONAPAD	Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Humain Durable
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation professionnelle
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PDSSN	Projet de Développement du Système Statistique National
PIP	Programme d'Investissements Publics
PM	Pour Mémoire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRGE	Projet d'Appui au Renforcement de la Gouvernance. Economique
PROSMIC	Programme Statistique Minimum Commun
QUIBB	Questionnaire des Indicateurs de base de bien-être
RGA	Recensement Général de l'Agriculture
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
RIC	Recensement Industriel et Commercial
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDS	Schéma Directeur de la Statistique
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SIDA	Syndrome Immuno-Déficitaire Acquis
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SNIS	Système National d'Information Sanitaire
SONABEL	Société Nationale d'Electricité du Burkina
SONAGESS	Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité
SONAPOST	Société Nationale des Postes
SP/CONEDD	Secrétariat Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
SP-PPF	Secrétariat Permanent des Programmes et Politiques Financiers
SSN	Système Statistique National
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

I. Introduction

Le Burkina Faso a adopté en août 2003 son premier schéma directeur de la statistique (SDS) qui constitue un document de cadrage des activités statistiques sur la période 2004-2009. Cette adoption marque aussi le point de départ de la systématisation de la planification pluriannuelle de l'ensemble des activités statistiques dans le cadre d'une stratégie intégrée de développement du système statistique national (SSN). Elle confirme la prise de conscience à l'échelle nationale maintes fois exprimée de l'importance de la statistique dans le suivi du développement économique et social du pays.

Jusqu'en fin 2006, la mise en œuvre du SDS a permis d'obtenir d'importants acquis en matière de réformes institutionnelles, de renforcement des capacités humaines et logistiques. Par conséquent, la production et le partage de l'information statistique ont connu une amélioration significative même si l'objectif de satisfaction des besoins de la société et de l'économie en termes quantitatifs et qualitatifs reste un défi à relever.

Malgré la volonté politique, la question centrale du financement des activités statistiques doit être traitée dans un cadre approprié pour y apporter une réponse adéquate et pérenne.

Après trois années de mise en œuvre du SDS, il est nécessaire, comme cela a été prévu, d'effectuer un bilan à mi-parcours et d'apporter des ajustements à la stratégie.

Pour permettre une pleine appropriation par les acteurs, toutes les composantes du système statistique national ont été associées, dans un processus participatif, à l'élaboration de la version révisée du SDS à travers une enquête et plusieurs ateliers. Cette nouvelle version a permis de dresser un bilan à mi-parcours des activités, de réviser le plan d'action, d'apporter des améliorations à deux points insuffisamment traités (mobilisation des ressources financières, suivi du SDS) et d'intégrer les propositions des études réalisées pendant les trois premières années (informatisation, formations, etc.).

Les résultats atteints pendant les trois premières années de mise en œuvre sont le fait du gouvernement mais aussi des partenaires techniques et financiers à qui nous renouvelons notre reconnaissance.

La présente révision offre l'occasion d'interpeller une fois de plus les bailleurs de fonds afin qu'ils apportent leur appui en complément des efforts du gouvernement pour la réalisation de l'ensemble des activités programmées dans le SDS.

Ce document décrit tout d'abord le contexte du développement des activités statistiques. Puis, il présente le système statistique national ainsi que les stratégies retenues précédemment pour son développement et un point sur les résultats obtenus à mi - parcour. Le plan d'action du SDS révisé pour la période 2007-2009 est ensuite présenté ainsi que le chiffrage du financement et la stratégie de pilotage.

II. Contexte du développement des activités statistiques

2.1. Rappels des actions entreprises par le Gouvernement

En mars 1991, le Burkina Faso mettait en place son premier Programme d'ajustement structurel (PAS) couvrant la période 1991-1993, dont les principaux objectifs étaient d'accroître le revenu par habitant, réduire les déséquilibres financiers et rétablir la viabilité de la position extérieure à moyen terme. Malgré les difficultés rencontrées, les résultats enregistrés pendant cette première période d'ajustement ont démontré la nécessité de poursuivre le programme et d'approfondir les réformes entreprises. Au cours de cette période, les faibles performances économiques et financières enregistrées dans les pays de la zone franc ont justifié une mesure d'ajustement monétaire par la dévaluation de 50% du FCFA en janvier 1994, sous la supervision de la Banque mondiale, du FMI et de la France. Le PAS a été reconduit pour une seconde phase couvrant la période 1994-1996 afin d'approfondir les réformes déjà engagées. Cela a permis au pays de bénéficier d'une facilité d'ajustement structurel renforcée.

Ensuite, l'avènement de l'état de droit démocratique de la quatrième république a été à l'origine de profonds changements dans les structures économiques, politiques et sociales. L'état s'est désengagé progressivement des secteurs non stratégiques au profit du secteur privé et s'est plutôt engagé dans une voie de développement durable à travers le renforcement de ses capacités institutionnelles de gestion de l'économie, le développement des institutions publiques en vue d'améliorer la productivité du secteur administratif.

Les impacts socio-économiques des nombreux efforts déployés durant ces années d'ajustement ont été amoindris par un taux de croissance rapide de la population (2,4% par an) et la faiblesse de la productivité du travail, notamment dans le secteur agricole, qui emploie 80 % de la population active. Les progrès réalisés dans l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment rurales, sont restés relativement limités.

Il est donc apparu urgent à la lecture de ces résultats, d'accorder une attention particulière à la réduction de la pauvreté. La décision des institutions de Bretton Woods en septembre 1999 de lier désormais l'allègement de la dette à l'élaboration d'un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ainsi que la prise de conscience et la volonté au niveau national, ont permis d'élaborer ce document en juin 2000.

Face aux exigences de la décentralisation amorcée dans le pays depuis plusieurs années déjà, le Gouvernement du Burkina Faso s'est engagé à renforcer ses capacités institutionnelles de gestion de l'économie. Dans cette perspective, l'ensemble des organes du système statistique national se trouve fortement interpellé. Il en résulte une nécessité de réorganisation par la dynamisation de ses organes et l'adoption de textes organiques et juridiques à même de rendre plus cohérent et plus performant l'ensemble du système statistique national.

La mise en œuvre des réformes politiques, économiques et sociales a mis à nu les insuffisances de l'appareil statistique national, quant à sa capacité à satisfaire la demande d'informations de plus en plus importante. Conscient de cette faiblesse, un certain nombre d'initiatives et d'opérations ont été réalisées pour combler ce déficit, avec l'appui des partenaires au développement, afin d'accompagner le processus de formulation des politiques économiques. On constate donc que depuis 1991 des avancées significatives ont pu être faites dans la production de données statistiques (comptes nationaux, statistiques agricoles, monétaires, financières (TOFE), sur les conditions de vie des ménages, la pauvreté, le DHD et l'emploi, etc.).

2.2. La stratégie gouvernementale de développement de la statistique

La prise de conscience de la nécessité de disposer d'un appareil statistique performant n'est pas nouvelle et le problème a été posé à plusieurs occasions (séminaires, tables rondes, etc.). Les mutations politiques, économiques, institutionnelles, le contexte de l'intégration régionale et de la mondialisation en ont fait un problème d'acuité. C'est dans cette dynamique que les actions suivantes ont été initiées par le Gouvernement :

- adoption d'une stratégie nationale en matière d'information statistique assortie d'une déclaration de politique statistique dans laquelle le gouvernement s'engage solennellement à mettre en œuvre cette stratégie ;
- élaboration des textes législatifs relatifs à la coordination statistique. Ces textes ont été adoptés et le Conseil national de la coordination statistique est fonctionnel depuis janvier 2000 ;
- érection de l'INSD en Etablissement Public de l'Etat à caractère Administratif, avec plus d'autonomie sur le plan administratif et financier, afin de lui permettre de mieux assumer son rôle d'organe central du système statistique.

Le diagnostic du système statistique national et la volonté du Gouvernement de combattre la pauvreté par son engagement à mettre en œuvre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), recommandent une production statistique abondante, fiable et régulière. C'est pourquoi le Gouvernement s'est doté en 2003 d'un schéma directeur de la statistique (SDS) en vue de favoriser le renforcement du système statistique national. Le SDS vise l'instauration d'un mécanisme uniforme de gestion des données statistiques assurant du coup une production de données fiables, complètes et coordonnées au niveau national, de façon régulière pour satisfaire les besoins des décideurs et autres acteurs de développement.

2.3. Assistance passée et courante fournie par les bailleurs de fonds en statistique et leçons tirées

La prise en compte de la problématique de la pauvreté s'est effectuée concomitamment avec les réformes économiques. Mais, l'intérêt affiché à la lutte contre la pauvreté va se heurter à l'obsolescence de l'information et des outils d'analyse dont on disposait notamment sur les conditions de vie des populations. Plusieurs partenaires au développement dont la Banque mondiale à travers le PAA, la Banque africaine de développement à travers le PAIDSA et le PNUD à travers le PAGE, sont intervenus dans le cadre du programme Dimension sociale de l'ajustement (DSA) pour soutenir l'INSD dans la réalisation d'un premier programme d'études et d'enquêtes auprès des ménages.

La lutte contre la pauvreté comme nouveau thème fédérateur et les mutations intervenues sur le terrain de la coopération internationale ces dernières années ont interpellé le SSN et particulièrement l'INSD sur de nombreux nouveaux chantiers. En effet, certains bailleurs de fonds ont révisé leur système d'allocation de ressources. L'exercice du test sur les nouvelles conditionnalités s'inscrit dans ce cadre et vise à trouver les voies et moyens permettant une évolution des modalités de mise en œuvre des appuis à l'ajustement structurel. A cet effet, une série d'indicateurs d'impact, d'efficacité ou de mise en œuvre ont été testés pour permettre au Gouvernement de disposer d'outils de mesure de l'impact de ces politiques, d'analyser les faiblesses éventuelles et de les réorienter au besoin. Leur chiffrage et leur mise à jour pour la révision et le suivi du CSLP sont confiés à l'INSD.

Le diagnostic de la pauvreté a jusque là été fait de manière satisfaisante. Il importe maintenant d'institutionnaliser véritablement un système de suivi. Toutefois des systèmes formels de suivi existent dans d'autres domaines comme par exemple le suivi des prix des produits agricoles (système d'information sur les marchés/enquêtes sur les marchés) et le

Système d'alerte précoce au Ministère chargé de l'Agriculture. Les enquêtes périodiques menées par l'INSD (enquêtes sur les conditions de vie des ménages, enquête démographique et de santé, enquêtes démographiques intercensitaires, le recensement général de la population et de l'habitation, le recensement industriel et commercial, etc.) ne sont pas institutionnalisées et leur financement demeure aléatoire.

Dans le cadre de l'intégration sous-régionale, l'INSD bénéficie d'un appui d'institutions sous-régionales (UEMOA, CEDEAO) avec l'assistance technique d'AFRISTAT pour la production d'indicateurs harmonisés (IHPC, IHPI, PIB comparables, etc.).

Durant les trois premières années du SDS, le principal appui reçu par le système statistique national provient de deux projets : le Projet de développement du système statistique national (PDSSN), financé par la Banque mondiale, et le Projet d'appui au renforcement des capacités statistiques (ARCS), financé par la Commission européenne. Plusieurs partenaires techniques et financiers aussi bien multilatéraux (la BAD, le BIT, l'UNFPA, l'UNICEF, la Banque mondiale, la Commission européenne, le PNUD, l'UNESCO, la FAO, etc.) que bilatéraux (Danemark, Luxembourg, Allemagne, France, Canada) sont aussi intervenus dans le cadre d'opérations statistiques ponctuelles de l'INSD et d'autres structures productrices de données statistiques.

La plupart des grandes opérations statistiques sont encore exécutées grâce à des financements extérieurs et ponctuels. Cette situation est loin de garantir la régularité et la pérennité de ces activités dont certaines sont de souveraineté nationale (RGPH, RGA, enquêtes sur les conditions de vie des ménages, etc.).

2.4. Principe et objectifs de la révision du SDS

2.4.1. Principe de la révision du SDS

Depuis l'adoption par le Gouvernement du SDS 2004-2009 en août 2003, beaucoup d'efforts ont été faits pour améliorer l'état et les performances de l'appareil statistique national.

Beaucoup d'efforts ont été faits mais il y avait nécessité de faire un premier bilan détaillé des activités menées afin de procéder à un éventuel recadrage du SDS et à actualiser le plan d'actions.

La démarche retenue pour la révision du SDS a été le processus participatif qui a consisté à impliquer tous les acteurs du système national statistique : producteurs comme utilisateurs. Un premier atelier de lancement du processus de révision du SDS a eu lieu le 6 mars 2007. Cet atelier avait pour but d'expliquer le processus et la nécessité de la révision du SDS. Les structures productrices de statistiques ont ensuite renseigné un questionnaire détaillé. Une séance de travail sur le SDS révisé a regroupé les principaux producteurs le 11 juillet 2007 avant l'adoption du document par le Conseil national de coordination statistique.

2.4.2. Objectifs de la révision du SDS

L'étude sur l'état de mise en œuvre du SDS réalisée par l'INSD en 2006 a fait ressortir les principales faiblesses du SDS que la présente révision vise à corriger. Il s'agit principalement de l'absence et / ou la mauvaise définition des indicateurs de suivi du SDS et du manque de cohérence entre les activités pour la recherche de financement.

Par ailleurs, certaines questions non suffisamment documentées en 2003 ont fait l'objet d'études dont les résultats permettent un traitement adéquat dans le cadre du présent document. C'est le cas de la stratégie de formation des personnels statisticiens et connexes, de la stratégie d'informatisation du SSN et de l'INSD. La question cruciale de la mobilisation de ressources pour assurer un financement pérenne de la statistique a été aussi traitée dans la présente révision.

III. Situation du système statistique national

Le système statistique national (SSN) comprend :

- l'ensemble des services et organismes qui ont pour mission de fournir aux administrations publiques, aux entreprises, aux organisations nationales, sous-régionales, régionales et internationales, aux médias, aux chercheurs et au public, les données statistiques se rapportant notamment aux domaines économique, social, démographique, culturel et environnemental ;
- les organes de coordination des activités statistiques ;
- les institutions de formation des statisticiens et démographes.

Afin d'améliorer le fonctionnement du SSN, l'analyse de la situation de la production et de l'utilisation des statistiques répond à la nécessité d'identifier ses dysfonctionnements. La demande en statistiques est traitée ici non comme un facteur exogène au SSN, mais comme une composante pleine et entière, facteur de son dynamisme. Aussi l'évaluation de cette demande fait-elle partie de l'analyse de la situation.

Avant de faire des propositions d'ordres institutionnel et opérationnel pour le développement harmonieux du système afin que la statistique puisse jouer pleinement son rôle d'éclairage pour la prise de décision, il importe de faire l'examen du cadre institutionnel de la demande et de la production de statistiques pour vérifier sa pertinence. Aussi, l'inventaire et l'examen critique de la production et de la diffusion de statistiques présentent-ils, à travers l'analyse de l'état des structures statistiques, un intérêt capital pour l'analyse de la situation. Au terme de cette analyse, on pourra identifier les forces et les faiblesses du SSN.

3.1. Cadre institutionnel et législatif du SSN

3.1.1. La législation statistique et le degré d'indépendance du SSN

La loi n° 0040/ADP du 8 novembre 1996 "portant obligation de réponse et de secret statistique au Burkina Faso" constitue la principale norme de référence en matière statistique. Cette loi crée le Conseil national de coordination statistique (CNCS), institue l'obligation de réponse aux personnes physiques et morales sous peine d'amende, définit les enquêtes statistiques officielles ainsi que l'obligation d'acquiescer le visa du Président du CNCS, ordonne la confidentialité des renseignements individuels recueillis lors d'une enquête officielle, fait obligation au personnel relevant de la statistique d'être assermenté. La production officielle statistique est donc instituée et réglementée par des textes fondamentaux de base de portée générale et par des textes de création de structures officielles pour la production statistique.

L'INSD, organe central du SSN, a un statut d'EPE qui lui confère normalement une plus grande souplesse et davantage d'autonomie que son statut précédent. Il importe cependant pour une structure de ce genre, outre la fiabilité des chiffres qu'elle fournit, que l'indépendance et le secret comptent au premier chef. Les exemples africains récents montrent cependant que la question du statut ne doit pas être montée en épingle. In fine, c'est dans l'histoire de l'administration publique de chaque pays, dans les luttes toujours recommencées de l'institution statistique pour que soit respectée sa déontologie, bien davantage que dans tel ou tel statut particulier, que réside la crédibilité toujours fragile, toujours à conquérir des organismes statistiques nationaux.

La question de la tutelle, en revanche, constitue probablement davantage un thème à débattre. A l'origine des indépendances, la volonté politique des gouvernements de sortir le pays du sous-développement les a amené à privilégier une forme de volontarisme économique qui s'est matérialisée, en particulier, par la grande importance accordée aux

ministères chargés de la planification. Dans cette optique, la Statistique était considérée d'abord comme un outil devant éclairer les décisions de développement gouvernementales, c'est-à-dire les orientations du Plan; d'où la tutelle de celui-ci sur celle-là. Aujourd'hui, où la libéralisation de l'économie, jointe à la mondialisation des échanges, bat en brèche la planification, la tutelle de la Statistique n'est plus un problème.

Il conviendrait plutôt de libéraliser la production statistique par secteur, avec l'INSD comme maître d'ouvrage de toutes les statistiques et maître d'œuvre pour les enquêtes statistiques lourdes.

3.1.2. Mécanismes de coordination de l'activité statistique

La coordination des activités du SSN est un élément essentiel de son fonctionnement. L'animation de cette coordination est assignée à l'INSD et s'exerce dans tous les domaines du processus de la production des données statistiques. La loi N° 040/96/ADP du 8 novembre 1996 (article 2) crée le Conseil National de Coordination Statistique et le décret N° 97-371/PRES/PM/MEF définit son organisation et son fonctionnement (qui est effectif depuis janvier 2000).

Le CNCS comporte des représentants des secteurs public et privé. Il est ainsi composé des producteurs et d'utilisateurs de statistiques. Pour son fonctionnement, le CNCS dispose d'un Secrétariat technique permanent (STP), d'une commission du contentieux, de commissions spécialisées et d'un comité scientifique.

Le CNCS garantit le respect du secret statistique et de l'obligation de réponse. Il coordonne l'organisation de la collecte, du traitement et de la diffusion d'informations statistiques, d'études et des enquêtes menées par les différents ministères, administrations et institutions de l'Etat. Il élabore le programme statistique national ainsi que le programme global annuel d'activités, assorti d'un cahier des charges de chaque composante et d'un calendrier d'exécution, dont la mise en œuvre est susceptible de fournir au Gouvernement les éléments d'appréciation de la conjoncture et de l'évolution de la situation économique et sociale. Enfin, il participe à la mobilisation des ressources nécessaires pour l'exécution du programme ainsi qu'à son suivi et évaluation.

Au cours de la période 2004 à 2006, le CNCS a pu tenir toutes ses sessions statutaires.

En 2006, de nouveaux textes législatifs et réglementaires ont été préparés et doivent être adoptés en 2007 (voir 5.1.3).

3.1.3. Mécanismes de promotion de la concertation entre utilisateurs et producteurs de données statistiques

Hormis le CNCS qui reste la tribune légale pour les utilisateurs pour défendre leur demande statistique, les réseaux de collaboration entre producteurs et utilisateurs ne sont pas encore suffisamment développés. Le contexte de la lutte contre la pauvreté et les "nouvelles conditionnalités" ont contribué à la prise de conscience de la nécessité d'adapter l'offre en données statistiques à la demande. La mise en place des observatoires (pauvreté, emploi, etc.) a contribué efficacement à la promotion de la concertation entre les acteurs du système statistique.

Le développement d'activités de sensibilisation en matière de culture statistique par le canal des expositions de productions statistiques notamment lors des Journées africaines de la statistique (JAS) contribue à la prise de conscience du rôle et de la place de l'information dans la prise de décision. Un acteur de terrain comme l'ASTADEB (Association des statisticiens et démographes du Burkina), si elle était suffisamment dynamique, pourrait jouer un rôle important dans ce sens. Enfin, le développement des nouvelles technologies de l'information (Internet, sites web, réseaux) offre l'opportunité d'échanges entre acteurs du système statistique.

3.1.4. Organisation de la profession de statisticien

3.1.4.1. Statut des statisticiens

Au Burkina Faso, le système de production statistique est animé par des personnels de formations et de catégories diverses parmi lesquelles on trouve des statisticiens¹ (ingénieurs statisticiens économistes, démographes, ingénieurs des travaux statistiques, adjoints techniques de la statistique, agents techniques de la statistique) et des non statisticiens (ayant bénéficié ou non d'une formation en statistique).

Historiquement liée à l'état, d'où son nom, la statistique tient un rôle, aujourd'hui public ou privé, lié au pouvoir de l'information. Les principes fondamentaux de la statistique officielle, adoptés en avril 1994 lors d'une session spéciale de la Commission statistique des Nations unies constituent la base de la déontologie des statisticiens dans le monde entier. Ces principes se résument en l'indépendance scientifique du statisticien, le respect du secret statistique et la transparence. Aussi, la loi du 31 mai 2007 portant organisation et réglementation des activités statistiques, fait-elle obligation aux agents des services et organismes statistiques relevant du SSN, de prêter serment.

Le travail des statisticiens est fort diversifié, car la statistique trouve des applications dans bien des domaines de la vie quotidienne. Au Burkina Faso, l'administration reste le principal employeur des statisticiens (INSD, ministères sectoriels), mais la diversité des domaines d'application de la statistique amène les centres de recherche, les organismes internationaux (UEMOA, BCEAO, BIT, ...), le secteur privé, etc., à rechercher les services de spécialistes possédant cette formation et cette expertise. Certains statisticiens travaillent aussi à leur propre compte à titre de consultant. Pour l'heure, en raison de leur effectif relativement limité, l'essentiel des statisticiens du SSN exerce à l'INSD qui est un EPA.

Le problème fondamental à résoudre concerne la gestion des carrières des statisticiens et leur évolution dans le système. A cet égard, l'absence de statut particulier du statisticien constitue un handicap. Pour bien fonctionner, les structures productrices du SSN doivent disposer d'un personnel efficace. Gérer du personnel implique des décisions en matière d'effectifs, de budgétisation, de recrutement, d'orientation et de formation des employés, tout en s'assurant qu'ils sont performants. De plus, il est nécessaire de disposer d'une bonne politique de mobilité, aussi bien verticale qu'horizontale, du personnel statisticien. Un des aspects de la gestion du personnel est la motivation, qui s'avère cruciale pour la réussite de la stratégie de développement du SSN.

La valorisation de la profession du statisticien découle de la satisfaction de ses besoins individuels, en tant qu'employé, et qui lui permet de réaliser certaines tâches. Au Burkina, dans bon nombre de structures de production statistiques, la motivation du personnel est faible. On observe, de ce fait, une rotation élevée du personnel statisticien, à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail. Pour ce qui est spécifiquement de l'INSD, si au plan de l'organisation du travail, des avantages sociaux ainsi que des traitements salariaux et indemnitaires, le statut d'EPA semble offrir plus d'opportunités aux travailleurs. Il reste que dans la pratique celles-ci sont d'abord liées aux performances de l'institut en terme d'autofinancement, mais le taux d'autofinancement est actuellement très faible (10% environ). Pour ce qui est des statisticiens travaillant dans d'autres services publics, ils ne bénéficient pas de l'indemnité de statisticien servie aux agents de l'INSD.

¹ La Charte africaine de la statistique définit le « Statisticien africain » comme « *Tout professionnel et chercheur en statistique contribuant à la collecte, à la production, à l'analyse ou à la publication des données statistiques au sein du système statistique africain* ».

3.1.4.2. Association des Statisticiens et Démographes du Burkina (ASTADEB)

L'ASTADEB est une organisation non gouvernementale, dont l'objectif principal est la promotion du développement de la discipline statistique au Burkina Faso. Ses objectifs secondaires sont entre autres :

- L'instauration et le développement des relations entre personnes, organismes et institutions concernés et intéressés par la discipline statistique ;
- la promotion de la recherche méthodologique en relation avec d'autres disciplines ;
- la stimulation de l'intérêt porté à l'information statistique et à ses applications dans divers domaines de la vie économique et sociale ;
- la contribution à l'amélioration des conditions d'exercice de la profession de statisticien.

L'adhésion est libre pour tout statisticien qui veut œuvrer pour la réalisation des objectifs de l'association. L'ASTADEB est membre permanent du CNCS.

3.2. Etat des structures du système statistique national

Le SSN a une architecture décentralisée. La production officielle statistique est instituée et réglementée par des textes fondamentaux de portée générale et des textes de création et d'organisation de structures officielles. L'appareil statistique se compose essentiellement d'un ensemble de producteurs indépendants les uns des autres, qui sont l'INSD (qui est l'organe central) et les services statistiques des Ministères, institutions publiques et parapubliques, des entreprises du secteur privé, etc. L'ensemble des utilisateurs de données comprennent les administrations publiques, les entreprises publiques et parapubliques, les organisations internationales, les bailleurs de fonds, les ONGs, les particuliers, chercheurs, universitaires, etc.

Il importe de savoir de quels maux souffre actuellement un tel système dans son fonctionnement quotidien. Pour ce faire, il faut donner le profil de la situation des principales structures statistiques au plan de la production, de la diffusion et de la coordination statistique. Il faut également examiner les ressources mises à dispositions de ces structures et analyser leur fonction de production et leur rôle dans la coordination.

La situation du SSN décrite ci-après résulte de l'exploitation des questionnaires remplis par les structures productrices de statistiques (voir questionnaire en annexe 5), plus particulièrement des parties suivantes du questionnaire :

- cadre institutionnel, domaines statistiques ;
- contexte de la production des statistiques ;
- ressources humaines, matérielles et financières ;
- sources des statistiques de base ;
- planification des activités statistiques ;
- principales difficultés rencontrées dans la production statistique.

3.2.1. Institut national de la statistique et de la démographie (INSD)

L'INSD, créé en 1963 en tant que structure administrative, a été érigé en Etablissement public à caractère administratif (EPA), jouissant de l'autonomie administrative et de gestion en octobre 2000. Ses principales fonctions sont :

- l'élaboration des outils et les instruments d'analyse et d'aide à la décision, notamment la promotion de la recherche, le développement des études à caractère statistique, économique et démographique suivant des principes uniformes, conformément aux directives nationales et aux normes internationales approuvées par le Burkina Faso ;
- la diffusion de l'information à caractère statistique, économique et démographique suivant les normes nationales et internationales ;
- la coordination des activités de l'ensemble des acteurs du SSN et de veiller à une bonne coopération entre eux ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme de renforcement des capacités techniques et professionnelles adaptées au besoin du SSN, notamment la définition et la vulgarisation des concepts, l'identification des centres et profils de formation, et l'organisation des ateliers de formation, etc.

Il assure le secrétariat technique du CNS et est de fait sa cheville ouvrière.

Suite à l'adoption des nouveaux textes réglementaires, l'INSD comportera outre la direction générale et les directions régionales, cinq directions techniques couvrant les domaines suivants : démographie ; statistiques et synthèses économiques ; statistiques sur les conditions de vie des ménages ; coordination, formation et recherche ; informatique et diffusion.

Les effectifs de l'INSD en personnel statisticien sont en très forte progression depuis le démarrage du SDS en 2004. Elle s'explique par la création de la filière de formation des cadres moyens et la mise à disposition de bourses de formation dans les écoles sous-régionales. De toute évidence, l'augmentation de l'effectif du personnel statisticien de l'INSD va se poursuivre jusqu'à la fin du présent SDS. L'augmentation du personnel est un grand apport pour le SSN mais il nécessite aussi d'importants efforts d'accompagnement et de suivi de ces nombreux nouveaux agents.

Tableau 2 : Effectif du personnel de l'INSD et des arrivées de statisticiens dans le SSN

	Effectif de l'INSD au 31 décembre				Arrivées de statisticiens		
	1995	2000	2003	2006	2007	2008	2009
Ingénieurs statisticiens économistes	8	4	6	14	7	7	12
Démographes	8	7	2	13	13	10	-
Ingénieurs des travaux statistiques	25	14	13	19	10	7	3
Adjoints techniques de la statistique	22	26	17	51	31	20	-
Agents techniques de la statistique	22	5	6	32	21	-	-
Total statisticiens	85	56	44	129	82	44	15
Non statisticiens	17	18	24	42	-	-	-
Total	102	74	66	173			

Source : Service des ressources humaines/INSD

Le tableau 2 présente l'évolution de l'effectif du personnel de l'INSD selon la catégorie sur la période 1995 à 2006, ainsi qu'une projection des arrivées de statisticiens actuellement dans les écoles de formation.

Outre les travaux classiques destinés au suivi régulier de l'économie (comptabilité nationale, prix, différents indices, démographie, etc.), l'INSD réalise des travaux entrant dans le cadre du suivi de la pauvreté et de l'évaluation des réformes économiques. La déconcentration a permis l'élaboration de recueils statistiques dans les régions et une meilleure coordination des activités au niveau régional. Toutefois, la production de comptes régionaux reste parmi les défis à relever.

En ce qui concerne l'aide à moyen terme à l'INSD, deux partenaires sont plus particulièrement impliqués :

- la Banque mondiale à travers le PDSSN qui couvre une période de 5 ans (2005-2009). Le PDSSN apporte, à l'INSD ainsi qu'à huit ministères intervenant dans le champ du SSN, essentiellement des ressources matérielles et financières ;
- la Commission Européenne à travers le projet ARCS, ainsi qu'un appui budgétaire concernant le Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) et le Recensement Général de l'Agriculture (RGA).

Concernant l'aide ponctuelle, les principaux appuis sont : l'Allemagne (GTZ) qui fournit un appui à l'harmonisation et à la modernisation des comptes nationaux ; le Canada qui finance le PARSEP (Projet Régional d'Appui aux cadres nationaux de Suivi Evaluation des Stratégies de Réduction de la Pauvreté) ; le Danemark et le système des Nations Unies pour le RGPH 2006 ; l'UNICEF pour l'enquête MICS ; le BIT pour l'enquête sur le travail des enfants ; la BAD qui finance le PCI (Programme de Comparaison Internationale) et le RGPH 2006.

Toutefois, l'amélioration et la consolidation de ces acquis ne sont pas garanties. En effet, l'INSD est confronté principalement à une instabilité organisationnelle. A ce niveau, des efforts sont faits pour disposer d'une programmation plus rigoureuse des activités et par conséquent d'une hiérarchisation des priorités dont l'absence se traduisait précédemment par (i) l'ouverture à la fois de plusieurs chantiers utilisant les mêmes ressources humaines qui entraîne des retards dans l'exécution et aboutit parfois à des résultats de faible qualité, (ii) un certain délaissement des travaux classiques de base de l'institut (statistiques courantes) au profit d'activités ponctuelles au risque de déstabiliser l'institution.

En matière de gestion financière et des ressources humaines, le nouveau manuel de procédures et les outils informatiques ne sont pas encore internalisés. Les ressources financières sont insuffisantes pour le fonctionnement et la conduite des activités de base. Par ailleurs, les mécanismes actuels de gestion ne sont pas conformes aux exigences d'efficacité et de délai qu'implique la production d'information.

Dans le domaine de la coordination, l'INSD n'est pas encore arrivé à donner l'impulsion nécessaire pour assurer une coordination efficace du système en attendant l'adoption des textes législatifs et réglementaires. Les problèmes d'harmonisation des méthodes de collecte, des normes de qualité, d'absence de synergie entre structures du système (source de duplication des efforts) et de visa statistique sont loin d'être résolus.

Malgré une certaine amélioration grâce au site Internet, la diffusion des données constitue toujours un des points faibles de l'institution et par conséquent un facteur limitant pour l'utilisation des informations produites. Les moyens de communication sont encore très limités.

Enfin, malgré la réalisation de plusieurs études, l'archivage numérique des données est encore quasiment au stade théorique et la démarche qualité, appliquée avec succès durant deux années dans les secteurs de l'éducation et de la santé, est encore à un stade embryonnaire au sein de l'INSD.

3.2.2. Les autres producteurs sectoriels de statistiques

Dans le cadre de la révision du SDS, l'ensemble des producteurs de statistiques a été répertorié². On a dénombré, en plus de l'INSD, 18 DEP, 21 autres directions centrales, 3 secrétariats permanents de Ministères, 11 DRED et 13 établissements publics de l'Etat.

Les trois plus importantes structures productrices de données statistiques sectorielles (la DGPSA du MAHRH, la DEP/MEBA et la DEP/Santé) sont examinées ci-dessous et une synthèse de la situation des autres est faite par la suite.

3.2.2.1. La Direction générale des prévisions et des statistiques agricoles (DGPSA) du MAHRH

La DGPSA est une structure centrale du MAHRH. Elle a pour missions le suivi régulier des indicateurs de la situation alimentaire du pays, la réalisation des études et enquêtes nécessaires à la définition des stratégies et programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire, la collecte, l'exploitation et la diffusion de l'information sur l'évolution de la situation alimentaire et de la mobilisation de l'aide alimentaire. A ce titre, elle est chargée de :

- concevoir la méthodologie et les supports de collecte des enquêtes statistiques ;
- centraliser les statistiques agricoles en provenance des structures déconcentrées du département ministériel et des autres structures et constituer une base de données ;
- analyser les données collectées sur le secteur agricole et publier les résultats consolidés dans des périodiques ;
- suivre et évaluer les situations alimentaires et agricoles du pays en vue d'en établir un bilan et proposer des mesures correctives.

En plus de la Direction des statistiques agricoles (DSA), la DGPSA comprend une seconde direction qui s'occupe du suivi de la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, elle a mis en place le Plan d'action du système d'information sur la sécurité alimentaire (PA-SISA). Le Système d'alerte précoce (SAP), attribution de la DGPSA, assure la gestion de l'information sur la sécurité alimentaire du pays.

Les ressources humaines de la DSA ont été renforcées en cadres moyens statisticiens sortis de l'ENAREF et en cadres supérieurs statisticiens grâce à la formation en grand nombre réalisée dans les grandes écoles sous-régionales. La DSA comptait en 2006 : 1 ingénieur statisticien économiste, 3 ingénieurs des travaux statistiques, 10 adjoints techniques de la statistique, 11 agents techniques de la statistique, 5 ingénieurs d'agriculture, 1 ingénieur de développement rural, 1 ingénieur informaticien et 2 agents techniques de l'agriculture.

Le financement du dispositif national de statistique agricole est assuré par l'Etat qui est accompagné par les partenaires bilatéraux et multilatéraux. Cet appui se fait à travers des projets à moyen terme indépendants les uns des autres. Pendant la première phase du SDS, les activités ont bénéficié d'un appui consistant du PDSSN.

Des efforts ont été faits notamment dans le cadre du RGA pour équiper la DSA en matériel informatique. Toutefois, l'absence de coordination avec les DRAHRH, au niveau régional rend difficile le travail des superviseurs occasionnant très souvent les retards dans les transmissions du matériel de travail et dans la supervision de l'enquête.

Les grands enjeux des statistiques agropastorales sont leur désagrégation géographique.

² Cf, le « Répertoire des structures productrices de données statistiques » qui présente l'ancrage, les missions et la production statistique ainsi que les moyens dont disposent ces structures.

L'essentiel des statistiques de production végétale est obtenu à travers l'enquête permanente agricole (EPA). Celle-ci connaît les problèmes suivants :

- problèmes techniques : au niveau provincial, les erreurs de sondage sont si élevées que le dispositif, dans sa conception actuelle, ne peut produire des données statistiquement significatives au niveau infra provincial ;
- problèmes de gestion et d'organisation : le retard dans le déblocage des fonds nécessaires à la réalisation des opérations, le personnel réduit et peu motivé engendrent des retards dans la collecte se traduisant par des retards de publication des résultats.

Dans le domaine horticole, tout est à faire. Il est de même en ce qui concerne la recherche d'une méthodologie d'évaluation de la production fruitière. Les statistiques sur les infrastructures rurales (aménagement et équipements) ne sont pas à jour.

3.2.2.2. La Direction des Etudes et de la Planification du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (DEP/MEBA)

La DEP/MEBA est l'organe central d'appui au pilotage des politiques et programmes du MEBA. Elle est chargée entre autres de la collecte, du traitement, de l'analyse et de la diffusion des données nécessaires à l'élaboration et au suivi des politiques en matière d'éducation (formelle et non formelle). Elle est la principale pourvoyeuse de données pour le calcul des indicateurs d'accès et de qualité du système éducatif.

Les productions sont issues de l'exploitation des enquêtes et des collectes administratives. Les principales enquêtes réalisées sont : l'enquête annuelle sur l'éducation de base, l'enquête annuelle rapide, l'enquête sur les acquis scolaires, l'enquête pour la carte éducative et l'enquête annuelle sur l'alphabétisation. Les principales publications annuelles sont : l'annuaire statistique, la synthèse de l'annuaire, le tableau de bord de l'éducation, l'évaluation des acquis scolaires, la carte éducative.

La DEP/MEBA utilise une quinzaine d'agents pour ses activités statistiques, en quasi-totalité des enseignants et des conseillers d'administration scolaire et universitaire, avec cependant un ingénieur des travaux statistiques et deux agents techniques de la statistique.

Le financement des enquêtes et des études est assuré par le budget national et les partenaires au développement. La DEP/MEBA a bénéficié de l'appui de la coopération française pour la mise en place de la carte éducative, du Canada pour l'évaluation des acquis scolaires, du PDSSN pour le financement d'équipements informatiques et d'activités de collecte, du projet ARCS et du Japon pour une assistance technique à l'ensemble de ses activités statistiques.

La DEP est confrontée à plusieurs difficultés dont le manque ou la mise à disposition tardive des moyens financiers pour la conduite des activités statistiques régulières selon le calendrier établi.

L'internalisation de plusieurs des activités menées par la DEP/MEBA avec l'appui des partenaires techniques et financiers est encore incomplète.

Des efforts doivent encore être faits, notamment en matière de diffusion afin d'élargir le cercle des utilisateurs et de mieux faire connaître les produits. La publication régulière de l'annuaire et de ses produits dérivés suppose l'évolution du système informatique de traitement des données avec les promoteurs du système actuel.

3.2.2.3. La Direction des Etudes et de la Planification du Ministère de la Santé

Le principal dispositif d'information du Ministère de la Santé est constitué par le système national d'information sanitaire (SNIS), logé à la DEP du Ministère où il est érigé en service. Le SNIS est structuré suivant l'architecture du système national de santé du pays : formation sanitaire, district sanitaire, région et niveau national, ce qui lui permet de couvrir tout le territoire national et de bénéficier de l'appui des structures décentralisées.

Il est composé de six sous-systèmes qui l'alimentent en données : le sous-système de rapport de routine des services de santé, le sous-système de surveillance épidémiologique, le sous-système d'information pour la gestion des programmes, le sous-système d'information pour l'administration et la gestion des ressources, le sous-système des enquêtes et des études périodiques, et le sous-système à assise communautaire.

Les principales publications annuelles sont l'annuaire statistique, le tableau de bord et la carte sanitaire.

Au niveau central, le personnel comprend seulement 8 agents qui animent le SNIS (1 médecin biostatisticien, 1 médecin conseiller en information médicale, 1 statisticien sanitaire, 2 attachés de santé en épidémiologie, 2 informaticiens et 1 adjoint technique de la statistique). Les attachés de santé en épidémiologie sont chargés de la production statistique et de la surveillance épidémiologique à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Les efforts du Gouvernement en matière de renforcement des capacités ont abouti à l'ouverture d'une filière de formation des attachés de santé spécialistes en épidémiologie en 2001 à l'Ecole Nationale de Santé Publique (ENSP) de Ouagadougou. Le recrutement se fait chaque année sur concours professionnel (12 personnes par an) et la formation dure deux ans. Le programme de formation est dominé par la statistique, l'informatique, l'épidémiologie et la recherche. Toutefois, le statut de ces attachés devrait être mieux défini dans le SSN, notamment à travers l'homologation des curricula par les centres régionaux de formation statistique.

Le financement des activités est assuré par le budget national (une partie des fonds provenant de l'initiative PPTTE) et les partenaires au développement.

Cependant, le dispositif présente encore plusieurs points faibles :

- la faible coordination entre les sous-systèmes qui empêche l'exploitation optimale des données (incohérence des données entre sous-système), et entraîne la multiplicité des supports de collecte au niveau du terrain ;
- la faiblesse des ressources humaines ;
- le manque de locaux adéquats et de supports logistiques ;
- le manque de logiciel approprié et de formation des responsables régionaux pour le traitement des données ;
- un archivage numérique des données encore insuffisant ;
- une internalisation des acquis récents à parfaire ;
- l'insuffisance en matière de diffusion et le manque de moyens adéquats de communication.

3.2.2.4. Synthèse de la présentation des autres structures

3.2.2.4.1. Les directions des études et de la planification (DEP)

Les DEP sont des directions centrales des départements ministériels. Parmi ses nombreuses missions, une DEP doit produire, diffuser et coordonner l'ensemble de la production statistique des acteurs intervenant dans la production des statistiques du ministère.

Cinq DEP possèdent des « services statistiques ». Les agents qui s'occupent de la production statistique dans ces structures sont en majorité composés d'administrateurs, de planificateurs et d'économistes. Il existe cependant des statisticiens à la DEP du MESSRS et celle du MID. Plus de la moitié des structures ne bénéficient pas de financement spécifique pour la production statistique.

La plupart des DEP produisent des statistiques mais très peu élaborent des publications statistiques.

3.2.2.4.2. Les autres directions centrales des Ministères

En plus des DEP, il existe de nombreuses directions centrales dans les ministères dont les attributions incluent la production de données statistiques pour le suivi et la planification de leurs activités. La plupart possèdent des services statistiques.

Dans les différentes structures, ce sont essentiellement des économistes qui s'occupent de la production statistique.

Seulement deux structures produisent régulièrement des publications : la DGPSE et la DGRE.

3.2.2.4.3. Les Directions régionales de l'économie et du développement (DRED)

Au niveau régional, le ministère en charge de l'économie et des finances dispose de directions régionales de l'économie et du développement qui ont chacune un service des études et des statistiques.

Ces directions disposent pour la plupart d'agents techniques et d'adjoints techniques de la statistique pour leurs activités statistiques. De plus, trois d'entre elles (Est, Hauts-Bassins, Sahel) sont appuyées par des directions régionales de l'INSD.

Elles participent, entre autres activités, à la collecte des données pour le suivi des indicateurs du cadre stratégique régionale de lutte contre la pauvreté.

Plusieurs DRED produisent des tableaux de bord au niveau régional et des monographies régionales.

3.2.2.4.4. Les sociétés d'Etat et les établissements publics de l'Etat

La plupart des sociétés d'Etat possèdent des services statistiques. Certaines d'entre elles (BCEAO, CCIA-BF, ONEF, SONABHY) ont en leur sein des cadres statisticiens.

Les productions statistiques des sociétés d'Etat (CNSS, SONABEL, ONEA, ONEF, SONAGESS, SONAPOST) sont surtout des annuaires statistiques, des bulletins périodiques et des dépliants statistiques.

3.3. La demande de statistiques

La demande correspond à des besoins exprimés pour servir dans des domaines d'utilisation assez variés. Les plus représentatifs de ces domaines d'utilisation sont les suivants : politique économique générale, lutte contre la pauvreté, politique de sécurité alimentaire, politique sociale, politique sanitaire, politique d'éducation, politique de développement rural, politique de promotion des femmes, politique de transport, politique environnementale, études sectorielles, développement local, constitution de bases de données, etc.

La demande de statistiques pour un domaine d'utilisation donné est généralement transversale, c'est-à-dire qu'elle s'adresse à plusieurs secteurs à la fois. Certains besoins sont donc récurrents. La démarche pour identifier la demande effective en devient simplifiée car il suffit de se référer, en terme de production, aux domaines majeurs puis de tenir compte des domaines non majeurs au niveau du partage de l'information.

Cette demande est destinée à la satisfaction des besoins nationaux tout en respectant les engagements internationaux.

3.3.1. Types d'expression des besoins en données statistiques au niveau national

On distingue deux types de demandes: la demande structurelle et la demande circonstancielle (par nécessité du moment).

La demande structurelle est exprimée à travers les attributions et missions des services de l'Etat producteurs de statistiques. Il s'agit des besoins exprimés par l'Etat comme « d'utilité publique générale ». Normalement, le « Cahier de charges statistiques » fixe pour les différentes composantes du système statistique des tâches en matière de collecte, traitement et diffusion de données dans les différents domaines de la vie publique : population, environnement, démographie, consommation et mode de vie, pouvoir d'achat, habitat, santé, éducation, formation, recherche, emploi, revenus, salaires, transferts sociaux, aides sociales, prix, communication, culture, jeunesse, sports, loisirs, agriculture, élevage, commerce, industrie, eau, transport, poste et télécommunication; tourisme, finances, ONGs, administration et vie publique, et données économiques générales. Alors, obligation est faite aux différentes structures concernées d'assurer une production statistique dans les domaines suscités.

L'organisation et la pérennisation du système statistique burkinabé est lié à cette demande structurelle en matière de statistiques nationales qui doit être satisfaite pour permettre une description de l'économie et de la société. Mais le caractère général de la demande explique l'insuffisance de spécification de normes de qualité, de spécification de référentiels espace temps (niveau de signification, période de référence). Ces critères sont laissés à l'initiative du service producteur avec le risque que les statistiques produites ne soient pas pleinement utilisables.

Il est rare que les besoins en statistiques pour la conduite d'une politique donnée soient totalement satisfaits par les statistiques courantes disponibles. Aussi une demande circonstancielle de données statistiques s'exprime-t-elle à l'occasion de la conception, de la mise en œuvre ou du suivi des politiques économiques et sociales que celles-ci soient d'ordre général ou sectoriel. Il s'agit de demandes spécifiques nécessaires pour éclairer des aspects particuliers de l'économie et/ou de la société. On citera en exemple la demande de statistiques spécifiques pour le suivi de la sécurité alimentaire, celle pour élaborer et suivre le CSLP, pour la politique d'intégration économique régionale, la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, la demande de statistiques par genre, par région, au niveau des collectivités locales (dans le cadre de la décentralisation et du développement local). Actuellement, il existe une grande propension pour que les besoins en statistiques sectorielles soient exprimés de la sorte.

La pression de l'actualité (CSLP, UEMOA, AFRISTAT, SGDD, OMD, DHD, etc.) fait que cette forme de demande a tendance à prendre une certaine ascendance sur la demande structurelle (or la production de statistiques de base est indispensable pour la compréhension de l'état et de l'évolution de l'économie et de la société). De ce fait, le risque de déstabilisation de l'ensemble du SSN suite à cette forme de demande n'est pas négligeable. Un arbitrage est nécessaire; il ne peut et ne doit pas être le fait des seules structures de production.

Il faut signaler une relative marginalisation du secteur privé en terme de demande de statistiques (ménages, ONGs, associations, chercheurs). Les acteurs de ce secteur sont parfois obligés de produire eux-mêmes pour satisfaire leur propre besoin.

3.3.2. Les engagements extérieurs en matière de statistique

3.3.2.1. Au niveau sous-régional

Le Burkina Faso fait partie des pays membres de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne" (AFRISTAT). Cette institution collabore avec les instituts nationaux de statistique (INS) et leur apporte son soutien pour la collecte, le traitement et la diffusion de l'information statistique de base et pour la réalisation d'analyses et de synthèses macro-économiques. En contrepartie, les Etats s'engagent à communiquer à AFRISTAT toutes les informations nécessaires pour qu'il exerce son activité.

AFRISTAT a élaboré avec les Etats membres des nomenclatures d'activités et de produits et a par ailleurs assisté les Etats pour la mise en place de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. Il a aussi proposé une méthodologie d'élaboration des comptes nationaux.

Dans le cadre du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA, des critères de convergence ont été définis à partir d'indicateurs statistiques. Chaque état membre doit produire ces indicateurs afin de vérifier le respect de ces critères.

Dans le cadre de la CEDEAO, le Burkina participe au programme d'harmonisation des statistiques, en particulier pour l'indice des prix, la comptabilité nationale et le commerce extérieur.

Dans le cadre de la politique de sécurité alimentaire des pays du CILSS, le Burkina doit produire des prévisions de récoltes céréalières suivant une méthodologie préalablement arrêtée. Ces prévisions sont utilisées en conjonction avec les données de population, les stocks de céréales, les prévisions des importations commerciales et non commerciales, pour établir le bilan céréalier prévisionnel. Ce bilan est présenté à la communauté internationale pour aider le Burkina s'il y a lieu, à prendre des mesures préventives pour éviter aux populations la survenue de crises alimentaires.

3.3.2.2. Au plan international

Les documents de politique économique et financière de la Banque mondiale et du FMI font appel aux comptes de la nation et aux statistiques financières et monétaires. Le Burkina a adhéré au SGDD du FMI qui vise à encourager les états membres à améliorer la qualité des données ; à offrir un cadre d'évaluation des besoins en matière d'amélioration des données et à fixer des priorités à cet égard et enfin, à guider les pays membres dans la publication, en temps opportun de statistiques économiques et financières exhaustives, accessibles et fiables.

Il appartient donc au CNS de veiller à l'application des principes fondamentaux de la statistique officielle en conformité avec ceux de la Commission de Statistique des Nations Unies.

3.4. Evaluation des forces et des faiblesses actuelles du SSN

3.4.1. Forces du SSN : une forte volonté politique

3.4.1.1. Nouveaux textes législatifs et réglementaires

De nouveaux textes législatifs et réglementaires ont été élaborés en 2006. Leur application devrait conduire à une amélioration du fonctionnement du SSN.

La loi n°12-2007/AN du 31 mai 2007 portant organisation et réglementation des activités statistiques a été promulguée le 21 juin 2007. Cette nouvelle loi introduit le concept de SSN, intègre les principes fondamentaux de la statistique publique telle que le respect du droit des citoyens à l'information statistique, l'indépendance scientifique des producteurs des statistiques publiques, la transparence des méthodes de collecte, de traitement et de diffusion des données statistiques. L'adoption de cette loi ouvre la voie à un vaste chantier de rénovation du dispositif réglementaire régissant les activités statistiques dans le pays, y compris la création d'un nouvel organe de coordination (Conseil national de la statistique) avec des commissions spécialisées. De plus, l'organigramme de l'INSD en cours d'adoption, prend largement en compte les insuffisances relevées par les différentes évaluations. Il intègre la recherche d'une organisation efficiente et efficace des services à travers une meilleure prise en charge de fonctions de base comme la diffusion, la formation, la recherche et la coordination des activités au niveau régional.

3.4.1.2. Création de Directions de la statistique dans les ministères sectoriels

L'ancrage des services statistiques dans les ministères sectoriels leur a jusque là offert une visibilité relativement réduite. Cependant, on note une nouvelle dynamique favorable à la création de directions de la statistique marquant ainsi la volonté du gouvernement d'accorder une place de plus en plus importante aux activités statistiques.

Le service chargé des statistiques agricoles au Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutique (MAHRH) a été le premier à être érigé en direction.

Des directions de la statistique ont été créées depuis le démarrage du SDS au Ministère des ressources animales (MRA), au Ministère du travail et de la sécurité sociale (MTSS) et au Ministère de la jeunesse et de l'emploi (MJE).

Cette politique doit se poursuivre afin de mettre en exergue la fonction statistique au sein des Ministères. Elle permettra également de mieux coordonner les activités statistiques et centraliser les informations produites dans les différentes structures. En outre, elle devra contribuer à résoudre les problèmes de ressources humaines et financières consacrées aux activités statistiques dans les ministères.

3.4.1.3. Déconcentration des activités statistiques

Depuis 2005, et pour accompagner le processus de décentralisation, l'INSD a procédé à la déconcentration de ses services à travers la création de trois directions régionales de la statistique et de la démographie : les Directions régionales de l'INSD de l'Est, des Hauts-Bassins et du Sahel. Elles ont pour but de prolonger, au niveau de leurs zones d'intervention respectives, les missions de l'INSD, notamment dans le domaine de la production et de la coordination.

Cette déconcentration va se poursuivre dans les prochaines années avec pour vocation de couvrir l'ensemble du territoire national. Elle permettra de susciter et de satisfaire la demande spécifique de statistiques pour les besoins des décideurs politiques, administratifs et économiques au niveau local.

3.4.1.4. Formation et recrutement de nombreux statisticiens

Depuis 2004, grâce aux efforts du gouvernement et des partenaires techniques et financiers, la formation de nombreux cadres moyens et supérieurs a été entreprise à l'ENAREF et dans les écoles sous-régionales.

En l'espace de trois ans, le nombre de cadres statisticiens et démographes dans le SSN a été multiplié par trois grâce à un effort exceptionnel de recrutement effectué par l'Etat. Cet apport est un atout formidable pour le SSN mais l'effort doit être poursuivi afin de préparer l'intégration des jeunes statisticiens et démographes actuellement en formation.

3.4.1.5. Financement national d'opérations statistiques d'envergure

En plus du financement des statistiques courantes, le gouvernement burkinabé s'engage de plus en plus dans le financement des opérations statistiques ponctuelles comme les enquêtes d'envergure.

Ainsi, le RGPH 2006 a été en grande partie financée par le budget national. Les enquêtes annuelles QUIBB et le système d'information des localités sont entièrement financés par le gouvernement.

Ces faits montrent l'engagement des autorités nationales pour le développement de la statistique. Cet engagement devra être poursuivi, en particulier pour le financement des statistiques administratives pérennes.

3.4.1.6. Mise en œuvre de la diffusion par les NTIC

Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) offrent beaucoup de facilités pour améliorer la gestion de l'information.

Tous les Ministères et les principales entreprises publiques possèdent des sites Internet et la plupart d'entre eux proposent des statistiques. Les mises à jour de ces sites ne sont cependant pas encore aussi régulières qu'elles devraient l'être.

La diffusion par CD-ROM est de plus en plus fréquente. Elle présente plusieurs avantages par rapport à la publication papier : coût moindre, disponibilité plus rapide et possibilité d'inclure un plus grand nombre d'informations.

La diffusion par mailing liste démarre à l'INSD et dans les Ministères sociaux.

3.4.2. Faiblesses du SSN

Les grands problèmes dont souffre le SSN sont surtout d'ordre institutionnel et organisationnel mais les problèmes de l'utilisation des statistiques ainsi que ceux des ressources (humaines et financières) engagées apparaissent aussi comme étant de première importance.

3.4.2.1. Faibles liens entre les producteurs et les utilisateurs

Le CNCS est actuellement fonctionnel, mais l'impact de ses actions ne semble toujours pas perceptible. L'utilisation des statistiques est encore limitée : cela est dû en grande partie à l'absence de lisibilité des statistiques par les décideurs. Le dialogue entre utilisateurs et producteurs, et la formation des utilisateurs doivent être intensifiés.

La nouvelle structure (Conseil national de la statistique), récemment créée, est dotée d'un Secrétariat permanent qui devrait permettre de mieux assurer le suivi et la programmation des activités du SSN et d'un Secrétariat technique assuré par l'INSD.

3.4.2.2. Inadéquation entre l'offre d'information et la demande

Les données actuellement disponibles, notamment à l'INSD, ne répondent qu'en partie aux besoins des utilisateurs, besoins encore mal identifiés.

Les données de sources administratives ne correspondent souvent qu'aux besoins de leurs propres producteurs.

3.4.2.3. Faibles capacités de production et d'analyse des données

La production de statistiques, en particulier des statistiques courantes, est encore insuffisante. De plus, l'analyse des données est fort limitée et les publications sont trop peu nombreuses.

Le manque de ressources humaines expérimentées et de ressources matérielles et financières est une donnée commune à l'ensemble des producteurs d'information malgré les recrutements récents de statisticiens en 2005 et 2006.

3.4.2.4. Absence d'harmonisation des concepts, normes et méthodologies

Au niveau global du SSN, les concepts, les normes et les nomenclatures sont souvent différentes. Cela entraîne des difficultés pour la comparabilité des informations statistiques produites.

Au niveau temporel, la périodicité de production de certaines données reste irrégulière, en particulier pour les enquêtes auprès des ménages dont la réalisation est liée à la disponibilité des financements. En ce qui concerne la dimension spatiale, le niveau de désagrégation des données administratives varie selon la structure productrice même si des améliorations notables ont récemment eu lieu.

3.4.2.5. Insuffisances de la politique de ressources humaines

Malgré les recrutements récents, il y a encore un manque crucial de statisticiens pour mener à bien les activités techniques aussi bien à l'INSD que dans la plupart des structures de production sectorielles.

Au niveau de l'INSD, il n'existait pas un programme de formation continue pour le personnel. Les stages de mise à niveau et recyclages étaient accordés en fonction des offres occasionnelles des institutions étrangères ou dans le cadre d'une opération spéciale. Ces stages, certainement bénéfiques pour les bénéficiaires, ne prenaient pas toujours en compte les besoins réels de l'INSD et du SSN. Il est évident que pour maintenir un niveau de qualité supérieure du personnel, celui-ci doit bénéficier d'une formation continue dans le cadre d'un programme de formation. Un programme a été élaboré en 2006 et il doit maintenant être mis en application.

Il n'y a pas de plan de carrière spécifique pour le statisticien, ni pour les cadres supérieurs, ni pour les cadres moyens. La promotion se fait selon les règles générales de la fonction publique, c'est à dire une évolution sur la grille des salaires. Un tel avancement, compte tenu du niveau des salaires de la fonction publique, n'est peut-être pas un moyen de motivation suffisant tout au long d'une carrière.

Par ailleurs, les statisticiens travaillant dans le SSN mais hors de l'INSD ne sont suivis par aucune structure centrale et leur carrière se poursuit sans lien avec l'INSD. Il pourrait être envisagé que l'INSD ou une autre structure centrale intervienne dans les affectations de ces personnels.

Un grand nombre de statisticiens viennent d'être recrutés ces dernières années et d'autres aussi nombreux vont achever prochainement leur formation et intégrer le SSN. Il est indispensable de mettre en place un dispositif pour leur affectation et leur encadrement durant leurs premières années d'activités. Sinon, on peut craindre qu'ils quittent le SSN pour des activités dans des domaines connexes, où de par leur formation de qualité, ils seront très appréciés. Les carrières de ces statisticiens, comme celles des plus expérimentés, devront faire l'objet d'un véritable plan de carrière afin qu'elles soient valorisantes.

3.4.2.6. Insuffisance de culture d'utilisation des données

L'importance des données statistiques est encore mal cernée tant au niveau des décideurs que de la population. L'élaboration de données statistiques par certains services administratifs dans le cadre de leurs activités quotidiennes est parfois considérée comme une tâche supplémentaire qui devrait plutôt relever d'autres structures spécialisées, commises spécifiquement à cette tâche.

Le plaidoyer pour l'utilisation des statistiques, préparé au niveau international par PARIS21, devra être davantage vulgarisé au Burkina et les actions de formation des utilisateurs sont encore à mettre en œuvre.

IV. Rappel de la stratégie de développement du système statistique national

La statistique vise à informer en fournissant des données établies selon des normes d'objectivité et de rationalité bien arrêtées. Il importe donc de fournir aux décideurs publics et privés les informations pertinentes leur permettant de prendre les décisions les plus adéquates dans les domaines socio-économiques et politiques.

Informé de façon objective sur l'état d'une société et d'une économie en pleine mutation, comme le sont la société et l'économie du Burkina Faso, implique que l'outil d'information possède une dynamique pour s'adapter aux exigences nouvelles et de plus en plus spécifiques ; d'où la nécessité absolue de faire l'analyse des objectifs globaux du SSN en ses éléments fondamentaux, au regard des réalités sociales, politiques et économiques et des perspectives. Des orientations claires pour le SSN permettent ainsi de définir les objectifs à atteindre. Le SSN tel qu'il est actuellement doit être revu et corrigé en vue d'atteindre ces objectifs. De la résolution des problèmes ci-dessous dépend la survie du système en tant qu'outil aidant à l'élaboration d'instruments efficaces de prise de décision :

Au plan de l'organisation institutionnelle : La désarticulation et la faiblesse des liens organiques rendent inefficace la coordination horizontale ; la non application, dans la pratique, des textes légaux devenus par ailleurs caducs dont la relecture en cours permettra d'aboutir à une meilleure coordination des activités statistiques ;

Au plan de la production statistique : Une difficulté de programmer les activités de production et une faiblesse des moyens pour la collecte des données ; une assez grande variété de productions sans véritable contrôle de norme de qualité ;

Au plan de la valorisation de l'information statistique : Une mauvaise diffusion des données disponibles et peu de visibilité de l'existant ; et une insuffisance d'analyse des données.

Les solutions proposées se situent dans le cadre d'un schéma directeur de développement statistique comprenant un plan d'action sur 6 ans (2004-2009).

La présente révision du SDS reprend intégralement la stratégie du développement du SSN telle qu'elle avait été élaborée en 2003.

4.1. Enoncé de principes

La statistique est par excellence, la discipline de la méthode. Les méthodologies statistiques sont élaborées en référence à la théorie statistique et mathématique en vue de garantir la qualité de la production statistique. Une donnée n'est statistique que si elle est élaborée en suivant une méthode statistique ; ici la façon de faire est aussi importante que le résultat. On ne peut donc pas envisager le développement de la statistique sans que soient édictées, des règles de conduite pour la production et l'utilisation des statistiques. Ceci amène à faire un certain nombre d'énoncés de principes qui doivent sous-tendre la production et l'utilisation de statistiques ; il s'agit du principe de la double optique, de celui de la norme de qualité définie, du principe de ressources minimales, du principe d'adaptation continue et de celui de la cohérence optimale et de la concordance de sources.

4.1.1. Principe de la double optique : production et utilisation

Ce principe consacre le fait que la production statistique ne puisse être une finalité en soi. Il faut, dès le début du processus de planification de la production statistique, se préoccuper de l'utilisation et même de l'utilisateur. On ne peut plus produire de la statistique parce que c'est utile et intéressant, mais parce que c'est nécessaire et entre dans un processus de

prise de décision. Dès lors, le producteur et l'utilisateur établissent des rapports de partenariat, plus fructueux que les rapports d'offres à demandeurs. Toute production statistique est ainsi soumise à l'épreuve de la vérité, ce qui oblige le statisticien à maintenir constamment le niveau de rigueur requis tout en se remettant en cause si nécessaire. Ceci amène à l'objet du second principe.

4.1.2. Principe d'adaptation continue

Les dispositifs de production statistique doivent être en mesure de répondre rapidement aux exigences toujours renouvelées des utilisateurs et même d'anticiper ces exigences. Il faut se dire que plus les besoins sont satisfaits, plus le SSN est sollicité par de nouveaux besoins plus précis mais plus valorisants. Ce qui demande que le SSN soit structuré en opérations statistiques répondant aux besoins "habituels" des utilisateurs, par programmation donc, et que ces opérations puissent être modulables pour répondre à des besoins ponctuels; ceci sans altérer la production "habituelle". Ce principe est facteur de réduction du coût de production et contribue à discipliner la production, et par ce fait à favoriser le respect des normes de production.

4.1.3 Principe de la norme de qualité définie

Une statistique dont la norme de qualité n'est pas définie est a priori de qualité médiocre. Par qualité, on entend le degré de fiabilité c'est à dire la propriété de la donnée chiffrée de traduire au mieux le concept censé représenter la réalité que l'on veut décrire ou analyser. La norme de qualité est définie si la statistique est :

- sans biais ou avec un biais négligeable ;
- de niveau de signification géographique requis (village, département, commune, province, région, pays) ;
- reconnue comme ayant une erreur de sondage acceptable pour le niveau de signification requis (pour les statistiques issues d'enquêtes).

Pour que la norme de qualité soit définie, il est nécessaire et suffisant de respecter les procédures édictées. On n'ignore toutefois pas que la statistique est aussi la discipline de la mesure de l'erreur. Le respect des normes de qualité ne doit donc pas conduire au dogme "chiffre égale vérité". Le principe de la norme de qualité est en réalité une condition nécessaire pour que s'acquière la culture de l'utilisation au quotidien, des statistiques pour la prise de décision.

4.1.4. Principe de la cohérence optimale et de la concordance de sources

La cohérence de la production statistique est optimale lorsqu'elle ne fait ni duplication, ni omission, et n'autorise pas des contradictions. Les moyens efficaces permettant de respecter ce principe sont le respect de l'optique système d'information et l'utilisation harmonisée d'outils statistiques (nomenclatures, codes, définition de concepts, référentiel temps et espace) bien définis. Des règles de conduite sont alors établies pour combiner les éléments composites et produire des statistiques de source unique. Ce principe évite de décrédibiliser la production statistique. Il contribue à l'acquisition de la culture de l'utilisation au quotidien, des statistiques pour la prise de décision.

4.1.5. Principe de ressources minimales

La production statistique demande la mise en œuvre de moyens importants. Il est habituel de dire que pour un coût donné, le statisticien doit maximiser la qualité de la production ou pour une qualité souhaitée il doit minimiser le coût. Le principe de ressources minimales incite à mettre en avant la recherche méthodologique permettant de garantir la qualité jugée

acceptable pour définir le coût minimum correspondant. Il invite aussi à la rationalisation des opérations statistiques. C'est la recherche du moindre coût/efficacité.

4.1.6. Principe de l'indépendance professionnelle

Le principe de l'indépendance professionnelle se traduit par :

- l'indépendance scientifique qui préconise que les producteurs d'informations statistiques exercent leurs activités sans aucune influence de quelque forme que ce soit et dans le respect des règles d'éthique et de bonne conduite ;
- l'impartialité : les producteurs de l'information statistique doivent produire, diffuser et commenter leurs produits de manière objective et en toute indépendance ;
- la responsabilité : il s'agit pour les producteurs de statistiques de ne pas recourir à des modes de collecte, de traitement, d'analyse et de présentation des données statistiques qui pourraient induire les utilisateurs en erreur ;
- la mise en garde : les producteurs de données statistiques ont le droit de faire des observations sur les interprétations erronées et les usages abusifs des résultats qu'ils diffusent ;
- la transparence : les productions statistiques, les textes législatifs et réglementaires et toutes dispositions régissant le fonctionnement du SSN doivent être portés à la connaissance du public.

4.1.7. Principe de la diffusion

Le principe de la diffusion veut que toute information statistique produite soit largement diffusée. Il comprend les éléments suivants :

- la publicité : il ne doit y avoir aucune rétention des statistiques produites. Tous les utilisateurs doivent avoir accès à l'information statistique ;
- la concertation avec les utilisateurs : il s'agit d'établir des mécanismes de concertation avec l'ensemble des utilisateurs des statistiques produites et de s'assurer de l'adéquation de l'information statistique à leurs besoins ;
- l'accessibilité et la clarté : les statistiques doivent être présentées sous une forme claire et compréhensible, diffusées d'une manière pratique et adaptée, disponibles et accessibles pour tous ;
- la simultanéité : les statistiques sont diffusées de manière à ce que tous les utilisateurs puissent en prendre connaissance simultanément ;
- la rectification : en cas d'erreurs, les producteurs de statistiques peuvent rectifier les résultats tout en portant clairement à la connaissance des utilisateurs les raisons de ces rectifications.

4.1.8. Principe de la protection des données individuelles et des répondants

L'obligation de répondre aux questionnaires des enquêtes statistiques et la confidentialité des informations collectées constituent la base de la production statistique. En effet, les données concernant les personnes physiques ou morales collectées à des fins statistiques ne peuvent servir à des décisions ou à des mesures administratives relatives à ces personnes. C'est pour cela que les producteurs de l'information statistique s'engagent à traiter les données concernant les personnes physiques ou morales de manière strictement confidentielle ; ils ne diffusent aucune information permettant de déduire les données individuelles.

4.2. Les orientations générales et les objectifs

Les statistiques doivent avoir pour finalité, la description de la société, de l'économie et de leur environnement, afin de contribuer à l'élaboration des instruments de prise de décision. Elles doivent être au service aussi bien de l'Etat, des nationaux privés individuels et associatifs, qu'au service des décideurs non nationaux (intégration, économie régionale, aide au développement, investissements extérieurs privés). De façon plus explicite, il faut: assurer une production statistique adaptée à l'évolution des besoins de la société et de l'économie ; et promouvoir le partage de l'information statistique disponible pour le maximum d'utilisateurs publics et privés. Ceci se fait à travers la réalisation d'un certain nombre d'objectifs d'ordre stratégique et opérationnel.

4.3. Identification des objectifs stratégiques

4.3.1 Les objectifs stratégiques

- Réaliser une production statistique nécessaire.

Cela implique que la production statistique soit adaptée aux besoins de la société et de l'économie et qu'elle respecte également des normes de qualité.

- Assurer le partage de l'information en assurant ainsi sa valorisation par l'analyse et la diffusion pour une meilleure accessibilité.
- Réformer les institutions du SSN.

Les textes législatifs et réglementaires doivent continuer à être revus pour donner aux structures de production et d'utilisation ainsi qu'aux instances de gestion de l'information statistique l'efficacité nécessaire.

- Elaborer et mettre en œuvre une politique de gestion des ressources humaines.
- Assurer le financement du SSN à court et moyen termes et programmer son financement à long terme.

Objectif stratégique 1 : Réaliser une production statistique nécessaire

Une production statistique respectant les critères de norme et répondant au mieux aux besoins des utilisateurs est assurée. De plus, il faut couvrir les besoins pour les politiques de court terme et ceux pour les politiques de moyen et long termes. Les besoins étant changeants dans le temps, il peut survenir, dans le cadre de la mise en œuvre des politiques, la nécessité de jeter un éclairage sur un aspect particulier de la société ou de l'économie. L'adaptation de la production statistique est un processus : tous les besoins ne peuvent pas être pris en compte en même temps, ni avec le même degré de satisfaction. Des priorités sont à définir dans le temps à travers un programme à moyen et long termes.

Objectif opérationnel 1.1 : adapter continuellement la production aux besoins

- La production statistique est adaptée si elle répond au mieux aux besoins des utilisateurs en thèmes traités, en couverture géographique et en période de référence.
- Conformité du produit statistique à la gestion macro-économique : préparation des programmes de réduction de la pauvreté et suivi des progrès vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.
- Conformité du produit statistique avec les exigences de l'intégration sous-régionale.

Objectif opérationnel 1.2 : Définir et respecter les normes de qualité

La démarche qualité devra être progressivement appliquée à toutes les opérations statistiques et à l'ensemble des structures productrices de données statistiques. A cet égard, il importe de procéder à une définition des normes de qualité communément utilisées au niveau international et par les acteurs du SSN.

Objectif opérationnel 1.3 : Adhérer aux règles professionnelles internationales et d'éthique

L'INSD et le SSN se sont engagés auprès d'organismes internationaux tels qu'AFRISTAT, les Nations Unies et le FMI à adhérer et respecter certaines règles professionnelles et d'éthique telles que le PROSMIC d'AFRISTAT et le SGDD du FMI.

Objectif stratégique 2 : Assurer le partage efficace de l'information statistique

Objectif opérationnel 2.1 : Analyser les données statistiques pour apporter le maximum d'éclairage sur les phénomènes décrits

Pour que l'utilisateur s'approprie l'information statistique, il faut qu'elle soit traduite dans un message qui lui soit compréhensible. L'analyse doit être poussée jusqu'à traduire les résultats en langage clair pour les différentes catégories cibles d'utilisateurs. Ceci demande le recours à des données chiffrées mais aussi leur traduction en images, graphiques, cartes thématiques et autres représentations symboliques.

Objectif opérationnel 2.2 : Développer la culture statistique

Mise à la disposition des autorités aux niveaux central et local de certaines productions de base (fichier des villages des recensements, annuaires statistiques, etc.).

Objectif opérationnel 2.3 : Réaliser la diffusion directionnelle et mettre en œuvre la stratégie d'informatisation

Il existe plusieurs vecteurs de diffusion: publication papier y compris articles et communiqués dans les médias, support informatique y compris accès en ligne. Les catégories d'utilisateurs ont des capacités différentes d'accès à ces vecteurs et la diffusion doit en tenir compte pour permettre un bon partage de l'information statistique.

Objectif stratégique 3 : Faire la réforme institutionnelle qui favorise le développement harmonieux des statistiques dans une optique production/utilisation

Objectif opérationnel 3.1 : Relire et modifier des textes réglementaires

- Le cahier de charges statistiques ainsi que les conditions de production et d'utilisation des données doivent être revus et adaptés au nouveau contexte.
- Les textes de création et d'organisation des structures de production doivent être revus et adaptés pour trouver un ancrage plus visible à la fonction statistique dans les départements ministériels.
- Création d'un numéro d'identification statistique pour les entreprises.

Objectif opérationnel 3.2 : Améliorer le dialogue producteur/utilisateur

- Identification des différents acteurs et domaines d'intervention
- Développement d'un système de coordination des activités au niveau des producteurs privés
- Elaboration d'un code de procédure décrivant les rôles
- Création de réseaux de collaboration
- Développement d'activités de sensibilisation
- Enseignement de la statistique au secondaire et au supérieur

Objectif opérationnel 3.3 : Restructurer l'INSD

- Le fonctionnement de l'INSD comme EPA doit être revu et adapté aux exigences de la production statistique. Il faudra envisager des dérogations spéciales par rapport au mode de fonctionnement standard des EPA pour lui donner une plus grande souplesse de gestion. Adopter un statut plus motivant pour les agents.
- Création d'antennes régionales de l'INSD
- Recrutement de statisticiens et démographes dans la fonction publique

Objectif stratégique 4 : Elaborer et mettre en œuvre un programme de formation et un cadre de gestion des ressources humaines

Objectif opérationnel 4.1 : Former des statisticiens en qualité et en quantité suffisantes

- Formation des cadres supérieurs dans les écoles de statistique et de démographie à l'étranger
- Formation de 3ème cycle en statistique à l'université de Ouagadougou
- Formation continue de mise à niveau à l'attention du personnel en activité
- Ouverture au niveau national d'une école de statistique (cadres moyens et agents d'exécution)

Objectif opérationnel 4.2 : Former par catégorie, le maximum d'utilisateurs à accéder facilement et à utiliser l'information statistique

Objectif opérationnel 4.3 : Etablir et mettre en application un cadre de gestion des ressources humaines.

Objectif stratégique 5 : Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de financement de la production et de l'utilisation des statistiques

Objectif opérationnel 5.1 : Elaborer et appliquer un plan de financement des opérations statistiques courantes.

Objectif opérationnel 5.2 : Elaborer et appliquer un plan de financement des opérations statistiques spéciales: RGPH, recensement agricole, enquête sur les conditions de vie des ménages, enquête démographique intercensitaire, enquête démographique et de santé

4.3.2. Modalités de réalisation des objectifs

La réponse aux problèmes du SSN passe par la réalisation des objectifs opérationnels et stratégiques suscités. A cette fin, la sphère de production statistique peut être subdivisée en domaines en tenant compte du contexte national, du PROSMIC ainsi que du SGDD :

- gouvernance, cadre institutionnel et législatif; et ressources humaines ;
- état de la population ;
- conjoncture économique et sociale ;
- conditions de vie des ménages et pauvreté ;
- agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement ;
- activités non agricoles ;
- macroéconomie et comptes nationaux ;
- budget et finances ;
- diffusion, informatique et techniques connexes.

Chaque domaine implique un système d'information au sein duquel se fait la gestion de la production et de l'utilisation des statistiques y afférentes. Chaque système possède des fonctions de programmation, de production et de valorisation des données. Chaque fonction est exercée de façon paritaire par des catégories d'acteurs appropriées.

La fonction de programmation permet de prendre en compte de façon récursive les besoins de toutes les catégories d'acteurs du système : producteurs, utilisateurs y compris les utilisateurs spécifiques que sont les chercheurs.

La fonction de production est exercée par les producteurs institutionnels, en collaboration avec les chercheurs. Cette fonction se décompose en activités de conception, de collecte et d'exploitation. La valorisation des données statistiques ne se limite pas à la simple publication de rapports; il s'agit davantage d'une fonction de partage de l'information statistique.

La fonction de valorisation renvoie à celle de programmation; ce qui assure la nécessaire prise en compte des besoins d'éclairages supplémentaires suite à une meilleure compréhension des phénomènes décrits.

V. Performances réalisées par le SSN au cours de la période 2004-2006

Le bilan présenté ci-après est le résultat du traitement et de l'analyse des questionnaires remplis par les structures productrices de statistiques (voir questionnaire en annexe 5).

Ce questionnaire a aidé les structures à faire le bilan des activités réalisées dans le cadre du SDS et hors SDS. Pour les structures parties prenantes du SDS, il était rappelé les activités programmées avec le calendrier et les prévisions de financement.

5.1. Bilan technique à mi-parcours du SDS

D'importants résultats ont été obtenus au cours des trois premières années de mise en œuvre du SDS dans le domaine de la production statistique.

Au niveau de l'INSD, les principaux résultats obtenus l'ont été pour les opérations ponctuelles (enquêtes et RGPH) alors que la production des statistiques courantes est moins performante.

Au niveau des Ministères sectoriels, les principaux producteurs (MAHRH, MEBA, Santé) parviennent à publier de plus en plus régulièrement les statistiques de base, les autres ministères élaborent des statistiques mais trop peu publient ces statistiques.

A côté des activités programmées dans le SDS, les structures ont réalisé des activités hors SDS qui se situent dans le sillage de celles du SDS et ont concerné essentiellement des opérations de production de statistiques courantes, des enquêtes et des études ainsi que des activités connexes telles que la gestion des bases de données et la documentation, les activités de renforcement des capacités.

Ces activités sont détaillées par domaine en annexe 1A et sont synthétisées par objectif ci-après.

5.1.1. Objectif stratégique 1 : Réaliser une production statistique nécessaire

5.1.1.1. Objectif opérationnel 1.1 : Adapter continuellement la production aux besoins

Etat de la population

Le Recensement général de la population et de l'habitation a été réalisé en 2006 comme prévu et constitue avec l'enquête à indicateurs multiples les deux opérations d'envergure réalisées dans le domaine.

La mise en place de l'observatoire d'état civil est toujours dans la phase préparatoire. Le tableau de bord social a été relancé mais connaît un retard dans sa production.

Les principales étapes du recensement menées en 2006 ont été : la cartographie censitaire, le recensement pilote, la sensibilisation et enfin le dénombrement qui a mobilisé près de 20 000 agents, toutes catégories confondues.

Conjoncture économique et sociale

Le Recensement industriel et commercial n'a pas été réalisé par manque de ressources financières suffisantes. La production de notes de conjoncture à partir d'enquête trimestrielles de conjoncture n'a pu démarrer pour raison de procédure inadéquate de mise à disposition des fonds. L'enquête sur la formation professionnelle a connu un retard dans sa mise en œuvre et était en phase terrain en 2006.

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est régulièrement publié excepté pour un mois sur la période 2004-2006.

Le Système d'information sur le marché céréalier (SIM/céréales) produit des bulletins hebdomadaire et trimestriel d'information, ainsi qu'un annuaire des prix des produits agricoles.

La production de tableaux de bord trimestriels sur l'économie a repris en 2006.

Conditions de vie des ménages et pauvreté

L'enquête annuelle QUIBB2005 a été réalisée aux dates prévues mais la publication des résultats a connu un retard et l'enquête QUIBB2006 a été réalisée au début de l'année 2007. L'enquête intégrale a été reprogrammée pour 2008.

Des progrès notables ont été réalisés au niveau des statistiques sanitaires avec :

- l'amélioration de l'annuaire statistique et sa disponibilité dans de plus brefs délais ;
- l'élaboration d'une synthèse de l'annuaire statistique ;
- l'élaboration de tableaux de bord annuels de la Santé ;
- la formation de nombreux agents de la chaîne de production statistique ;
- la production de rapports annuels sur la qualité des données ;
- l'élaboration de la carte sanitaire ;
- l'élaboration d'une première base de données.

Les principaux acquis au niveau des statistiques de l'enseignement de base ont été :

- une production régulière de plusieurs publications de qualité ;
- la formation de très nombreux agents de la chaîne de production des statistiques ;
- l'amélioration de la qualité de l'annuaire statistique, notamment à travers l'installation de routines de contrôle au niveau de la saisie ;
- l'élaboration et la production annuelle du tableau de bord de l'éducation ;
- l'élaboration d'une nouvelle maquette de la synthèse de l'annuaire ;
- l'élaboration de rapports annuels sur la qualité des données ;
- l'élaboration d'un outil interface de la base des données du MEBA.

Au niveau du MESSRS, les retards de publication ont été rattrapés avec la publication en 2006 des annuaires 2003/2004 à 2005/2006 pour les statistiques de l'enseignement secondaire. Seules les statistiques de l'enseignement supérieur ne sont pas encore à jour.

Dans le domaine de la Gouvernance, il était également prévu l'élaboration de statistiques sur la criminalité à travers des enquêtes et études. Aucune activité n'a été réalisée dans ce volet pour des raisons financières ou par l'absence de ressources humaines compétentes dans les structures chargées de conduire ces opérations, mais ces activités sont programmées pour 2007.

Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement

Parmi les six activités prioritaires prévues dans ce volet, seule l'enquête permanente agricole a pu être exécutée à bonne date et a produit des résultats annuels.

Le recensement général de l'agriculture (RGA), débuté en 2006, prendra fin en 2010, conformément au programme.

L'enquête maraîchère a seulement eu lieu en 2003/2004. L'enquête suivi des troupeaux, l'inventaire forestier et l'inventaire faunique n'ont pas pu être réalisés essentiellement pour des raisons de non disponibilité de ressources financières.

Activités non agricoles

La collecte des données sur la production industrielle n'a pas été réalisée par l'INSD. Toutefois la reprise est programmée pour 2007.

Les activités prévues dans le cadre de l'amélioration des statistiques du commerce et de l'artisanat n'ont pas été programmées par la structure (MCPEA) chargée de les prendre en compte.

Dans le secteur des transports et de la météorologie, deux enquêtes sur le trafic routier ont été menées et les statistiques météorologiques ont été produites. Toutefois le fichier central automobile et la méthodologie de collecte des statistiques sur les accidents de la circulation n'ont pas été élaborés.

Macroéconomie et comptes nationaux

Des efforts notables ont été faits pour l'élaboration des comptes nationaux. En effet, la périodicité de la production des comptes a été améliorée, suivant le SCN 93. En l'espace des trois ans, les comptes des années 1996 à 1998, le compte de base de 1999 et les comptes des années courantes 2000 à 2002 ont été élaborés. Par ailleurs une rétopolation par rapport à l'année de base a été effectuée sur les comptes de 1985 à 1995.

Avec l'appui d'AFRISTAT, un système de comptes provisoires ou rapides a été adopté pour résorber le retard.

L'exercice d'élaboration des comptes régionaux a déjà été pratiqué, notamment pour la région du Sud Ouest. Les méthodes utilisées s'appuient sur le cadre développé par ECOLOC. Ces travaux ont connu la participation des cadres burkinabé notamment des comptables nationaux. C'est dire qu'il existe une expertise au niveau national pouvant contribuer à la réalisation des comptes régionaux. Cependant, il importe d'évaluer les méthodes utilisées jusqu'à afin de déceler leurs limites objectives.

Budget et finances

La plupart des activités inscrites dans ce volet sont la production de statistiques à partir des sous-produits administratifs. Elles ont été en majorité réalisées.

Par contre, les activités concernant l'élaboration et la diffusion d'une revue des finances publiques et surtout la création d'une base de données économiques, financières et monétaires n'ont pas été réalisées.

Diffusion, informatique et techniques connexes

L'étude sur la mise en place d'un plan d'informatisation et de diffusion a été réalisée et est disponible. Son plan d'action décrit au chapitre suivant doit être mis en œuvre au cours des années 2007 à 2009.

Au niveau de l'archivage numérique des données, de nombreux efforts sont encore nécessaires pour l'élaboration des bases de données au niveau de l'ensemble des structures.

L'INSD a repris en 2006 la publication d'un annuaire statistique interrompue en 1999. L'annuaire statistique 2006 présente sur une période de dix ans une description chiffrée de la vie économique et sociale du Burkina Faso. Plusieurs innovations importantes ont été introduites par rapport aux éditions antérieures. Le champ thématique est plus étendu avec la prise en compte des nouveaux domaines tels que l'environnement, les transports ferroviaires, les finances publiques, l'aide extérieure, etc. De plus, les principaux résultats des enquêtes auprès des ménages (enquêtes prioritaires, enquêtes burkinabé sur les conditions de vie des ménages, enquêtes démographiques et de santé, etc.) sont aussi présentés. Enfin, en dehors des comparaisons temporelles nationales, cet annuaire permet d'effectuer des comparaisons des principaux indicateurs avec ceux des Etats membres de

l'UEMOA et des autres pays africains. Le CD-Rom de l'annuaire permet d'accéder aux tableaux sous format HTML et Excel.

Le site Web de l'INSD a connu d'importants développements en 2006 avec la mise en ligne de très nombreux documents et statistiques disponibles. Au niveau des sites web des autres producteurs sectoriels, la mise à jour des statistiques est très irrégulière.

La diffusion sous forme de CD-Rom s'est étendue au cours des années 2004-2006. L'INSD a poursuivi la publication des enquêtes auprès des ménages et de l'annuaire statistique sous ce format. Le MEBA a également entrepris la diffusion de l'ensemble de ses publications sur CD-Rom. On rappelle que le coût de la diffusion sous ce format est bien moindre que celui sous format papier.

5.1.1.2. Objectif opérationnel 1.2 : Définir et respecter les normes de qualité

Le rapport qualité est une auto évaluation ayant comme objectif de sensibiliser les différents acteurs sur les éléments de la qualité des données et d'identifier les actions pour son amélioration.

La mise en œuvre de la démarche qualité appliquée à toutes les opérations statistiques et à l'ensemble des structures productrices de données statistiques a démarré seulement au MEBA et au Ministère de la santé où des rapports qualité ont été produits par les structures en 2005 et 2006.

Ces rapports présentent en premier lieu une synthèse de l'évaluation basée sur des éléments composant les six dimensions de la qualité : préalables de la qualité, intégrité, rigueur méthodologique, exactitude et fiabilité des données, utilité et accessibilité. Ensuite, pour chaque dimension, la qualité est évaluée en termes de points forts et points faibles et des recommandations sont formulées. Enfin, les valeurs des indicateurs détaillés des différentes années permettent de mesurer les progrès ou les contres performances enregistrés au niveau de chaque dimension et d'identifier les domaines prioritaires d'actions à mener.

Un recueil de concepts, définitions, nomenclatures et méthodologies est en cours d'élaboration à l'INSD.

La normalisation de la diffusion de l'information statistique par la promotion de la diffusion sur supports électroniques, la rationalisation de la gestion de l'information statistique par la mise en place de systèmes d'archivage des données ont fait l'objet d'études détaillées en 2005 et 2006. Des plans d'action ont été élaborés et leur mise en œuvre doit démarrer en 2007.

5.1.1.3. Objectif opérationnel 1.3 : Adhérer aux règles professionnelles internationales et d'éthique

Le SSN a respecté l'essentiel des engagements pris auprès des organismes internationaux en matière de règles professionnelles et d'éthique.

En particulier, les nomenclatures NOPEMA et NAEMA d'AFRISTAT sont maintenant adoptées pour l'élaboration des comptes nationaux par l'INSD et le Ministère des finances et du budget prend en compte la nomenclature budgétaire de l'UEMOA.

5.1.2. Objectif stratégique 2 : Assurer le partage efficace de l'information statistique

5.1.2.1. Objectif opérationnel 2.1 : Analyser les données statistiques pour apporter le maximum d'éclairage sur les phénomènes décrits

Cet objectif ne peut être atteint que progressivement et à moyen terme.

Jusqu'à une date récente, la production statistique se présentait presque exclusivement sous forme d'annuaires statistiques avec seulement des tableaux détaillés sur une seule année. Quelques premiers résultats ont été obtenus, notamment à l'INSD et dans certains ministères sociaux avec la production de tableaux de bord élaborés sous la forme de tableaux portant sur plusieurs années et au niveau des ministères en charge de l'économie et des finances avec la production des rapports respectivement sur l'économie et sur les finances publiques.

5.1.2.2. Objectif opérationnel 2.2 : Développer la culture statistique

Au niveau central, les productions de l'INSD sont largement diffusées auprès des départements ministériels et des autres utilisateurs publics, ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers pour permettre leur prise en compte dans le processus de planification du développement.

Dans le cadre de la politique de décentralisation en cours, l'information statistique doit non seulement être produite à un niveau de désagrégation utile mais aussi être disponible au niveau des régions, provinces et départements. Dans cette optique, un ensemble de produits statistiques spécifiquement dédiés aux décideurs locaux (annuaires, recueils, dépliants statistiques, etc.) ont été réalisés par les directions régionales de l'INSD. Les principales productions de l'INSD ont fait l'objet d'une distribution aux autorités provinciales et régionales.

Faute de moyens financiers, la diffusion des productions sectorielles est encore limitée au niveau décentralisé. On peut toutefois noter l'initiative du MEBA de diffuser l'ensemble de ses publications annuelles sous forme d'un CD-Rom.

5.1.2.3. Objectif opérationnel 2.3 : Réaliser la diffusion directionnelle et mettre en œuvre la stratégie d'informatisation

Des efforts ont été réalisés pour multiplier les vecteurs de diffusion autres que le papier (CD-Rom, site Web, email, etc.) mais cela n'est l'œuvre que de quelques structures (INSD, DEP/MEBA, DEP/Santé, DEP/MESSRS) et ne touche encore qu'un public limité.

La mise en ligne systématique des publications sur les sites Web, la production de CD-Rom avec des bases documentaires et l'envoi d'Email annonçant la disponibilité des statistiques sont des pratiques qui doivent être généralisées.

Il a été réalisé en 2005, un schéma directeur de l'informatique au profit de l'INSD et du SSN. Une autre étude portant sur la conception des cahiers de charges sur les systèmes de gestion des bases de données est venue compléter la première.

En plus de l'utilisation des NTIC, les médias traditionnels (journaux, radios, télévision) ne sont pas encore assez mis à contribution pour la diffusion de l'information statistique. Les statistiques courantes (IHPC, SIM céréales, SIM bétail, etc.) doivent être publiées sous un format adéquat pour le grand public. La disponibilité des résultats d'opérations annuelles ou ponctuelles doit être annoncée et les principaux résultats résumés.

5.1.3. Objectif stratégique 3 : Faire la réforme institutionnelle qui favorise le développement harmonieux des statistiques dans une optique production/utilisation

5.1.3.1. Objectif opérationnel 3.1 : Relire et modifier les textes réglementaires

En 2006, de nouveaux textes législatifs et réglementaires ont été préparés et ont commencé à être adoptés en 2007. Ce sont notamment :

- une loi portant organisation et réglementation des activités statistiques ;
- un décret portant organisation du système statistique national ;
- un décret fixant les conditions et les procédures de réalisation des recensements et des enquêtes statistiques par les services et organismes statistiques publics auprès de personnes ne faisant pas partie de ces structures ;
- un arrêté fixant les modalités de communication, à des fins exclusivement statistiques, aux services et organismes statistiques publics, des informations détenues par les administrations et les organismes publics ;
- un arrêté portant création, attributions, composition et fonctionnement des commissions spécialisées du Conseil national de la statistique (CNS) ;
- un décret portant approbation des statuts de l'INSD ;
- un arrêté portant organisation, attributions et fonctionnement de l'INSD.

Les modifications proposées du corpus législatif et réglementaire visent essentiellement trois objectifs :

- introduire le concept communément utilisé de Système statistique national, en définissant le SSN, ses missions, ses composantes, et les relations entre ces dernières ;
- préciser la place centrale qu'occupe l'INSD dans le SSN, définir ses missions générales et mieux organiser ses services ;
- intégrer dans la loi les principes fondamentaux de la statistique publique tels que le respect du droit des citoyens à l'information statistique, l'indépendance scientifique des producteurs de statistiques publiques, la transparence des méthodes de collecte, de traitement et de diffusion des données statistiques ;
- transformer le CNCS en CNS doté d'un secrétariat permanent.

Parmi les 73 structures étudiées, seulement 5 ont modifié leurs textes réglementaires durant la période 2004-2006.

5.1.3.2. Objectif opérationnel 3.2 : Améliorer le dialogue producteur/utilisateur

En plus des sessions ordinaires du CNCS qui ont été régulièrement tenues, plusieurs activités de formation/sensibilisation ont été menées dans le cadre de cet objectif fort important pour améliorer l'utilisation des statistiques. On peut citer entre autres : les ateliers de restitution des résultats d'enquête, les ateliers régionaux de sensibilisation sur les statistiques de l'état civil, de l'emploi, du transport, de la santé, de l'agriculture et de l'éducation. La mise en place, par les directions régionales de l'INSD, de réseaux de correspondants statistiques participe également à l'atteinte de cet objectif.

5.1.3.3. Objectif opérationnel 3.3 : Restructurer l'INSD

Les études menées dans le cadre de la restructuration (études sur les statuts, études sur un projet d'établissement, etc.) ont fait une série de recommandations portant notamment sur la révision des statuts et la relecture de l'organigramme de l'Institut. Pour ce qui est des statuts, il a été recommandé le maintien de l'INSD dans le cadre global des EPA tout en y apportant les ajustements nécessaires à la bonne exécution des activités, à travers une bonne exploitation des possibilités offertes par ce statut. En ce qui concerne l'organigramme, les innovations portent sur une rationalisation de l'organisation des services et la valorisation de certaines fonctions clé comme l'informatique et la diffusion, la formation et la recherche ainsi que la coordination de l'action régionale.

Les nouveaux statuts ont été approuvés par un décret du 11 mai 2007. Les modifications sont relatives à la recherche d'une organisation efficiente et efficace des services de l'INSD, à la nécessité d'améliorer la capacité d'autofinancement de l'Institut et à la signature d'un contrat-plan entre l'Etat et l'INSD. Le nouvel organigramme de l'INSD, s'appuyant sur les recommandations, a été préparé et doit être adopté en 2007.

L'INSD accompagne le processus de décentralisation engagé par le gouvernement avec la création en 2005 et 2006 des directions régionales des Hauts-Bassins, de l'Est et du Sahel dont les premières productions statistiques sont disponibles.

Dans le cadre du renforcement des effectifs de l'INSD, plus de 80 statisticiens ont été recrutés pendant la période 2004-2006. Par ailleurs, des dispositions nouvelles prises par le conseil d'administration permettent le versement de primes de rendement aux agents.

5.1.4. Objectif stratégique 4 : Elaborer et mettre en œuvre un programme de formation et un cadre de gestion des ressources humaines

5.1.4.1. Objectif opérationnel 4.1 : Former des statisticiens en qualité et en quantité suffisantes

Un plan de formation a été élaboré en septembre 2005 qui a été par la suite enrichi dans son volet formation continue par une étude complémentaire en novembre 2006.

La mise en œuvre de ce plan se traduit principalement par l'octroi de bourses d'études, par le financement d'activités de formation continue de courte durée et de voyages d'études au profit des agents en charge de la production statistique.

Le programme de formation continue, basé sur des formations adaptées au programme d'activités du SSN, n'a pas encore démarré mais les capacités techniques du personnel ont été renforcées par l'organisation et la participation à de nombreux ateliers et séminaires. Au cours de ces ateliers, plus de 2 600 agents ont été formés dans différents domaines statistiques: comptabilité nationale, démographie, état civil, et statistiques sectorielles de la santé, de l'agriculture, de l'éducation, de l'emploi et des transports.

L'ouverture de la filière de formation des agents et des adjoints techniques de la statistique à l'ENAREF est une réalité depuis la rentrée scolaire 2004-2005.

Pour répondre aux besoins en cadres statisticiens et démographes, les recrutements pour les formations dans les écoles sous-régionales se poursuivent et se sont même intensifiés grâce aux efforts du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers en octroyant systématiquement des bourses à tous les lauréats burkinabé des concours de recrutement.

La situation des étudiants dans les écoles de statistique se présente comme l'indique le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : Situation des admissions des étudiants burkinabé pour les formations en statistique

Cycle de formation	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Nombre d'années de formation
Démographes	0	11	0	13	2
ISE Abidjan	1	7	7	7	3
ITS Abidjan	2	7	4	6	2
ITS Dakar	5	4	3	3	4
AD Abidjan	0	1	0	0	2
AD ENAREF	0	0	20	31	2
AT ENAREF	0	0	20	32	1
Total	8	30	54	92	
Attaché de santé en épidémiologie	10	11	12	12	2

Source : INSD, Ministère de la Santé

La politique de formation initiale mise en œuvre au cours des trois premières années du SDS 2004-2009 a permis la formation de nombreux statisticiens et démographes dont les premiers ont déjà intégré le SSN. Pour ceux-là comme pour ceux qui vont suivre, une grande priorité doit être accordée à leur encadrement afin qu'ils restent dans le SSN (voir aussi tableau 2).

Des initiatives sont en cours pour mettre en œuvre des formations de troisième cycle à l'Université de Ouagadougou.

5.1.4.2. Objectif opérationnel 4.2 : Former par catégorie, le maximum d'utilisateurs à accéder facilement et à utiliser l'information statistique

De nombreuses formations ont été organisées au cours des trois premières années du SDS à l'intention des utilisateurs et des producteurs de données.

On peut par exemple noter un atelier de formation des utilisateurs à l'IHPC qui a regroupé une trentaine d'utilisateurs en provenance de l'administration publique, des entreprises et de la société civile. Une étude est en cours pour cerner les besoins des utilisateurs de statistiques.

5.1.4.3. Objectif opérationnel 4.3 : Etablir et mettre en application un cadre de gestion des ressources humaines

La gestion des ressources humaines de l'ensemble du personnel statisticien du SSN n'est pas suffisamment organisée.

Une étude engagée en 2005 en vue de l'élaboration d'un plan de carrière des statisticiens, n'a pas donné les résultats escomptés. Elle devra être reconduite en 2007.

5.1.5. Objectif stratégique 5 : Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de financement de la production et de l'utilisation des statistiques

Dans le cadre de la révision du statut de l'INSD, des études ont recommandé le principe de la signature d'un contrat plan avec l'Etat pour sécuriser un financement minimal pour les activités de base. Par ailleurs, dans le cadre de la présente révision du SDS, la question relative à la stratégie de mobilisation des ressources pour le financement de la statistique (voir paragraphe 6.3) a été approfondie. Il conviendra dans les prochaines années de mener une réflexion plus détaillée sur les mécanismes institutionnels de cette stratégie de financement, notamment sur la mise en place d'un fonds de développement de la statistique.

5.2. Activités statistiques réalisées hors SDS

En dehors de celles prévues dans le SDS, les structures ont réalisé des activités qui se situent néanmoins dans son sillage. Elles ont concerné essentiellement des opérations de réformes réglementaires, de production des statistiques courantes, mais aussi des activités connexes telles que la gestion des bases de données. Ces activités sont détaillées par domaine en annexe 2.

Les activités les plus en vue ont été :

- la production des statistiques régionales par les nouvelles directions régionales de l'INSD (fichiers des localités, annuaires ou recueils statistiques) et les DRED ;
- la création de bases de données : S.I.GE.DO.R (DRED), Modèle d'Analyse Régionale sous Windows (DRED), Devinfo ;
- la création de sites Web (CNSS, ISSP, etc.) ;
- la mise en place de l'Observatoire de population de Ouagadougou ;
- la formation d'agents en particulier dans les structures décentralisées ;
- la réalisation d'enquêtes non programmées dans le SDS initial.

L'importance des activités menées hors SDS résulte de demandes ponctuelles et de l'élargissement de l'effectif des structures du SSN et de leur champ d'activités.

5.3. Bilan financier à mi-parcours de la mise en œuvre du SDS

5.3.1 Plan de financement initial du SDS

Le plan de financement initial du SDS prévoyait un besoin de financement global, sur les six ans (2004 – 2009), de 22 476 millions FCFA. Selon les prévisions, ces fonds devaient provenir de l'Etat (26%), de l'IDA, dans le cadre du PDSSN (22%) et de diverses autres sources (52%). Le financement des activités statistiques reposait donc essentiellement sur l'appui extérieur à hauteur de 74%. Cette situation de départ révélait le caractère aléatoire et précaire du financement du SDS. Cette orientation de départ avait été dictée par l'importance limitée jusque là accordée par le budget national aux activités statistiques.

Tableau 4 : Plan de financement initial du SDS (en millions de FCFA)

Domaines/groupes d'activités	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
1. Gouvernance, cadre institutionnel et législatif, ressources humaines	175	265	270	920	280	280	2 190
2. Démographie et état civil	20	20	2 020	20	625	275	2 980
3. Conjoncture économique et sociale	218	143	270	285	547	402	1 865
4. Conditions de vie des ménages et pauvreté	213	455	1 170	225	235	395	2 693
5. Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement	695	475	2 145	365	390	405	4 475
6. Activités non agricoles	205	155	155	160	160	160	995
7. Macroéconomie et comptes nationaux	110	35	30	30	30	30	265
8. Budget et finances	43	43	43	48	48	48	273
9. Diffusion, informatique et techniques connexes	40	1 000	100	100	100	100	1 440
10. Infrastructure et équipement	3 850	200	650	200	200	200	5 300
Total général	5 569	2 791	6 853	2 353	2 615	2 295	22 476

Source : SDS, août 2003

Tableau 5 : Sources de financement initialement prévues (en millions de FCFA)

Domaines/groupes d'activités	Etat	IDA	Autres	Total
1. Gouvernance, cadre institutionnel et législatif, ressources humaines	654	1 469	67	2 190
2. Démographie et état civil	524	880	1 576	2 980
3. Conjoncture économique et sociale	306	265	1 294	1 865
4. Conditions de vie des ménages et pauvreté	486	490	1 716	2 693
5. Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement	600	202	3 673	4 475
6. Activités non agricoles (Commerce, transport, artisanat, eau, électricité)	320	226	449	995
7. Macroéconomie et comptes nationaux	34	77	154	265
8. Budget et finances	138	0	135	273
9. Diffusion, informatique et techniques connexes	258	39	1 143	1 440
10. Infrastructures et équipements	2 580	1 307	1 413	5 300
Total général	5 900	4 955	11 620	22 476
%	26%	22%	52%	100%

Source : SDS, août 2003

5.3.2. Situation d'exécution financière du SDS à mi-parcours (2004-2006)

A mi-parcours, les ressources financières mobilisées pour la réalisation du Schéma directeur de la statistique de 2004 à 2006 se sont élevées à 12 342 millions FCFA. Le financement de la stratégie a été assuré par le budget de l'Etat avec 8 232 millions FCFA (67%), l'IDA, 2 509 millions FCA (20%) et les autres bailleurs, 1 601 millions FCFA (13%). Contrairement aux prévisions, l'Etat s'est révélé être le plus grand pourvoyeur de fonds alloués aux activités statistiques de la période 2004 – 2006. Cette situation a été rendue possible grâce à la volonté politique qui s'est manifestée pour financer intégralement la phase de dénombrement du RGPH de décembre 2006 pour un montant d'environ 6 150 millions FCFA.

Tableau 6 : Situation d'exécution financière du SDS au cours de la période 2004 - 2006 (en millions de FCFA)

Domaines/groupes d'activités	Ressources dépensées			Total
	Etat	PDSSN	Autres bailleurs	
1. Gouvernance, cadre institutionnel et législatif, ressources humaines	45	822	0	867
2. Démographie et état civil	6 148	693	0	6 841
3. Conjoncture économique et sociale	183	15	19	217
4. Conditions de vie des ménages et pauvreté	107	54	74	235
5. Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement	497	82	1 508	2 087
6. Activités non agricoles (commerce, transport, artisanat, eau, électricité)	389	64	0	453
7. Macroéconomie et comptes nationaux	0	29	0	29
8. Budget et finances	113	0	0	113
9. Diffusion, informatiques et techniques connexes	0	28	0	28
10. Infrastructures et équipements	750	722	0	1 472
Total général	8 232	2 509	1 601	12 342
%	67%	20%	13%	100%

Tableau 7 : Taux de réalisation financière du SDS sur la période 2004 – 2006 (en millions de FCFA)

	Prévision de dépenses	Réalisation de dépenses	Taux de réalisation
1. Gouvernance, cadre institutionnel et législatif, ressources humaines	710	867	122%
2. Démographie et état civil	2 060	6 841	332%
3. Conjoncture économique et sociale	631	217	34%
4. Conditions de vie des ménages et pauvreté	1 838	235	13%
5. Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement	3 315	2 087	63%
6. Activités non agricoles (Commerce, transport, artisanat, eau, électricité)	515	453	88%
7. Macroéconomie et comptes nationaux	175	29	16%
8. Budget et finances	129	113	88%
9. Diffusion, informatiques et techniques connexes	1 140	28	2%
10. Infrastructures et équipements	4 700	1 472	31%
Total général	15 213	12 342	81%

Le niveau global des performances a été largement influencé par le coût du recensement qui a été sous estimé lors de l'élaboration du SDS.

VI. Plan d'action et chiffrage du financement du SDS révisé sur la période 2007-2009

6.1. Plan d'action

L'exercice consiste à proposer une programmation des différentes activités à mener entre 2007 et 2009. Le plan d'action est donc l'étape de définition des produits à réaliser pour atteindre les objectifs définis. Pour réaliser les produits en question et en garantir le succès, il faut mettre en œuvre des actions spécifiques dans une démarche coordonnée, avec détermination des moyens et leur condition de mobilisation. Des raisons de commodité amènent à considérer un plan d'action composite. Pour atteindre l'objectif opérationnel de "production adaptée aux besoins", le plan d'action doit être sectoriel. Par contre, l'objectif opérationnel de normalisation de la production demande des actions avec incidences sur plusieurs secteurs. De la même façon, la réalisation des objectifs institutionnels nécessite des actions globales. Le plan d'action est présenté ci-après par objectif stratégique.

6.1.1. Objectif stratégique 1 : Réaliser une production statistique nécessaire

6.1.1.1. Objectif opérationnel 1.1 : Adapter continuellement la production aux besoins

Dans le contexte d'adaptation continue de la production aux besoins, les obligations suivantes doivent être prises en compte :

- adaptation de la production statistique aux besoins des utilisateurs en thèmes traités, en couverture géographique et en période de référence ;
- conformité du produit statistique à la gestion macro-économique ; préparation des programmes de réduction de la pauvreté ; suivi des progrès vers la réalisation des objectifs de développement du millénaire ;
- conformité du produit statistique avec les exigences de l'intégration sous-régionale.

La publication statistique se heurte à de nombreux obstacles. Il faudra progressivement :

- instituer la diffusion sur papier en fonction des catégories de cibles ;
- instituer la documentation électronique ;
- promouvoir la diffusion sur supports électroniques suivant des formats normalisés.

Pour rationaliser la gestion de l'information statistique, il faudra :

- adopter au niveau national un système de gestion de l'information statistique en faisant le choix de logiciels de gestion de données, de logiciel de cartographie et d'un système réseau.
- instituer par secteur, des bases de données avec un système de gestion informatique. Des textes administratifs en détermineront les conditions d'accès et d'exploitation, les conditions et règles de mise à jour, etc. Chaque secteur doit être responsabilisé de la production à la gestion.
- mettre au point, adopter et institutionnaliser un système normalisé de stockage des données informatiques des enquêtes et recensements. Des actions de récupération des données des RGPH passés, des enquêtes agricoles des 10 dernières années, des enquêtes socio-économiques réalisées depuis 1993, des enquêtes démographiques et de santé, seront effectuées. Ces actions seront instituées par des textes administratifs les rendant obligatoires.

Au titre de cet objectif opérationnel, les activités programmées sont détaillées en annexe 3A. Les plus importantes sont présentées ci-après par domaine.

Etat de la population

La collecte des données du RGPH a été réalisée en décembre 2006. Il s'agira durant les années 2007 et 2008 de traiter, analyser, diffuser et archiver les résultats.

Les statistiques d'état civil sont fondamentales pour connaître les mouvements de la population. Au Burkina Faso, le système d'état civil est peu fonctionnel. D'une part, sa couverture géographique est nettement insuffisante sur le territoire national, notamment en milieu rural, et, d'autre part, on note encore une forte sous déclaration des faits d'état civil là où les centres d'état civil existent. Il importe également de signaler les difficultés relatives aux moyens matériels, financiers et humains qui contribuent davantage à la dégradation du fonctionnement du système d'état civil.

Dans le cadre du SDS, les activités suivantes seront réalisées pour améliorer les statistiques d'état civil. Il s'agit de :

- généraliser l'activité de l'élaboration des statistiques sur l'état civil aux 49 communes urbaines et aux 350 départements ;
- exploiter les registres de l'état civil ;
- améliorer la qualité des données d'état civil en concertation avec les mairies ;
- mettre en concordance les listes électorales avec le fichier de l'état civil ;
- mettre en place un observatoire permanent sur l'état civil à titre d'opération pilote.

Il est aussi nécessaire de conduire des enquêtes dans la période intercensitaire pour mettre à jour les indicateurs démographiques et les indicateurs sanitaires. Il s'agit de concevoir et de réaliser les enquêtes suivantes :

- une enquête démographique et de santé (EDS IV) en 2008 ;
- une enquête démographique et migratoire en 2009.

Conjoncture économique et sociale

L'information conjoncturelle en matière économique et sociale est partielle et de publication irrégulière et tardive. Dans le cadre du suivi de la conjoncture économique et sociale, plusieurs opérations statistiques seront réalisées.

L'assistance d'AFRISTAT et de l'UEMOA a permis la mise en place de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC). En 2008, il est prévu une Enquête sur les dépenses des ménages à Ouagadougou pour actualiser les pondérations de l'indice ainsi qu'une collecte des prix de base. Il s'agira donc de continuer à produire l'IHPC tout en améliorant la qualité et d'étudier son extension pour une couverture de toutes les régions afin de pouvoir calculer un indice national.

La collecte des données de l'Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) est prévue pour démarrer en 2007.

L'INSD est en charge du suivi de la conjoncture au niveau national : une note trimestrielle ainsi que le tableau de bord de l'économie seront produits de manière régulière et dans de brefs délais.

Le système d'information sur le marché céréalier (SIM/céréales) permet d'assurer la transparence du marché céréalier par la diffusion de l'information sur les prix des produits agricoles. Il est primordial d'en assurer la production et la diffusion régulières.

L'Agence nationale pour la promotion de l'emploi (ANPE) fait annuellement le bilan de l'emploi du secteur moderne et établit les besoins de formation du secteur moderne.

L'imperfection du fichier de référence des entreprises, les difficultés d'obtenir des réponses des entreprises enquêtées et en fin de parcours l'insuffisance de l'analyse des données en relation avec les aspects économiques sont des handicaps au niveau du bilan de l'emploi établi sur le secteur moderne.

Conditions de vie des ménages et pauvreté

La lutte contre la pauvreté est au premier rang des préoccupations au Burkina Faso. Elle constitue également une priorité pour de nombreuses organisations internationales. La conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques menées dans ce domaine nécessitent de définir des systèmes d'informations cohérents et adaptés aux besoins.

Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages sont les enquêtes de base en matière d'analyse de la vie sociale et économique des ménages. Ces enquêtes permettent d'estimer différents indicateurs démographiques et socio-économiques dont notamment les indicateurs relatifs à la pauvreté (seuil de pauvreté, incidence de la pauvreté, profondeur de la pauvreté).

Une enquête intégrale sera réalisée en 2008 et comportera un volet démographique et social (taille et structure des ménages, activités et emplois, éducation et niveau d'instruction, fréquentation des infrastructures sociales, logement et commodité de vie), un volet consommation (alimentaire et non alimentaire) et un volet "dépenses alimentaires et non alimentaires".

Une enquête QUIBB sera réalisée en 2009.

Les opérations statistiques suivantes concernant les statistiques sociales seront conduites chaque année afin de mieux suivre le niveau de vie des ménages et de la pauvreté, les activités étant détaillées en annexe 3A :

- élaborer et améliorer les statistiques sanitaires ;
- élaborer et améliorer les statistiques de l'éducation (enseignements primaire, secondaire et supérieur, alphabétisation) ;
- collecter et centraliser les statistiques du travail ;
- collecter et centraliser les statistiques de sécurité sociale.

La gouvernance doit être suivie dans tous ses aspects : gouvernance juridique, gouvernance économique et gouvernance démocratique.

La production régulière des statistiques judiciaires et pénitentiaires est une nécessité impérieuse tant au niveau des décideurs nationaux que des partenaires techniques et financier. Pour ce faire, le système d'information se mettra en œuvre en plusieurs étapes :

- publier un premier annuaire statistique ;
- élaborer et mettre en place une méthode pérenne de collecte et de traitement des statistiques judiciaires et pénitentiaires ;
- publier régulièrement un annuaire statistique et d'autres publications d'analyse (tableaux de bord, analyses ponctuelles, etc.).

D'autres phénomènes sont à étudier selon des procédures spécifiques :

- réaliser des études sur la mendicité dans les centres urbains (tous les 2 ans) ;
- réaliser des études sur la prostitution dans les centres urbains (tous les 2 ans).

Le suivi de la gouvernance nécessite de rassembler l'ensemble des indicateurs des différents domaines de la gouvernance : juridique, démocratique, locale et économique. Outre la collecte des données nécessaires au calcul des indicateurs, il conviendra de mettre

en œuvre une base de données et de produire annuellement un tableau de bord de la gouvernance.

Le tableau de bord social a pour vocation d'informer régulièrement le Gouvernement et les partenaires au développement de l'évolution de la situation sociale à travers le suivi de certains indicateurs. L'objectif est de saisir les faits récents et de les transcrire dans des indicateurs synthétiques opérationnels de façon à préparer les prises de décisions. Le TBS devra être publié chaque année.

Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement

Dans le domaine de l'agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement, les besoins en statistiques sont très variés. Les politiques de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté, de promotion de la femme et de développement du secteur rural ainsi que le suivi environnemental en ont amplement besoin. On distinguera les statistiques de production végétale et les statistiques horticoles ainsi que les statistiques de l'élevage. Plusieurs opérations statistiques sont programmées dans le plan d'action 2007-2009.

L'enquête nationale sur les statistiques agricoles (ENSA) réalisée en 1993 a tenu lieu de premier recensement général de l'agriculture (RGA) au Burkina.

Le second RGA a été programmé de 2006 à 2010. La collecte des données a démarré en 2006 et s'étendra jusqu'en 2008. Les volets de l'enquête permanente agricole (EPA) tels que la prévision des récoltes, l'estimation des rendements et l'estimation des stocks résiduels des paysans sont intégrés aux opérations du RGA mais se font sur un sous-échantillon de l'échantillon du RGA. Le traitement, l'analyse des données, l'archivage et la dissémination des résultats ont débuté en 2006 et s'achèveront en 2010.

L'enquête permanente agricole est régulièrement réalisée depuis de nombreuses années au Burkina. Suite au RGA, il conviendra de :

- relire les objectifs et programmer la collecte : La vocation de l'EPA est de faire des prévisions de récolte, d'estimer les stocks résiduels et la production post récolte ;
- réviser le plan de sondage : La nouvelle base de sondage sera issue du RGPH 2006 et donnera la possibilité d'échantillonner par région et de faire la stratification des unités primaires ;
- rédiger le manuel de méthodologie générale ;
- améliorer le traitement avec une plus grande régionalisation des activités ;
- réaliser annuellement l'EPA.

Après l'enquête nationale sur les effectifs du cheptel réalisée en 2003, l'enquête suivi des troupeaux doit permettre, entre autres, d'estimer les différents ratios nécessaires pour actualiser l'estimation des effectifs. Les objectifs et la méthodologie ont été définis, il reste à réaliser l'enquête avec une périodicité de trois ans.

L'inventaire des sites de production maraîchère et arboricole dans le cadre du RGA doit permettre d'actualiser la base de sondage de cette enquête non réalisée en 2005 et 2006. Une enquête annuelle sera ensuite mise après avoir amélioré la méthodologie existante.

Les besoins en statistiques pour le suivi de l'environnement sont divers. En plus des statistiques de pollution et des indicateurs sur l'état des ressources naturelles, ces besoins comprennent les indicateurs socio-économiques mesurant les conditions de vie des populations. La production et la gestion de ces derniers indicateurs incombent à d'autres systèmes d'information sectoriels (démographie, santé, statistiques sociales). Il n'existe pas de dispositif de collecte ou même de recueil de suivi de la pollution ni de dispositif spécifique de collecte pour les indicateurs mesurant l'état des ressources naturelles. Ces derniers indicateurs dérivent d'opérations statistiques ayant d'autres objectifs. Il s'agit principalement

des enquêtes et recensements démographiques (commodités de l'habitat, foyers améliorés), des enquêtes et recensements agricoles (superficies cultivées, utilisation d'engrais et de pesticide), du recueil des statistiques administratives des eaux et forêts et du suivi météorologique. Deux rapports ont été produits en 2006 : le premier avec l'appui de l'ONAPAD pour la définition des indicateurs de suivi de l'Environnement et le second est un recueil de statistique sur la base d'une collecte de données auprès des structures centrales du MECV pour la période 1984 - 2006.

La méthodologie de collecte des statistiques de l'environnement est disponible et la réalisation d'une enquête permettra de disposer des statistiques fiables dans ce domaine. Toutefois, il est à noter qu'aucune méthodologie sur la collecte des données de pollution de l'air n'existe présentement (à l'INSD). Vu la demande de plus en plus pressante d'indicateurs sur l'état de l'air, l'INSD envisage l'élaboration et la mise en œuvre d'une telle méthodologie avec la collaboration du MECV.

Pour l'atteinte de ces objectifs les actions suivantes sont encore à entreprendre :

- assurer la production pérenne d'un annuaire statistique environnemental avec la collecte des données et le calcul des indicateurs définis ;
- promouvoir l'utilisation des indicateurs nécessaires au suivi environnemental ;
- promouvoir l'analyse des résultats des enquêtes auprès des ménages sur la consommation du bois et ses conséquences et insérer d'autres variables pertinentes à même de rendre mieux compte de l'impact de l'utilisation du bois sur l'environnement ;
- concevoir et réaliser des bases de données sur l'environnement ;
- réaliser un inventaire forestier ;
- réaliser un inventaire faunique ;
- concevoir une méthodologie de collecte de données de la pollution (air, eau, sols, sonore, etc.).

Activités non agricoles

Les activités prévues dans ce domaine concernent essentiellement la production industrielle, l'artisanat, l'énergie, le commerce et les services.

Au niveau de la production des statistiques industrielles, Il faut noter l'obsolescence de la base de sondage de l'enquête sur la production industrielle. Le recensement industriel 2008 doit être mis à profit pour la changer. L'objectif du recensement industriel et commercial (RIC) est d'élaborer le fichier des entreprises qui donne les renseignements essentiels et susceptibles de répondre au mieux à toutes les questions relatives à l'identification des entreprises des villes de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et dans les villes moyennes. Il apparaît comme une banque de données indispensable à toute investigation scientifique notamment statistique, mais aussi comme un répertoire des entreprises utile aux opérateurs économiques.

Les différentes activités statistiques de production industrielle seront :

- établir le répertoire des unités de production industrielle ;
- changer la base de l'indice de production industrielle et élargir l'échantillon d'observation ;
- réaliser trimestriellement l'enquête de production industrielle. Cette enquête comprend un volet production effective et un volet sur les perspectives de production ;
- publier trimestriellement les statistiques de la conjoncture industrielle.

Les statistiques du commerce et de l'artisanat sont sommaires ou de qualité moyenne. Pour les besoins de comptabilité nationale, il est nécessaire de les améliorer de façon substantielle.

Les données disponibles sur le secteur informel non agricole datent de 2002 et ne portent que sur la ville de Ouagadougou.

Une enquête de type 1-2-3 réalisée au niveau national permettrait d'avoir une appréciation globale de la situation de l'emploi et du secteur informel au Burkina.

Pour améliorer les statistiques de transport, les activités suivantes seront menées :

- collecter, traiter, analyser et diffuser des données d'accidents de la circulation routière ;
- mettre en place la banque de données sur les transports terrestres et maritimes.

Pour les besoins de la comptabilité nationale, entre autres, il est nécessaire d'améliorer les statistiques du commerce extérieur. Pour cela, il faudrait :

- diagnostiquer les statistiques du commerce extérieur ;
- appliquer les mesures d'amélioration ;
- rendre disponibles et accessibles, les statistiques douanières. Le logiciel SYDONIA qui est un système informatisé de déclaration douanière, devrait permettre une bonne gestion de cette information et la rendre accessible à tous les utilisateurs.
- élaborer un annuaire des statistiques du commerce extérieur.

Les principales autres activités non agricoles seront les suivantes :

- collecter et traiter les données sur les ressources en eau ;
- améliorer la collecte et le traitement des statistiques sur la production d'eau brute et potable, la consommation d'eau potable, le suivi de la clientèle ;
- collecter, traiter et diffuser des statistiques de production, de distribution et de consommation d'électricité en utilisant différentes sources (privés, administrations).

Macroéconomie et comptes nationaux

L'élaboration des comptes nationaux rencontre des difficultés dues à la disponibilité à temps des statistiques validées nécessaires. Néanmoins, d'importants efforts ont été réalisés ces dernières années. Le processus de rénovation des comptes nationaux sous le SCN 1993 à l'aide du module ERETES a permis d'adopter 1999 comme nouvelle année de base. Les comptes des années courantes 2000 à 2002 conformes au SCN 1993 ont été élaborés. L'adoption de la méthodologie de comptes provisoires devra permettre de rattraper le retard dans l'élaboration des comptes.

La réalisation des opérations suivantes permettra d'obtenir des indicateurs macro-économiques et contribuera à l'élaboration des comptes nationaux :

- collecte des déclarations statistiques et fiscales (DSF) ;
- enquête sur les marges commerciales ;
- mise en place d'une matrice de comptabilité sociale.

La politique de décentralisation crée à terme le besoin de disposer de comptes régionaux. Des initiatives sont en cours dans le cadre des projets ECOLOC (Economies Locales) que le SDS devra poursuivre notamment à travers :

- le renforcement des capacités du personnel ;
- l'institutionnalisation de l'exercice à moyen et long termes. En effet, la comptabilité régionale n'est pas une analyse ponctuelle. Comme toute comptabilité, elle a vocation à institutionnalisation. Il faudra pour cela disposer: (i) dans chaque région d'une équipe à même d'exécuter la collecte de données, le traitement et l'établissement ; (ii) une équipe au niveau central chargée de la coordination des activités et surtout de l'uniformisation des méthodologies utilisées.

Budget et finances

Pour les statistiques monétaires, la BCEAO produit un ensemble de données, selon des normes définies, sur le bilan des institutions financières, ainsi que divers éléments sur les taux d'intérêt et les marchés financiers. L'intégration de cette collecte dans une nouvelle base de données constituera donc un aspect important des travaux à venir.

La base doit permettre d'éditer les comptes de la nation, les tableaux des situations monétaires et financières, de la dette publique. Elle doit permettre également de consulter le budget de l'Etat et son exécution.

Les autres activités sont les suivantes :

- collecter des données sur les finances publiques (recettes, dépenses, service de la dette, recouvrements, etc.) ;
- réaliser la situation d'exécution des dépenses ;
- élaborer et diffuser une revue des finances publiques;
- créer une base de données économiques, financières et monétaires avec possibilité d'accès en ligne ;
- réaliser une enquête auprès des services déconcentrés des ministères de la Santé et du MEBA ;
- collecter, traiter et diffuser les données sur le trésor et la comptabilité publique ;
- améliorer les statistiques de recouvrement ;
- produire les statistiques sur l'aide extérieure.

La BCEAO poursuivra ses activités permanentes :

- élaboration des statistiques monétaires ;
- élaboration des comptes extérieurs.

Bien que le Burkina ait déjà souscrit au SGDD du FMI, plusieurs statistiques clés sont encore inexistantes. La réalisation des activités décrites ci-dessus (surtout celles qui portent sur la comptabilité nationale, les prix, la production industrielle et les statistiques financières des administrations publiques) apportera des améliorations importantes au suivi de la situation économique et financière.

6.1.1.2. Objectif opérationnel 1.2 : Définir et respecter les normes de qualité

La normalisation de la production statistique est un des éléments de la qualité, elle se fait principalement à travers l'adoption et l'utilisation d'outils normalisés. Les activités suivantes sont à réaliser dans ce domaine :

- adopter et diffuser la nomenclature d'activités et de produits, élaborée pour les pays membre d'AFRISTAT ;
- élaborer une méthodologie pour l'établissement des comptes régionaux ;
- diffuser sur support papier et support informatique, le code géographique en usage dans les enquêtes et recensements démographiques en vue de généraliser son emploi ;
- promouvoir l'utilisation du découpage administratif du territoire dans les enquêtes et analyses ;
- élaborer à partir des données du RGPH 2006 et mettre à disposition, une base de sondage multifonctions pour les enquêtes socio-économiques ;
- élaborer et diffuser un manuel de procédures pour chaque opération statistique. Il s'agit de donner les définitions et les concepts, de décrire le procédé de collecte et d'élaboration des statistiques et de préciser les limites de celles-ci.

La mise en œuvre de la démarche qualité appliquée à toutes les opérations statistiques et à l'ensemble des structures productrices de données statistiques a déjà démarré au MEBA et au Ministère de la santé où des rapports qualité ont été produits en 2005 et 2006. Cette expérience va être partagée avec les autres structures au cours de la période 2007 – 2009.

Les activités suivantes ont été inscrites dans le plan d'action 2007 – 2009 :

- publication chaque année d'un rapport qualité sur les statistiques de la santé ;
- publication chaque année d'un rapport qualité sur les statistiques de l'enseignement de base ;
- application de la démarche qualité à une enquête auprès des ménages ;
- application de la démarche qualité chaque année à d'autres domaines statistiques.

6.1.1.3. Objectif opérationnel 1.3 : Adhérer aux règles professionnelles internationales et d'éthique

Le Conseil national de la statistique (CNS) sera chargé de proposer les orientations générales de la politique statistique de la nation, les priorités en matière de collecte, de traitement et de diffusion de l'information statistique, et les instruments de coordination des activités du SSN. Le CNS veillera à la coordination des activités du SSN, au respect des principes fondamentaux qui régissent les activités statistiques et devra assurer la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de l'information statistique.

Les règles professionnelles internationales et d'éthique sont élaborées au niveau international et/ou régional pour améliorer et harmoniser la production statistique. On peut rappeler à ce niveau :

- les nomenclatures internationales et régionales : la CITI des Nations Unies, la NAEMA et la NOPEMA d'AFRISTAT, la NCOA de l'UEMOA, etc. ;
- les règles d'éthique : la Charte africaine de la statistique et le SGDD par exemple.

L'activité principale programmée dans le plan d'action 2007-2009 est le suivi de l'application des règles professionnelles internationales et d'éthique.

6.1.2. Objectif stratégique 2 : Assurer le partage efficace de l'information statistique

6.1.2.1. Objectif opérationnel 2. : Analyser suffisamment les données statistiques pour apporter le maximum d'éclairage sur les phénomènes décrits

Pour que l'utilisateur s'approprie l'information statistique, il faudra la traduire en un message qui lui soit compréhensible. Il s'agira de :

- pousser l'analyse jusqu'à traduire les résultats en langage clair pour les différentes catégories de cibles d'utilisateurs ;
- faire recours aux données chiffrées tout en les traduisant également en images, graphiques, cartes thématiques et autres représentations symboliques ;
- réaliser toutes les analyses thématiques pertinentes sur les données des enquêtes afin de tirer le maximum de leur substance.

6.1.2.2. Objectif opérationnel 2.2 : Développer la culture statistique

Dans le cadre de la politique de décentralisation en cours, l'information statistique produite sera mise à la disposition des autorités aux niveaux central et local pour renforcer le processus de planification du développement.

Le système statistique national, pour la dynamisation de la production et de la diffusion de l'information statistique, accordera une place de choix à la sensibilisation des différents acteurs impliqués notamment, les décideurs, les structures utilisatrices de statistiques, les entreprises et les populations.

Un nombre important d'activités de sensibilisation et de promotion de la statistique seront menées :

- Diffusion à la presse des productions statistiques pour permettre d'inculquer progressivement la culture statistique ;
- Formation à l'utilisation des statistiques de différents publics cibles (collectivités locales, presse, députés, techniciens des ministères, hauts responsables des ministères, partenaires techniques et financiers, etc.)
- Commémoration de la Journée Africaine de la Statistique ;
- Création d'un bulletin d'information au sein de l'INSD;
- Organisation de la cérémonie de prestation de serment des agents de l'INSD.

6.1.2.3. Objectif opérationnel 2.3 : Réaliser la diffusion directionnelle et mettre en œuvre la stratégie d'informatisation.

La statistique d'aujourd'hui est liée à une certaine conception du service public qui conduit à "tout publier", à "tout mettre à la disposition de tout le monde". Sur le plan scientifique, cette conception est souvent associée à l'affirmation de la possibilité (et de l'obligation morale) d'une connaissance "objective", qui fournirait une représentation adéquate de son objet indépendamment de la situation particulière de celui qui connaît ; sur le plan institutionnel, elle implique une grande défiance envers l'idée même d'exploitations "sur mesures", dans lesquels elle voit le germe d'inégalités, de privilèges pour ceux qui pourront payer ces exploitations.

La stratégie d'informatisation du système statistique national

Le plan d'informatisation du SSN est organisé autour de projets classés en trois catégories : les projets liés à l'architecture informatique, les projets liés à l'organisation de la fonction

informatique et les projets structurels. Les objectifs visés par les projets informatiques doivent aboutir à des plans d'actions annuels.

Les projets liés à l'architecture informatique sont relatifs aux équipements types à l'INSD et dans le SSN, à la communication au sein de l'INSD et entre les unités du SSN, et aux équipements spécialisés.

Les stratégies suivantes seront mises en œuvre :

- adopter des solutions ouvertes ou des standards de fait qui garantissent la pérennité des investissements (environnement Windows, Base ODBC, standard Internet/intranet) ;

Cette solution vise (i) à la mise en place d'un réseau type Client/serveur au sein de l'INSD et des unités du SSN avec l'ouverture d'un portail intranet du SSN, à rendre les postes utilisateurs homogènes en faisant le choix PC et environnement Windows, (ii) à mettre à disposition de chaque agent un PC et une connexion internet. Le personnel de l'ingénierie informatique et statistique, des logistiques d'enquêtes et les chefs d'antenne régionale seront équipés de portables.

- appuyer la coordination intra et inter unités (ou filières) pour permettre une intégration rapide des données ;

Le choix de réseaux de type client/serveur où Internet et le portail intranet constituent de plus en plus des canaux de collecte d'information, permet de sécuriser les données et d'harmoniser la chaîne de production depuis les données primaires jusqu'à la diffusion et l'archivage.

- homogénéiser l'utilisation d'applications statistiques, adopter et organiser les méthodes de stockage et d'archivage des données et de métadonnées en visant une logique d'entrepôt de données (techniques de datawarehouse et de datamining).

Cette stratégie nécessite le choix de logiciels statistiques généralistes adaptés pour le SSN et répondant aux exigences suivantes : (i) traitement et dépouillement d'enquêtes avec une capacité de stockage suffisante de données pour les traitements en ligne des données, (ii) mettre en place un datawarehouse ou entrepôt de données qui devra être dupliqué (installer des serveurs dédiés à l'archivage, inventorier les bases de données existantes à l'INSD et dans les autres services du SSN, homogénéisation de leur format afin de les mettre en relation).

Dans le cadre **des projets structurels**, les principales actions concernent :

- la mise en place des réseaux dans les services statistiques ministériels ;
- l'établissement des relations fonctionnelles et des règles de circulation des informations au sein du SSN ;
- l'introduction de l'ingénierie informatique à l'INSD ;
- la création d'un centre de saisie et de traitement de données d'enquêtes.

Les projets liés à la fonction informatique sont relatifs aux compétences informatiques et à la double compétence statistique / informatique. Ils comprennent :

- la création par une formation complémentaire d'une double compétence statistique/informatique. Le programme de la formation complémentaire devra contenir au moins toutes les notions informatique notamment sur les réseaux et les protocoles de télécommunications ;
- la mise en place de l'unité de gestion informatisée des ressources humaines avec des logiciels adéquats.

Archivage et diffusion

Recommandé par le SGDD et l'initiative PARIS21, adopté par les Nations Unies comme principe fondamental de la statistique publique, l'archivage a pour objectif de faciliter l'accès des données statistiques produites par le SSN à un large public.

Chaque unité de production statistique procédera :

- à l'archivage de ses propres données sous son entière responsabilité ;
- à la transmission de ses statistiques aux autres acteurs du SSN dont l'INSD qui sauvegardera une copie de toutes les statistiques publiques ;
- à l'organisation en réseaux de banques sectorielles de données statistiques publiques dont une copie sera conservée par l'INSD sous forme d'une banque nationale de données statistiques publiques.

Une des fonctions essentielles de la production statistique est la diffusion de l'information collectée et traitée. La diffusion permet d'atteindre l'objectif de large accès aux statistiques publiques. Pour cela, l'information produite doit être diffusée gratuitement le plus largement possible et parfois vendue mais à un prix accessible, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi n°012-2007/AN du 31 mai 2007³.

Les principaux modes de diffusion retenus sont :

- l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (Site Web, CD-Rom, Email, etc.) ;
- l'utilisation de dépliants, prospectus, affiches et autres outils de diffusion de masse ;
- la diffusion des données primaires ;
- l'information géoréférencée (usage des systèmes d'information géographique) ;
- la diffusion à la radio, à la télévision et dans les journaux.

Il est nécessaire de mieux organiser la fonction d'interface avec l'utilisateur pour garantir une large diffusion de l'information. Des réflexions complémentaires devraient être menées pour asseoir une politique de diffusion orientée vers la satisfaction des besoins des utilisateurs. Il devra être élaboré à cet effet une stratégie et un plan de communication pour assurer une plus grande visibilité des activités et de la production statistique.

6.1.3. Objectif stratégique 3 : Faire la réforme institutionnelle qui favorise le développement harmonieux des statistiques dans une optique production/utilisation

6.1.3.1. Objectif opérationnel 3.1 : Relecture et modification des textes réglementaires

Après l'adoption des nouveaux textes régissant l'organisation du SSN, il s'agira de les mettre en œuvre et en particulier de doter le CNS en ressources humaines et matérielles pour jouer efficacement son rôle. Dans le prolongement des réformes du SSN, il faudra :

- modifier les textes de création et d'organisation des structures sectorielles de production statistique pour mieux valoriser la fonction statistique à travers un ancrage plus visible après avoir étudié la possibilité de création de directions statistiques ministérielles ;

³ « Les services et organismes statistiques relevant du SSN sont tenus de communiquer à titre gratuit ou onéreux à tout utilisateur, les résultats statistiques agrégés selon les normes pratiques transparentes. »

- expliciter les domaines de collaboration technique et les mécanismes de coordination. La collaboration technique avec l'INSD, structure statistique de référence ayant la compétence technique, doit être instituée pour chaque structure sectorielle de production statistique dans le but de respecter les normes de qualité et les programmes de production.

Au niveau sectoriel, certaines autres activités sont programmées dans le plan d'action :

- créer et animer un cadre de sensibilisation des utilisateurs de l'information produite par le SIM céréales ;
- créer un cadre de concertation entre les SIM / SONAGESS et SIM / bétail ;
- dynamiser le réseau de correspondants pour la production statistique dans les services régionaux ;
- mettre en place des conseils régionaux de coordination statistique (CRCS).

6.1.3.3. Objectif opérationnel 3.3 : Restructurer l'INSD

Après la révision des statuts de l'INSD, le défi à relever demeure leur mise en œuvre effective afin d'aboutir aux résultats escomptés. Par ailleurs, le recrutement de personnel statisticien va se poursuivre pour consolider les capacités humaines des services. Les réflexions portant sur la question de la motivation des agents seront approfondies afin d'y trouver une réponse structurelle. L'ouverture de nouvelles directions régionales sera poursuivie tout en consolidant celles déjà créées. La mise en place du nouvel organigramme, permettra de mieux organiser les services à travers la création :

- d'une direction de l'informatique et de la diffusion pour mieux valoriser la fonction informatique et améliorer la diffusion ;
- d'un centre de formation pour la valorisation des ressources humaines de l'ensemble du SSN ;
- d'une unité d'études et de recherches.

Pour la période à venir, la priorité sera la réalisation d'un projet d'établissement. Il doit permettre d'aborder dans un même document les trois dimensions stratégiques de toute entreprise : la production, l'organisation, le financement.

La réalisation d'un projet d'établissement est constituée non seulement d'un document mais aussi, d'un « lieu de dialogue » entre l'ensemble des parties prenantes qui vont concourir à son exécution.

La conception du projet d'établissement de l'INSD consistera à :

- fixer les grandes orientations ;
- déterminer un ensemble cohérent de stratégies en matière de partenariat institutionnel, de production, de ressources humaines, de logistique, d'administration financière ;
- inscrire ces orientations et ces stratégies dans la structure ;
- traduire ces orientations et ces stratégies en objectifs annuels, voire trimestriels ou mensuels, hiérarchisés suivant leur importance ;
- négocier l'affectation des moyens dans les unités constitutives de l'établissement ;
- clarifier les modalités du contrôle de la bonne marche vers les objectifs.

6.1.4. Objectif stratégique 4 : Elaborer et mettre en œuvre un programme de formation et un cadre de gestion des ressources humaines

6.1.4.1. Objectif opérationnel 4.1 : Former des statisticiens en qualité et en quantité suffisantes

La capacité du SSN à faire face à la demande passe par le renforcement des ressources humaines. Pour cela, les actions suivantes sont inscrites dans le plan d'action 2007 – 2009 :

- formation des cadres supérieurs dans les écoles de statistique et de démographie à l'étranger ;
- mise en place d'une formation de 3ème cycle en statistique à l'université de Ouagadougou ;
- ouverture d'une école de statistique pour la formation de cadres moyens et d'agents d'exécution ;
- formation continue du personnel en activité.

Quelques actions ponctuelles de formation ont aussi été programmées dans le plan d'action (voir annexe 3A).

6.1.4.1.1. La formation initiale

En 2003, le Gouvernement du Burkina Faso a ouvert une filière locale de formation des cadres moyens et des agents d'exécution de la statistique à l'ENAREF. La création de cette filière de formation a permis de mettre à la disposition du SSN du personnel qualifié en qualité et en quantité. Il est prévu une évaluation après cinq années de fonctionnement, dans l'optique de savoir si cette expérience doit être poursuivie. L'ouverture d'un 3^{ème} cycle de formation en statistique à l'université de Ouagadougou est aussi envisagée.

En attendant, la formation des cadres supérieurs se fait dans les écoles de statistique et de démographie sous-régionales. Les flux d'étudiants en formation dans les écoles sous régionales et dans la filière nationale doivent être gérés en entrée / sortie pour tenir compte des besoins réels de l'ensemble du SSN.

La formation de cadres supérieurs doit se poursuivre durant plusieurs années encore à travers l'octroi par le gouvernement de bourses d'études afin de combler le nombre insuffisant de cadres statisticiens, en particulier dans les services du SSN autres que l'INSD.

6.1.4.1.2. La formation continue

Le programme de formation de courte durée proposé couvre les besoins de l'INSD et ceux des structures externes. Il est fondé sur les cinq principes suivants:

- formation du plus grand nombre (10 à 20) en raison du fort « turn over » des cadres statistiques ;
- priorité donnée à l'accompagnement du programme de développement de la statistique ;
- privilégier les formations locales ;
- privilégier les compétences locales, et faire néanmoins appel à des compétences sous-régionales ou internationales en cas de nécessité ;
- une programmation souple mais constante des actions de formation pour les adapter entre autres aux progrès des statistiques nationales, à la disponibilité des formateurs et aux possibilités de financement.

Les quatre axes retenus pour la formation continue sont :

Constitution de trois cycles de formation continue

- Cycle conçu comme un substitut à la formation initiale

Ce cycle de formation est rendu nécessaire par le fait qu'un grand nombre d'acteurs du système statistique burkinabé ne sont pas des statisticiens professionnels formés initialement dans cette optique. Les modules de formation porteront prioritairement sur : l'organisation d'une enquête, la conduite de l'enquête, la collecte statistique, les statistiques descriptives et les logiciels statistiques usuels.

- Cycle de formation conçu comme un instrument d'évolution technique des cadres

La formation initiale existe au bon niveau, mais la science et la technique évoluent et donc, périodiquement, il faut ajuster les connaissances aux derniers développements. La formation portera sur des sujets d'actualité du programme statistique national.

- Cycle de formation destiné aux cadres de direction

Ce module s'adresse aux cadres occupant ou appelés à occuper à court terme des emplois de direction dans le SSN. Il est destiné à leur permettre d'aborder des domaines nouveaux comme le management d'un système statistique ou les relations internationales entre systèmes statistiques, les conflits et les complémentarités.

Détermination d'une autorité de la formation continue chargée de la programmation fine de cette formation et du bon déroulement des actions programmées.

Cette autorité aura un rôle classique de programmation concrète des formations et d'organisation des séances. Elle doit être en coordination constante avec les DEP des ministères pour cette programmation. L'évaluation à court terme des formations à la fois sur l'aspect technique, mais aussi pédagogique lui reviendrait. Elle devra veiller à la diffusion des acquis obtenus lors des formations extérieures, au minimum sous la forme de restitution de ces formations par les bénéficiaires aux cadres potentiellement intéressés. Enfin, à la lumière des résultats obtenus et des financements attendus, définir le programme des années suivantes, toujours en coordination étroite avec le SDS.

Elaboration et stockage des supports des modules de formation organisés localement

La production de support des différents modules de formation organisée localement doit être considérée comme une obligation des formateurs identifiés. L'ensemble de ces supports des modules de formation doit être conservé dans une banque informatique facilement accessible via le système informatique de l'INSD et permettant des éditions informatiques aisées sur des supports habituels (CD-Rom par exemple) créés de façon systématique ou à la demande.

Organisation des ateliers à mi-temps pour ne pas trop perturber le rythme habituel de travail des services.

Les modules de formation seront organisés à mi-temps (matinée ou après-midi) de façon à ne pas trop perturber le rythme de travail habituel des différents services statistiques concernés et de leur permettre de respecter les échéances techniques impératives qui se présenteraient tout en assistant à la formation dans sa continuité.

6.1.4.2. Objectif opérationnel 4.2: Former par catégorie, le maximum d'utilisateurs à accéder facilement et à utiliser l'information statistique

Il est prévu une enquête auprès des utilisateurs d'informations statistiques. Elle aura pour objectifs de :

- déterminer les besoins en formation des utilisateurs ;
- identifier les thèmes de formation qui feront l'objet de modules de formation ;
- identifier les structures pouvant intervenir dans la formation des utilisateurs ;
- mettre en place un comité d'utilisateurs.

Les résultats de l'enquête permettront de mettre en œuvre un programme de formation ciblé sur les différents groupes d'utilisateurs.

6.1.4.3. Objectif opérationnel 4.3 : Etablir et mettre en application un cadre de gestion des ressources humaines

La gestion des ressources humaines est fondamentale pour la bonne marche du SSN.

L'absence d'un plan de carrière (voir paragraphe 3.4.2.5) pour les statisticiens et démographes est une grande faiblesse du SSN, en particulier pour les cadres moyens et les cadres supérieurs intégrant actuellement et dans les années à venir le SSN.

L'étude prévue par le SDS qui n'a pu se dérouler en 2005 devra être une priorité.

Au niveau de l'INSD, les activités ci-après ont été inscrites dans le plan d'action :

- suivi du manuel de procédures comptables, financières et de gestion administrative du personnel ;
- utilisation de l'application informatique RESHUM.

6.1.5. Objectif stratégique 5 : Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de financement de la production et de l'utilisation des statistiques

Dans le cadre de la stratégie de financement des opérations statistiques à élaborer, il est prévu la réalisation des deux études suivantes :

- une étude pour la détermination d'un mécanisme de financement pérenne de la statistique (fonds de la statistique par exemple) ;
- une étude en vue de l'institutionnalisation des opérations de base à travers l'élaboration d'un programme de travail pluri-annuel.

Les résultats de ces études devront faire des propositions de dispositions et de mécanismes à mettre en place pour assurer une lisibilité à moyen et long termes des programmes de travail élaborés et adoptés de façon consensuelle, avec l'identification des systèmes de financement appropriés.

6.2. Plan de financement du SDS révisé 2007 – 2009

Le plan de financement proposé est basé à 56,1% sur les apports extérieurs sans prendre en compte le financement à rechercher. Il est attendu que l'Etat prenne progressivement en charge les opérations les plus importantes du SDS.

Tableau 8 : Plan de financement par domaines (en millions de FCFA)

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Plan de financement (Millions de FCFA)			
	Total	2007	2008	2009
Gouvernance, cadre institutionnel et législatif, ressources humaines	1 023,9	352,9	371,9	299,1
Etat de la population	4 046,6	1 241,1	1 528,1	1 277,4
Conjoncture économique et sociale	1 659,4	464,8	558,1	636,5
Conditions de vie des ménages et pauvreté	1 512,0	242,0	1 100,0	170,0
Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement	6 981,3	2 858,1	2 337,1	1 786,1
Activités non agricoles	1 615,5	374,5	620,5	620,5
Macroéconomie et comptes nationaux	193,6	62,7	62,0	68,9
Finances publiques - Budget	84,0	0,0	40,0	44,0
Diffusion, informatique et techniques connexes	599,2	190,4	265,6	143,2
Total	17 715,5	5 786,5	6 883,3	5 045,7

Tableau 9 : Source de financement par domaines (en millions de FCFA)

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Etat			Partenaires financiers			A rechercher		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Gouvernance, cadre institutionnel et législatif, ressources humaines	17,5	26,4	11,5	283,9	259,0	255,0	51,5	86,5	32,6
Etat de la population	0,0	5,0	100,0	1131,9	1413,9	1101,7	109,2	109,2	75,7
Conjoncture économique et sociale	229,2	244,0	275,5	117,3	106,8	121,0	118,3	207,3	240,0
Conditions de vie des ménages et pauvreté	169,0	750,0	170,0	73,0	350,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et environnement	867,0	1281,3	673,0	869,5	290,8	283,0	1121,6	765,0	830,1
Activités non agricoles	111,0	107,0	107,0	3,5	3,5	3,5	260,0	510,0	510,0
Macroéconomie et comptes nat.	35,0	35,0	35,0	27,7	27,0	33,9	0,0	0,0	0,0
Finances publiques - Budget	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	40,0	44,0
Diffusion, informatique et techniques connexes	22,6	134	26,1	72,6	31,4	29,4	95,2	100,2	87,7
Total	1451,3	2582,7	1398,1	2579,4	2482,4	1827,5	1755,8	1818,2	1820,1

6.3. Mobilisation des ressources pour le financement du SDS

6.3.1. Sources de financement

Les sources de financement possible du système statistique sont principalement de trois ordres :

- le budget de l'Etat ;
- les financements extérieurs ;
- le recouvrement des coûts (revenu provenant de la vente des publications statistiques).

6.3.1.1. Budget de l'Etat

En général, le budget de l'Etat prend en charge les dépenses de fonctionnement sous forme de :

- salaires des fonctionnaires (y compris indemnités) ;
- rémunération du personnel lié aux activités des projets statistiques (enquêteurs, etc.) ;
- carburant ;
- fournitures, etc.

Il prend également en charge totalement ou partiellement les investissements relatifs aux activités statistiques sous forme :

- d'équipements ;
- d'autres dépenses d'investissement.

6.3.1.2. Financement extérieur

Le financement extérieur des activités statistiques se fait sous la forme :

- de projets/programmes autonomes pour le développement de la statistique ;
- d'une composante d'un projet/programme de développement national ou sectoriel ;
- d'aide budgétaire ;
- d'activités spécifiques en statistique.

Les instruments de financement extérieur peuvent être de plusieurs natures :

- prêt/crédit remboursable ;
- dons en espèce ou en nature ;
- financement direct sous forme d'assistance technique.

6.3.1.3. Recouvrement des coûts

Il s'agit des revenus provenant des prestations de service et de la vente des publications ou d'autres activités pouvant permettre aux producteurs de statistiques de s'assurer un minimum d'autofinancement.

6.3.2. Mobilisation des ressources

De par son caractère de bien public, la statistique doit être financée en grande partie par des ressources étatiques.

Il importe cependant de distinguer les ressources nécessaires à la production des statistiques officielles et les ressources pour la production des statistiques à la demande du secteur privé (entreprises, bureaux d'étude, consultants, ONG, etc.). Pour cette dernière demande, la question de mobilisation des ressources ne devrait pas se poser : le secteur privé demandeur garantissant les ressources nécessaires au financement de ses activités statistiques.

La problématique de mobilisation des ressources concerne les activités statistiques relevant du domaine public. Les statistiques officielles relèvent de la souveraineté de l'Etat qui en est le premier bénéficiaire. Ainsi, l'Etat a le devoir de garantir la réalisation des activités statistiques à travers la mise à disposition des ressources nécessaires. Le budget de l'Etat devrait être la source principale de financement des statistiques officielles. Pour ce faire, l'Etat doit :

- mettre en place les institutions et les organes de coordination du système, et assurer le suivi de leur fonctionnement ;
- assurer la formation des ressources humaines, le recrutement et la gestion des carrières ;
- assurer les investissements en infrastructures physiques, en matériel de travail (matériel roulant, matériel informatique, matériel et mobilier de bureau, etc.) et leur entretien courant en vue de garantir leur disponibilité en permanence pour appuyer la réalisation des activités statistiques. L'Etat peut faire appel ponctuellement à des appuis extérieurs pour équiper les structures statistiques ;
- mobiliser les ressources pour financer la production en fonction de la nature des opérations statistiques. Pour la collecte des données courantes et les enquêtes périodiques la source de financement appropriée s'avère le budget de l'Etat, en vue d'assurer leur pérennité.

Les mécanismes de mobilisation des ressources reposent sur un certain nombre de principes :

- le principe de la planification stratégique : l'élaboration d'un plan stratégique à moyen et long termes donne une vision prospective du développement de la statistique, permet d'anticiper les difficultés et de préparer à la prise de mesures adéquates ;
- le principe de la programmation annuelle pour garantir une cohérence entre les objectifs du système et les moyens disponibles afin d'assurer la satisfaction de la demande des utilisateurs, y compris pour le suivi du CSLP ;
- le principe de la documentation des demandes de financements : un programme annuel bien élaboré, des dossiers de requête bien préparés et discutés avec les autorités étatiques, les partenaires au développement et les utilisateurs accroît les possibilités de mobilisation des ressources ;
- le principe de la synchronisation qui impose de faire coïncider la programmation des activités statistiques avec le calendrier budgétaire de l'Etat ;
- le principe de la consolidation des budgets des activités statistiques au niveau du SSN pour un plaidoyer plus efficace.

Le financement des activités statistiques nécessite une inscription préalable chaque année dans la loi de finances des ressources. Pour faciliter la mobilisation des crédits inscrits au budget de l'Etat, il peut être envisagé la création de comptes spéciaux tels que les régies d'avance pour faciliter l'exécution des opérations de collecte. Toutefois, le financement durable de la statistique pourrait reposer sur la création d'un fonds de développement de la statistique. Ce fonds serait alimenté par des dotations budgétaires, notamment à travers un prélèvement sur la taxe statistique. Le fonds pourra également bénéficier du concours financier des bailleurs de fonds sous forme d'aide budgétaire ou d'appui ciblé.

L'aide extérieure peut être sollicitée pour des opérations statistiques ponctuelles et à la demande et pour apporter une assistance technique. L'assistance technique peut être réalisée sous forme d'assistance technique permanente et missions d'assistance technique court terme. Cette assistance technique devra venir en complément des capacités nationales. Il devra y avoir un transfert effectif de connaissances sous différentes formes : réalisation d'outils techniques avec les cadres nationaux, ateliers de formation, etc.

Il importe de bien identifier les bailleurs de fonds, de prendre connaissance de leur calendrier pour la préparation et l'évaluation des projets et programmes, et de s'enquérir de leurs procédures de décaissement, de passation des marchés et de leurs périodes budgétaires ainsi que de les impliquer au début du processus du SDS à travers l'organisation de tables rondes. Ces tables rondes des partenaires permettront de faire un plaidoyer sur le SDS, de les sensibiliser, de les orienter sur les domaines prioritaires et d'obtenir leur adhésion. Le processus d'approbation des requêtes de financement auprès des bailleurs prend du temps. Il est important d'en tenir compte dans la stratégie de mobilisation de fonds afin de formuler suffisamment à l'avance les demandes de financement.

VII. Pilotage du SDS

7.1. Coordination et pilotage du SDS

La coordination et le pilotage du SDS sont essentiels dans la mesure où divers acteurs du SSN jouent un rôle majeur dans sa mise en œuvre. Le consensus s'impose pour déterminer les priorités et les méthodes à utiliser afin d'atteindre les objectifs fixés.

Le dispositif institutionnel de pilotage du SDS repose sur une structuration à trois niveaux de programmation :

- à la base, les structures chargées des productions statistiques sectorielles et spéciales ;
- au niveau intermédiaire, les Commissions spécialisées, au nombre de cinq, chargées du suivi des questions relevant de l'activité et des missions du CNS.
- au troisième niveau, le CNS, organe national de coordination, d'évaluation et de suivi du SDS.

7.1.1. Les services et institutions chargées des productions statistiques sectorielles et spéciales

Le Plan d'action du SDS rassemble les projets d'enquêtes, de recensements, de production de statistiques courantes, des études de réorganisation, de restructuration des composantes statistiques au cours de six années, en fonction des priorités et arbitrages. Sa mise en œuvre est assurée par chaque structure responsable d'opérations : l'INSD et la DGPSA, pour les recensements et les grosses enquêtes nationales ainsi que toutes les composantes de production statistique pour les opérations sectorielles relevant de leurs compétences. Les structures responsables des composantes présenteront chaque année un rapport d'exécution ainsi que la nouvelle situation des activités à réaliser.

Chaque service, chaque direction, et enfin chaque ministère est responsable de l'exécution de sa part de programme. Les responsables des opérations assurent la supervision quotidienne de l'exécution des opérations relevant de leur responsabilité. Ils fournissent toutes les informations nécessaires à leur évaluation et adressent selon une périodicité établie, un rapport d'exécution aux organes de coordination. Ces rapports seront élaborés conformément à un canevas standardisé pour tous les producteurs. En outre, ils devront proposer, dans leur rapport, les ajustements nécessaires selon les besoins.

7.1.2. Les commissions spécialisées du CNS

En application du décret portant attributions, organisation et fonctionnement du système statistique national, des commissions spécialisées seront mises en place. Il s'agit des commissions :

- (i) «Organisation du système statistique, législation, ressources humaines et financement» ;
- (ii) «Statistiques démographiques et sociales» ;
- (iii) «Statistiques économiques et financières» ;
- (iv) «Statistiques du secteur rural et de l'environnement» ;
- (v) «Traitement, archivage, diffusion des données et nouvelles technologies de l'information et de la communication».

Ces commissions sont chargées du suivi de questions relevant de l'activité et des missions du CNS⁴. Elles se réunissent périodiquement pour statuer sur les rapports d'exécution, évaluer les pratiques statistiques dans le domaine, faire des propositions d'ajustement, et rendre compte au Secrétariat permanent du Conseil national de la Statistique (SP/CNS).

7.1.3. Le Secrétariat permanent du Conseil national de la statistique (SP/CNS)

Au niveau national, le SP/CNS est l'organe de coordination, de supervision et de gestion permanente, et d'évaluation des activités du SDS. A cet effet, il prépare pour les sessions du CNS, les divers rapports concernant l'exécution du Plan d'action du SDS et l'évaluation de son efficacité.

Le SP/CNS assure le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du SDS. A cet égard, il coordonne toutes les activités et prépare le bilan annuel et les documents techniques de base pour la session du CNS.

Le SDS sera opérationnalisé à travers une programmation annuelle des activités. Dans le cadre de ses sessions, le CNS appréciera l'exécution du plan annuel d'actions en vue de formuler les orientations appropriées. Quant à l'évaluation globale de l'efficacité du SDS, elle se fera tous les trois ans, toujours sous la responsabilité du SP/CNS.

7.2. Eléments de base du suivi-évaluation du SDS

7.2.1. Objectifs du suivi évaluation du SDS

Le dispositif de suivi évaluation du SDS vise à mettre à la disposition de l'ensemble des acteurs du SSN, y compris les décideurs politiques et partenaires financiers, un ensemble cohérent d'informations concernant les résultats liés à la mise en oeuvre du plan d'action 2004-2009 du SDS et la progression, en termes d'effets et d'impact, vers les objectifs de développement sectoriel dans le domaine de la statistique.

Le dispositif de suivi-évaluation permet de responsabiliser chaque acteur du SSN en vue de l'obtention de résultats. Il permet également de prendre les mesures correctives nécessaires pour la bonne exécution des actions définies. Enfin, il s'agit d'un moyen de collecte d'informations qui favorise la communication et la concertation entre les différents acteurs du SSN.

Encadré 1 : Concepts liés au suivi, évaluation et analyse des progrès

Le glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique)⁵ définit le « suivi » comme un processus continu de collecte systématique d'informations, selon des indicateurs choisis, pour fournir aux gestionnaires et aux parties prenantes d'une action de développement en cours, des éléments sur les progrès réalisés, les objectifs atteints et l'utilisation des fonds alloués. Le suivi est donc une activité systématique qui vise à prendre des décisions d'une manière rapide et flexible, en ce qui concerne les activités du projet.

Pour ce qui est de l'évaluation, le groupe Banque mondiale (1987) la définit comme « une revue périodique de la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'impact d'un projet/programme en relation avec ses objectifs énoncés ». Ainsi l'évaluation vise les résultats intermédiaires, les objectifs spécifiques et l'objectif global d'un programme.

⁴ Pour les détails, voir arrêté portant création, attributions et composition des commissions spécialisées

⁵ OECD, 2002. *Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats*. OECD PUBLICATIONS, Paris, 2002 37p

7.2.2. Résultats attendus du dispositif de suivi-évaluation

Deux types de résultats sont attendus :

- les résultats opérationnels du SDS résultant de la mise en œuvre du plan d'action 2004-2009, qui rendent compte des réalisations « physiques ». Ces résultats tiennent compte, du niveau de réalisation technique atteint, du respect du planning, et du degré de mobilisation des ressources financières.
- les changements inhérents aux différentes réalisations, c'est à dire les principaux résultats en termes d'effet et d'impact.

Le système de suivi évaluation du SDS est articulé autour deux modules distincts mais complémentaires :

- le suivi de la mise en œuvre du plan d'action 2004-2009 ;
- le suivi des effets et impacts (cf. Chaîne des résultats du SDS).

7.2.3. Principaux outils de suivi-évaluation

7.2.3.1. Cadre logique par structure

Dans l'optique d'une gestion axée sur les résultats, il importe que tous les producteurs sectoriels concernés par le Plan d'action 2004-2009, soient dotés d'un cadre logique indiquant les actions stratégiques, les activités, les résultats, les indicateurs de performances et les hypothèses. L'exercice d'élaboration des cadres logiques par structure sera coordonné et piloté par le SP/CNS, avec l'appui technique de l'INSD, des experts et consultants, etc. Des ateliers d'élaboration et de validation seront organisés avec le soutien des partenaires financiers du SSN. Les cadres logiques seront intégrés aux rapports annuels d'activités et régulièrement mis à jour, afin de favoriser un meilleur suivi des résultats par structure.

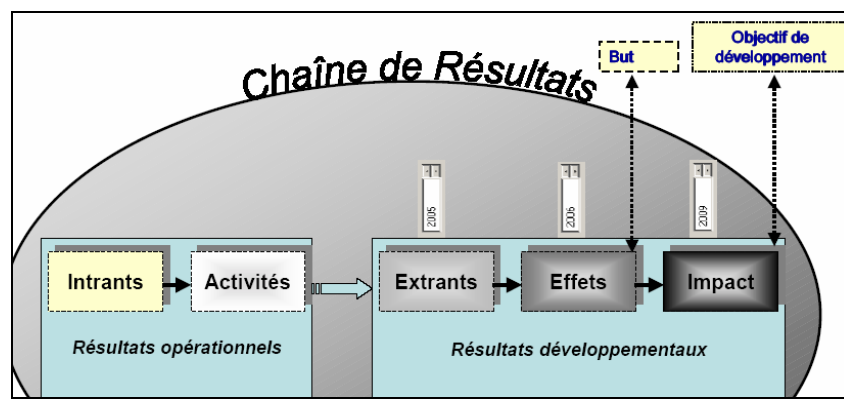
7.2.3.2. Chaîne de résultats du SDS

Dans le cadre de la mise en œuvre du SDS, différents niveaux de résultats permettent de consigner les changements apportés au SSN. Il s'agit des (i) résultats à court terme ou extrants ; (ii) résultats à moyen terme ou effets ; (iii) résultats à long terme ou impacts.

Il s'agit de montrer la logique du plan d'action du SDS et d'établir un cadre de suivi et d'évaluation.

Encadré 2 : la chaîne des résultats

Les résultats à court, moyen et long termes sont inter reliés et forment ce que l'on appelle communément « une chaîne de résultats ». Comme l'indique le diagramme ci-après, il est très difficile d'obtenir un impact sans avoir obtenu au préalable quelques résultats intermédiaires : soit les extrants (ou résultats à court terme) et les effets (résultats à moyen terme). En d'autres mots, les résultats obtenus à chaque niveau sont réunis pour contribuer à l'obtention des résultats au niveau supérieur suivant comme l'indique le schéma suivant.



Ces résultats sont inter reliés et forment ce que l'on appelle communément « *une chaîne de résultats* ». A court terme, ils sont déterminés dans le cadre du suivi permanent de la mise en œuvre du plan d'action 2004-2009, par les structures elles-mêmes, tandis que les résultats à long terme ou impact, sont obtenus dans le cadre des études/enquêtes périodiques d'évaluation. Différents d'indicateurs sont associés à chaque type de résultats comme l'indique le tableau en annexe 4A.

7.2.3.3. Méthodes de collecte des informations

7.2.3.3.1. Au niveau des résultats opérationnels

- Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS
- Rapports d'activités des projets et partenaires financiers impliqués⁶
- Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS (ressources (budget annuel par des apports intérieurs et extérieurs), personnel, équipements, intrants (enquêtes et sources administratives) et produits statistiques). La méthodologie et les supports utilisés lors de la révision du SDS serviront de base pour cette enquête auprès des producteurs du SSN.

7.2.3.3.2. Au niveau des effets et impacts

- Enquête nationale auprès des utilisateurs des produits statistiques

L'objectif du SDS étant d'« instaurer un mécanisme uniforme de gestion des données statistiques assurant une production de données fiables, complètes et coordonnées au plan national, de façon régulière et en temps voulu pour satisfaire les besoins des décideurs et autres acteurs du développement », il importe d'évaluer le degré de satisfaction des utilisateurs y compris les décideurs de politique, notamment pour ce qui est de la capacité du SSN à satisfaire les besoins en informations, en particulier pour le suivi du CSLP et des OMD. Cette enquête sera réalisée en 2009.

- Enquête d'évaluation des capacités statistiques nationales

L'objectif de cette enquête est de recueillir des informations sur des indicateurs de renforcement des capacités statistiques, d'apprécier ainsi la situation du SSN à un moment donné et de constater les progrès. Cette enquête qui est pilotée par le SP/CNS couvre l'ensemble du SSN y compris les structures et les données. Au niveau du SSN, il s'agit de fournir une vue d'ensemble du système et des organismes à travers la dernière année de publication de certaines statistiques importantes (comptes nationaux, prix, pauvreté, éducation, santé, agriculture, etc.) et les structures en charges de leur publication. Pour ces structures, il importe d'évaluer les ressources utilisées pour la collecte et la diffusion, en vue de fournir une vue instantanée de l'envergure et de la profondeur des activités statistiques. Enfin, il s'agira d'évaluer l'ensemble des données en tenant compte des aspects législatifs, institutionnels, organisationnels et méthodologiques, liés à leur production.

- Evaluation indépendante des produits statistiques par domaine/secteur

Le Burkina Faso, comme la majorité des pays africains, participe au Système général de diffusion des données du FMI (SGDD), qui sert de cadre pour : l'évaluation des pratiques statistiques en vigueur, identifier les priorités et les plans d'amélioration, et rassembler différents services générateurs de données. Dans ce contexte également, une évaluation indépendante de la qualité des données sera faite dans un certain nombre de secteurs

⁶ Comme le PDSSN et le projet ARCS.

(revenu et pauvreté, démographie, santé, éducation, comptes nationaux, etc.). Pour ce faire, on fera appel à des experts indépendants sous la supervision du SP/CNS.

7.2.3.4. Cadre de suivi des résultats du SDS

Le cadre de suivi des résultats est un outil qui sert à planifier systématiquement la collecte de données pertinentes aux fins du suivi, des rapports et de l'apprentissage. Il permet de suivre l'atteinte des objectifs (voir annexe 4B).

Encadré 3 : Quelques concepts liés au cadre de suivi du rendement du SDS

Résultats : Quels résultats seront obtenus à court, à moyen et à long terme ?

Indicateurs : Données qui permettent de mesurer les progrès vers l'obtention des résultats. Le statisticien recommande aux utilisateurs de faire usage d'indicateurs pour formuler, suivre la mise en œuvre et évaluer leurs politiques. Cela doit également s'appliquer aux politiques publiques en matière de statistique, leur formulation, la mise en œuvre et leur évaluation par les statisticiens eux-mêmes.

Sources d'information : Personnes, organismes, documents ou rapports desquels sont obtenus les renseignements.

Méthodes et techniques de collecte des données : Quelles méthodes et techniques vont être utilisées pour mesurer les résultats ? Exemples : interviews directes auprès des responsables des structures, groupes de discussions, sondages, rapports de suivi, etc.

Fréquence : À quelle fréquence sera recueillie l'information ? Pour les opérations en cours, le suivi portera surtout sur les activités puisqu'il est trop tôt pour mesurer les résultats. Avec l'avancement de l'opération, on mesurera l'obtention des résultats à court terme (ou extrants) et des résultats à moyen terme (ou effets). Il faut beaucoup plus de temps pour pouvoir mesurer les résultats aux niveaux des effets et de l'impact.

Responsabilité : Qui fera le travail ou qui sera responsable de la collecte de l'information dans le domaine déterminé ? Le cadre de mesure du rendement est le mieux défini lors d'ateliers destinés aux intervenants. Il importe d'inclure tous les bénéficiaires directs dans cette discussion de sorte que le cadre de mesure du rendement, et plus particulièrement les indicateurs, traduiront le plus étroitement possible les résultats qu'ils tentent de mesurer. Ce sera l'occasion de déterminer les capacités existantes pour la collecte et l'analyse de l'information axée sur les résultats, et de cerner les secteurs qui ont besoin d'être renforcés.

VIII. Conclusion et recommandations

La révision du SDS a permis de faire l'état des lieux de l'ensemble du système statistique et de constater le chemin parcouru depuis 2003 et aussi et surtout d'identifier les défis majeurs qui restent à relever. D'importants résultats favorables au développement de la statistique ont été engrangés au cours des trois dernières années. Il s'agit notamment de :

- l'élaboration de nouveaux textes législatifs et réglementaires en 2006 dont l'application devrait conduire à une amélioration du fonctionnement du SSN ;
- la nouvelle dynamique, favorable à la création de directions de la statistique dans les ministères, marquant ainsi la volonté du gouvernement d'accorder une place de plus en plus importante aux activités statistiques ;
- la déconcentration des services de l'INSD à travers la création de trois directions régionales depuis 2005 ;
- la formation de nombreux cadres moyens et supérieurs à l'ENAREF et dans les écoles sous-régionales ;
- une production statistique plus abondante et fiable ;
- le démarrage des travaux de construction du siège de l'INSD à Ouaga 2000.

A côté de ces importants résultats acquis, les structures ont réalisé des activités hors SDS qui se situent dans le sillage de celles du SDS et ont concerné essentiellement des opérations de production de statistiques courantes, des enquêtes et des études ainsi que des activités connexes telles que la gestion des bases de données et la documentation, les activités de renforcement des capacités.

Les grands problèmes dont le SSN continue de souffrir sont surtout d'ordres institutionnel et organisationnel, mais les problèmes de l'utilisation des statistiques ainsi que ceux des ressources (humaines et financières) apparaissent aussi comme étant de première importance. Au niveau de la plupart des services sectoriels, on relève un déficit en ressources humaines et en textes réglementaires ainsi qu'au niveau de la quantité et de la qualité de la production.

La coordination et le pilotage du SDS sont essentiels dans la mesure où divers acteurs du SSN jouent un rôle majeur dans sa mise en œuvre. Le consensus s'impose pour déterminer les priorités et les méthodes à utiliser afin d'atteindre les objectifs fixés.

Le dispositif institutionnel de pilotage du SDS repose sur une structuration à trois niveaux de programmation dont on devra ardemment veiller à la fonctionnalité.

Un dispositif de suivi évaluation du SDS est mis à la disposition des décideurs et de l'ensemble des acteurs du SSN. Il est articulé autour de deux modules : le suivi de la mise en œuvre du plan d'action 2004-2009 et le suivi des effets et impacts.

Le SDS est une composante importante de la stratégie nationale en matière d'information statistique. Il importe, pour lui donner plus de chances de réussite, d'insister sur les conditions critiques de sa mise en œuvre et d'attirer l'attention sur les conditions spécifiques à réunir pour sa réalisation. Aussi, il est recommandé :

1. Que le Gouvernement institutionnalise certains recensements et enquêtes afin de les rendre obligatoires par des textes législatifs et réglementaires ;
2. Que soit mis en place par le Gouvernement un fonds de développement de la statistique qui servira à financer la statistique de façon durable ;
3. Qu'il soit créé des directions de la statistique au sein des structures productrices au niveau sectoriel ;
4. Que les ressources humaines travaillant dans le domaine de la statistique soient valorisées à travers une motivation des agents afin de les stabiliser.

Annexes

Annexe 1A : Bilan technique de la mise en œuvre du Schéma directeur de la statistique (SDS) sur la période 2004 - 2006

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		Calendrier initial					
		2004	2005	2006			
1. GOUVERNANCE, CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF ET RESSOURCES HUMAINES							
1.1. Application de la loi statistique							
1.1.1. Définir les statistiques officielles	CNCS	☒	☒	☒	80	De nouveaux projets de lois, décrets et arrêtés d'application portant réforme du cadre institutionnel régissant le SSN ont été élaborés. Ils sont dans le processus d'adoption.	
1.1.2. Définir la nature des structures de production statistique	CNCS	☒	☒	☒			
1.1.3. Définir les opérations statistiques et obliger au respect des normes de qualité en matière de production et de diffusion [...] statistique	CNCS	☒	☒	☒			
1.1.4. Instituer la confidentialité des informations statistiques individuelles sur les personnes privées physiques et morales	CNCS	☒	☒	☒			
1.1.5. Définir le rôle et les obligations du statisticien et du personnel qui concourent à l'élaboration de l'information statistique	CNCS	☒	☒	☒			
1.1.6. Garantir l'égal accès pour tous à l'information statistique	CNCS	☒	☒	☒			
1.1.7. Autoriser le Gouvernement de façon exceptionnelle [...] à classer confidentielles [...] certaines informations statistiques [...]	CNCS	☒	☒	☒			
1.2. Relecture des textes réglementaires							
1.2.1. Modifier les textes de création et d'organisation des structures sectorielles de production statistique	CNCS	☒	☒	☒	20	Quelques structures seulement ont modifié leurs textes au cours de la période	
1.2.2. Exploiter les domaines de collaboration technique et les mécanismes de coordination	CNCS	☒	☒	☒			
1.2.3. Adapter les cadres organiques aux nécessités de rénovation du SSN	CNCS	☒	☒	☒			
1.3. Normalisation de la production statistique							
1.3.1. Adopter et diffuser la nomenclature d'activités et de produits, élaborée pour les pays membres d'AFRISTAT. Elaboration de la nomenclature des professions [...]	CNCS	☒	☒	☒		NOPEMA et NAEMA adoptés pour l'élaboration des comptes nationaux.	
1.3.2. Elaborer et adopter une méthodologie pour l'établissement des comptes régionaux	CNCS, INSD	☒	☒	☒	00	Méthodologie des comptes régionaux non élaborée	
1.3.3. Diffuser sur support papier et support informatique, le code géographique en usage dans les enquêtes et recensements démographiques en vue de généraliser son emploi.	CNCS, INSD	☒	☒	☒	100	Codes géographiques (régions, provinces, communes, villages/ secteurs) disponibles	
1.3.4. Promouvoir l'emploi et le découpage en régions dans les enquêtes et analyses	CNCS, INSD	☒	☒	☒	100	Effectif pour RGPH, QUIBB, EDS et autres enquêtes	

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				
		Calendrier initial			Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		2004	2005	2006		
1.3.5. Elaborer à partir des données du RGPH 96 et mettre à disposition, une base de sondage virtuelle multifonctions [...]	CNCS, INSD	☒	☒	☒	80	Liste des zones de dénombrement disponible avec leur taille en population et en ménages
1.3.6. Affiner les définitions de l'exploitation et de l'exploitant agricoles	CNCS, INSD, DGPSA	☒	☒	☒	100	Définitions de l'exploitation et de l'exploitant agricole adoptées dans le cadre du RGA
1.3.7. Elaborer à partir des données du RGPH 96 et du RGA une base de sondage agricole stratifiée.	CNCS, INSD, DGPSA	☒	☒	☒	50	Il faudra que le RGA se réalise pour finaliser la base
1.3.8. Elaborer à partir des données du RGPH 2006 et du RGA une base de sondage horticole	CNCS, INSD, DGPSA	☒	☒	☒	00	RGA en cours de réalisation
1.3.9. Rédiger et diffuser un manuel de procédures pour chaque opération statistique	CNCS, INSD	☒	☒	☒	00	Manuel de procédures pour chaque opération statistique non élaboré
1.3.10. La constitution des répertoires et des nomenclatures	CNCS, INSD	☒	☒	☒	20	En cours
1.4. Normalisation de la diffusion de l'information statistique						
1.4.1. Instituer la diffusion sur papier en fonction des catégories de cibles	CNCS, INSD	☒	☒	☒	00	Aucune action formalisée n'a été entreprise
1.4.2. Instituer la documentation électronique	CNCS, INSD	☒	☒	☒	00	Aucune action formalisée n'a été entreprise
1.4.3. Promouvoir la diffusion sur supports électroniques suivant des formats normalisés	CNCS, INSD	☒	☒	☒	00	Aucune action formalisée n'a été entreprise
1.5. Normalisation et rationalisation de la gestion de l'information statistique						
1.5.1. Adopter au niveau national un système de gestion de l'information statistique	CNCS	☒	☒	☒	00	Aucune action formalisée n'a été entreprise
1.5.2. Instituer par secteur des bases de données avec un système de gestion informatique	CNCS, INSD	☒	☒	☒	00	Aucune action formalisée n'a été entreprise
1.5.3. Mettre au point, adopter et institutionnaliser un système normalisé de stockage des données informatiques des enquêtes et recensements	CNCS, INSD	☒	☒	☒	00	Aucune action formalisée n'a été entreprise
1.6. Instances de gestion et de coordination de la production statistique						
1.6.1. Faire du Conseil National de Coordination Statistique (CNCS) l'instance suprême en matière de coordination de l'information statistique	CNCS	☒	☒	☒	50	Le CNCS a connu ses limites. Un nouvel organe, le CNS a été mis en place et attend son officialisation par l'adoption des différents textes.
1.6.2. Créer les commissions spécialisées	CNCS	☒	☒	☒	00	Non réalisé
1.7. Statistiques de criminalité						
1.7.1. Elaborer et mettre en place une méthode de collecte et de traitement des statistiques judiciaires	CNCS	☒	☒	☒	00	Activité non réalisée. Actions prévues pour 2007
1.7.2. Elaborer et mettre en place une méthode de collecte et de traitement des statistiques pénitentiaires	DEP/Justice	☒	☒	☒	00	Pas de financement et de personnel pour réaliser l'activité. Actions prévues pour 2007.

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				
		Calendrier initial			Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		2004	2005	2006		
1.7.3. Réaliser des études sur la mendicité dans les centres urbains (tous les 2 ans)	DEP/MASSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Pas de financement et de personnel pour l'activité
1.7.4. Réaliser des études sur la prostitution dans les centres urbains (tous les 2 ans)	DEP/MASSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Pas de financement et de personnel pour l'activité
1.7.5. Mettre en œuvre la base de données sociale prenant en compte l'ensemble des statistiques sociales	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Pas de financement et de personnel pour réaliser l'activité
1.8. Suivi du CSLP						
1.8.1. Réaliser des enquêtes auprès des opérateurs économiques et fournisseurs de l'Etat	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	33	Enquête 2004 réalisée. L'enquête QUIBB annuel a remplacé ces types d'enquêtes à partir de 2005.
1.8.2. Réaliser des sondages d'opinion semestriels auprès des utilisateurs de services publics	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	33	Enquête 2004 réalisée. L'enquête QUIBB annuel a remplacé ces types d'enquêtes à partir de 2005.
1.9. Listes électorales						
1.9.1. Réaliser un recensement administratif	MATD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	80	Traitement et résultats provisoires disponibles
1.9.2. Mettre à jour les listes électorales sur la base du recensement administratif	CENI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	00	Activité programmée pour 2007 : la CENI met à jour les listes électorales sur d'autres bases.
1.9.3. Rendre obligatoire l'état civil	MATD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	50	Travaux en cours. Mise en place d'un comité inter-ministériel pour l'enregistrement des naissances.
1.10. Plan de formation et de valorisation des ressources humaines SSN						
1.10.1. Etude d'élaboration d'un plan de formation et de valorisation des ressources humaines du système statistique	CNCS INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	Etude réalisée
1.10.2. Mise en œuvre du plan de formation et de valorisation des ressources humaines du système statistique	CNCS	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	50	Formation de base de cadres supérieurs statisticiens dans les écoles régionales et de cadres moyens à l'ENAREF. Financement de formations continues sous forme d'ateliers surtout.
2. ETAT DE LA POPULATION						
2.1. Recensement Général de la Population et de l'Habitation 2006						
2.1.1. Reprogrammer le RGPH	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	RGPH prévu et exécuté en décembre 2006
2.1.2. Réviser la méthodologie du RGPH	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	RGPH exécuté sur la base d'une méthodologie révisée
2.1.3. Réaliser la collecte des données	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Collecte réalisée
2.1.4. Traiter les données par l'adoption d'un nouveau programme [...]	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	Traitement programmé pour 2007
2.1.5. Analyser les données	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	Analyse prévue en 2007-2008
2.1.6. Assurer l'archivage et la dissémination des résultats	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	Prévu en 2007-2008

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				
		Calendrier initial			Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		2004	2005	2006		
2.2. Généraliser l'activité d'élaboration des statistiques sur l'état civil						
2.2.1. Généraliser l'activité d'élaboration des statistiques sur l'état civil aux 49 communes urbaines et aux 350 départements.	MATD, Mairies	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	20	En préparation
2.2.2. Exploiter les registres de l'état civil	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	20	Personnel formé sur l'exploitation des registres
2.2.3. Améliorer la qualité des données d'état civil en concertation avec les mairies	MATD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	50	Capacités des officiers d'état civil renforcées
2.2.4. Mettre en concordance les listes électorales avec le fichier de l'état civil	MATD, CENI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	20	Préparation
2.2.5. Mettre en place un observatoire permanent sur l'état civil à titre d'opération pilote	MATD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	20	Préparation
2.3. Enquête à indicateurs multiples (II)						
2.3.1. Réaliser l'enquête à indicateurs multiples	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	90	Enquête réalisée. Analyse en cours
2.4. Autres enquêtes						
2.5. Tableau de bord social (TBS)						
2.5.1. Concevoir le recueil annuel d'indicateurs clés dans le domaine social avec une analyse succincte sur leur évolution.	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	30	TBS 2006 en cours d'élaboration
3. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE						
3.1. Recensement industriel et commercial (RIC)						
3.1.1. Réaliser un recensement industriel et commercial	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Recensement non réalisé par manque de ressources financières suffisantes
3.2. Conception et réalisation de l'enquête légère annuelle auprès des ménages						
3.2.1. Concevoir et réaliser l'enquête légère annuelle auprès des ménages	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	75	Rapport 2005 disponible, enquête 2006 non réalisée, enquête 2007 en cours
3.3. Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)						
3.3.1. Elaborer et diffuser chaque mois un IHPC	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	L'IHPC est publié excepté pour 1 mois
3.4. Système d'information sur le marché céréalier (SIM/céréales)						
3.4.1. Collecter l'information sur le marché céréalier (SIM/céréales)	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Bulletins hebdomadaire et trimestriel d'information, annuaire des prix des produits agricoles
3.5. Emploi						
3.5.1. Enquête 1-2-3	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	Prévue en 2008
3.5.2. Enquête auprès des attributaires des marchés de l'Etat	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	33	Enquête 2004 réalisée. L'enquête QUIBB annuel a remplacé ces types d'enquêtes à partir de 2005
3.5.3. Enquête sur l'emploi e la formation professionnelle	ONPE-INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	20	Phase préparatoire en 2006

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				
		Calendrier initial			Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		2004	2005	2006		
3.6. Elaboration d'un référentiel des prix						
3.6.1. Elaboration d'un référentiel des prix	DCCF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Document faisant ressortir les prix minima, moyen et maxima par nature de bien et selon les localités
3.7. Note de conjoncture trimestrielle						
3.7.1. Note de conjoncture trimestrielle	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Enquêtes trimestrielles de conjoncture non réalisées pour raison de procédure inadéquate de mise à disposition des fonds
4. CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE						
4.1.1. Enquêtes prioritaires 2006 et 2009	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Activités non programmées
4.1.2. Enquête intégrale	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Travaux préparatoires prévus en 2007. Enquête prévue en 2008
4.2. Autres opérations						
4.2.1. Elaborer et améliorer les statistiques sanitaires	DEP/Santé	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Annuaire statistique 2004, 2005, 2006 élaborés dans des délais acceptables, autres publications disponibles
4.2.2. Elaboration et améliorer des statistiques scolaires	DEP/MEBA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Annuaire statistique 2004, 2005, 2006 élaborés dans des délais acceptable, autres publications disponibles
4.2.3. Collecte et centralisation des statistiques du travail	DEP/MTESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	50	Traitement des données en cours
4.2.4. Collecte et centralisation des statistiques de sécurité sociale	CNSS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Production d'annuaires statistiques
4.2.5. Amélioration du système de collecte de traitement et d'analyse des statistiques du secondaire et du supérieur	DEP/MESSRS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	60	Production d'annuaires statistiques couvrant le secondaire uniquement
5. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, PECHE ET ENVIRONNEMENT						
5.1. Réalisation du recensement général de l'agriculture (RGA)						
5.1.1. Reprogrammer le RGA	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Recensement général de l'agriculture reprogrammé
5.1.2. Réviser la méthodologie du RGA	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	50	Un premier draft du document est disponible
5.1.3. Réaliser la collecte des données	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	50	Constitution de la base de sondage en cours
5.1.4. Traiter les données par l'adoption d'un nouveau programme de traitement	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Activités prévues pour 2007
5.1.5. Analyser les données	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Activités prévues pour 2007
5.1.6. Assurer l'archivage et la dissémination des résultats	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	00	Activités prévues pour 2007

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				
		Calendrier initial			Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		2004	2005	2006		
5.2. Enquête permanente agricole (EPA)						
5.2.1. Relire les objectifs et programmer la collecte	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	90	Résultats prévisionnels et définitifs publiés pour 2004 et 2005. Résultats provisoires 2006 publiés. Résultats définitifs 2006 en cours.
5.2.2. Réviser la méthodologie	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.2.3. Rédaction de manuel de méthodologie générale	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.2.4. Réorganiser la collecte pour baisser le coût de l'opération et augmenter le rapport qualité-coût.	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.2.5. Améliorer le traitement.	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.2.6. Réaliser annuellement l'EPA	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.2.7. Publier les résultats	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.2.8. Archiver et diffuser les données	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.3. Réalisation de l'enquête maraîchère						
5.3.1. Réfléchir sur l'amélioration de la méthodologie	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	L'inventaire des sites de production dans le cadre du RGA va prendre la place de l'enquête maraîchère.
5.3.2. Réaliser l'enquête chaque année	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.3.3. Traiter, analyser et publier les résultats	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.3.4. Archiver les données	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
5.4. Réalisation de l'enquête suivi des troupeaux						
5.4.1. Définir les objectifs.	DEP/MRA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	Objectifs définis
5.4.2. Concevoir la méthodologie.	DEP/MRA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	Méthodologie de l'enquête disponible
5.4.3. L'enquête est réalisée tous les 3 ans. La première réalisation se fera en 2004.	DEP/MRA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	00	Néant
5.4.4. Exploiter, analyser et publier les résultats	DEP/MRA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	00	Néant
5.4.5. Archiver les données	DEP/MRA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	00	Néant
5.5. Définition des priorités en matière de production de statistiques sur l'environnement						
5.5.1. Définir un nombre d'indicateurs pertinents pour le suivi [...]	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	80	Environ 40 indicateurs définis mais pas tous chiffrés
5.5.2. Déterminer les spécifications souhaitées pour ces indicateurs : périodicité, niveau géographique de signification	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	Travail fait sur les 40 indicateurs
5.5.3. Elaborer des statistiques environnementales	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	20	Ebauche

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				
		Calendrier initial			Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		2004	2005	2006		
5.5.4. Identifier les sources administratives d'information et organiser la collecte et le traitement des données environnementales	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	80	Un recueil de données statistiques a été produit en 2006
5.5.5. Promouvoir l'utilisation des indicateurs nécessaires au suivi environnemental	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	50	Recueil de données largement ventilé
5.5.6. Promouvoir l'analyse des résultats des enquêtes ménages sur la consommation du bois et ses conséquences [...] sur l'environnement	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	00	Non réalisé
5.5.7. Améliorer la gestion et l'accessibilité des données sur la production des Eaux et Forêts et des données sur l'aménagement du territoire	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	00	Non réalisé
5.5.8. Réaliser un inventaire forestier	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	20	Réalisé seulement pour certaines zones
5.5.9. Réaliser un inventaire faunique	DEP/ Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	20	Inventaire aérien dans certaines zones de conservation
6. ACTIVITES NON AGRICOLES						
6.1. Amélioration des statistiques de production industrielle						
6.1.1. Etablir le répertoire des unités de production industrielle sur support informatique et support papier.	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	00	Enquête sur la production industrielle non réalisée pour des raisons de gestion interne
6.1.2. Changer la base de l'indice de production industrielle et élargir l'échantillon d'observation	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.1.3. Réaliser trimestriellement l'enquête de production industrielle	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.1.4. Appliquer la loi qui fait obligation de réponse statistique	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.1.5. Publier trimestriellement les statistiques de la conjoncture industrielle.	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.2. Amélioration des statistiques du commerce et de l'artisanat						
6.2.1. Elaborer une méthode de recensement des unités et établissements commerciaux et artisanaux et réaliser un répertoire. Mettre au point une enquête légère sur le commerce et l'artisanat	DEP/MCEA DGA, INSD ONAC	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>20</u>	Activité reportée dans le cadre du programme d'activité 2007
6.2.2. Réaliser trimestriellement l'enquête légère sur le commerce et l'artisanat	DGA, INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.2.3. Diagnostiquer les statistiques du commerce extérieur et appliquer les mesures d'amélioration	BCEAO, INSD, DG- Douane	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	Rapprochements et pointage des statistiques douanières du commerce extérieur à intégrer dans les comptes extérieurs du Burkina Faso

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				
		Calendrier initial			Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		2004	2005	2006		
6.3. Transport						
6.3.1. Réaliser une enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises	DEP/Transport	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.3.2. Réaliser une enquête sur le transport de voyageurs (transport en commun par route, rail, voie aérienne), les coûts et prix de transport.	DEP/Transport	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.3.3. Mettre à jour le fichier central automobile et de circulation routière	DEP/Transport	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.3.4. Elaborer une méthodologie de collecte des statistiques des accidents de la circulation	DEP/Transport	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.3.5. Données météorologiques	Dir. Météo	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.4. Statistiques douanières						
6.4.1. Diagnostiquer les statistiques du commerce extérieur	DGD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.4.2. Appliquer les mesures d'amélioration	BCEAO	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.4.3. Rendre disponible et accessible, les statistiques douanières.	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5. Autres opérations non agricoles						
6.5.1. Collecte et traitement des données sur les ressources en eau	DGRE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Base de données « InvNat2005 » disponible
6.5.2. Améliorer la collecte et le traitement des statistiques sur la production d'eau brute et potable, la consommation d'eau potable, le suivi de la clientèle	ONEA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.3. Collecte traitement et diffusion des statistiques de production et de distribution en matière d'électricité en utilisant différentes sources [...]	SONABEL	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	80	Réalisation du Système d'Information de Gestion. Enquête non réalisée
7. MACROECONOMIE ET COMPTES NATIONAUX						
7.1. Elaboration des comptes nationaux						
7.1.1. Elaboration des comptes nationaux	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	50	Comptes 2000 et 2001 élaborés à fin 2006. Retard dans l'élaboration des comptes nationaux
7.2. Achever l'adoption du SCN 93						
7.2.1. Achever l'adoption du SCN 93	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Elaboration comptes année de base et de la 1ère année courante sous le SCN 93 à l'aide de ERETES
7.3. Disposer de comptes régionaux						
7.3.1. Collecte des données Statistiques et fiscales (DSF)	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Collecte régulière des DSF.
7.3.2. Travaux préparatoires du module ERETES	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Elaboration comptes année de base et de la 1ère année courante sous le SCN 93 à l'aide de ERETES

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structures responsables	Exécution technique				
		Calendrier initial			Taux réalisation (%)	Principaux produits obtenus
		2004	2005	2006		
7.3.3. Enquête sur les marges commerciales	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Enquête réalisée en 2006 et résultats exploités dans le cadre des comptes nationaux
7.3.4. Mise en place d'une matrice de comptabilité sociale	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	MCS élaboré
8. BUDGET ET FINANCES						
8.1. Amélioration des statistiques budgétaires et financières						
8.1.1. Acquérir le logiciel de gestion	DEP/Economie et finances	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
8.1.2. Editer les comptes de la nation, les tableaux des situations monétaires et financières, de la dette publique.	DGTCP DGI, INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
8.1.3. Collecter des données sur les finances publiques (recettes, dépenses, service de la dette, recouvrements, etc.)	DEP/MEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	12 rapports sur situation d'exécution du budget
8.1.4. Faire la situation d'exécution des dépenses	DEP/MEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	12 rapports sur situation d'exécution du budget
8.1.5. Elaborer et diffuser une revue des finances publiques	DEP/MEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	80	En cours de finalisation
8.1.6. Créer une base de données économiques, financières et monétaires avec possibilité d'accès en ligne		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	00	Non exécuté
8.1.7. Faire un enquête auprès des services déconcentrés des ministères de la Santé et du MEBA (test sur les nouvelles conditionnalités)	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	33	Enquête réalisée en 2004 et remplacée en 2005 par enquête légère annuelle QUIBB
8.1.8. Collecter, traiter et diffuser les données sur le trésor et la comptabilité publique	DGTCP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	Données collectées, traitées et publiées
8.1.9. Améliorer les statistiques de recouvrement	DGI, DGD,DGTCP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	DGI	Les statistiques sont disponibles et fiables
8.1.10. Produire les statistiques sur l'aide extérieure	DG-COOP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	100	
9. DIFFUSION ; INFORMATIQUE ET TECHNIQUES CONNEXES						
9.1. Mise en place d'un plan d'informatisation et de diffusion						
9.1.1. Réalisation d'une étude d'élaboration d'un plan de diffusion et d'informatisation pour la valorisation de la production statistique	CNCS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	100	Etude réalisée et disponible
9.1.2. Mise en œuvre dudit plan.	CNCS	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	50	En cours

Annexe 1B : Situation d'exécution financière du Schéma directeur de la statistique au cours de la période 2004 – 2006 (en millions FCFA)

Domaine / Groupe d'activités	Structure responsable	Financement prévu				Ressources dépensées en 2004-2006	Taux de réalisation (en %)	Observations
		2004	2005	2006	Total			
1. GOUVERNANCE, CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF ET RESSOURCES HUMAINES		175,0	265,0	270,0	710,0	867,2	122,1	
1.1. Coordination statistique	CNCS - INSD	80,0	50,0	50,0	180,0	148,6	82,6	Financement PDSSN
1.2. Etude d'élaboration d'un plan de formation et de valorisation des ressources humaines du système statistique	CNCS - INSD	30,0	0,0	0,0	30,0	5,0	16,7	Etude réalisée sur financement PDSSN
1.3. Mise en œuvre du plan de formation et de valorisation des ressources humaines du système statistique	CNCS	0,0	150,0	150,0	300,0	668,4	222,8	Financement Banque Mondiale (PDSSN) ; avec 51% pour bourses de formation
1.4. Réaliser des enquêtes auprès des opérateurs économiques et fournisseurs de l'Etat	INSD	20,0	20,0	20,0	60,0	20,0	33,3	Enquête arrêtée en 2005
1.5. Réaliser des sondages d'opinion semestriels auprès des utilisateurs de services publics	INSD	20,0	20,0	25,0	65,0	25,2	38,8	Enquête arrêtée en 2005
1.6. Elaborer et améliorer les statistiques de la justice	DEP/Justice	25,0	25,0	25,0	75,0	0,0	0,0	Pas de ressources humaines et financières
1.7. Réaliser un recensement administratif et mettre à jour les listes électorales	MATD, CENI	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	Activité prévue en 2007
2. ETAT DE LA POPULATION		20,0	20,0	2 020,0	2 060,0	6 841,0	332,1	
2.1. Concevoir et réaliser une enquête démographique et migratoire	INSD	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	Activité prévue en 2009
2.2. Réaliser le Recensement général de la population et de l'habitation 2006	INSD	0,0	0,0	2 000,0	2 000,0	6 747,0	337,4	Phase cartographie et dénombrement
2.3. Tableau de bord social (TBS)	INSD	10,0	10,0	10,0	30,0	4,8	16,0	Financement PDSSN. TBS 2004 en cours
2.4. Mettre en place un observatoire permanent sur l'état civil à titre d'opération pilote	MATD	10,0	10,0	10,0	30,0	89,2	297,3	Financement de l'activité pas effectif
3. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE		218,0	143,0	270,0	631,0	217,2	34,4	
3.1. Recensement industriel et commercial (RIC)	INSD	65	0	70	135	0,0	0,0	Ressources non disponibles. Activité reprogrammée pour 2008
3.2. Restauration de l'indice des prix par milieu et par région et calcul d'un indice national	INSD	25,0	25,0	25,0	75,0	20,1	26,8	Relevé des prix ; mais pas de calcul indice national

Domaine / Groupe d'activités	Structure responsable	Financement prévu				Ressources dépensées en 2004-2006	Taux de réalisation (en %)	Observations
		2004	2005	2006	Total			
3.3. Conception et réalisation de l'enquête légère annuelle de conjoncture auprès des ménages	INSD	25,0	25,0	30,0	80,0	0,0	0,0	Activité non exécutée
3.4. Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)	INSD	15,0	15,0	20,0	50,0	18,6	23,3	IHPC calculés sauf pour 4 mois
3.5. Système d'information sur le marché céréalier (SIM/céréales)	SONAGESS	30,0	45,0	70,0	145,0	115,0	79,3	Activité réalisée à 100%
3.6. Enquête 1-2-3	INSD	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	Activité prévue en 2008
3.7. Enquête auprès des attributaires des marchés de l'Etat	INSD	18,0	18,0	20,0	56,0	18,0	32,0	Enquête abandonnée en fin 2004
3.8. Enquête sur l'emploi et la formation professionnelle	ONPE-INSD	20,0	5,0	15,0	40,0	15,5	34,4	Activité prévue pour être achevée en 2007. Financement PDSSN
3.9. Elaboration d'un référentiel des prix	DCCF	10,0	0,0	10,0	20,0	30	150,0	Couverture de l'enquête plus large
3.10. Note de conjoncture trimestrielle	INSD	10,0	10,0	10,0	30,0	0,0	0,0	Enquête suspendue depuis 2003
4. CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE		213,0	455,0	1170,0	1838,0	235,0	12,8	
4.1. Enquêtes prioritaires 2006 et 2009	INSD	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0	Reportée à 2008
4.2. Enquête intégrale	INSD	0,0	0,0	850,0	850,0	0,0	0,0	Reportée à 2008
4.3. Enquête légère sur les conditions de vie des ménages	INSD	80,0	80,0	90,0	250,0	71,8	28,7	Enquête réalisée en 2005 uniquement
4.4. Enquête à indicateurs multiples (II)	INSD	0,0	250,0	0,0	250,0	74,2	30,0	Financement UNICEF. Analyse en cours
4.5. Elaborer et améliorer les statistiques sanitaires	DEP/Santé	43,0	40,0	40,0	123,0	19,5	15,9	Financement PDSSN
4.6. Elaborer et améliorer les statistiques scolaires	DEP/MEBA	70,0	70,0	75,0	215,0	9,8	4,6	Financement PDSSN
4.7. Collecte et centralisation des statistiques du travail	DEP/MTESS	5,0	5,0	5,0	15,0	24,7	164,7	Financement PDSSN
4.8. Collecte et centralisation des statistiques de sécurité sociale	CNSS	5,0	5,0	5,0	15,0	15,0	100,0	Annuaire 2004 et 2005 élaborés
4.9. Amélioration du système de collecte de traitement et d'analyse des statistiques du secondaire et du supérieur	DEP/MESSRS	10,0	5,0	5,0	20,0	20,0	100,0	A confirmer
5. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, PECHE ET ENVIRONNEMENT		695,0	475,0	2145,0	2315,0	2086,7	62,9	
5.1. Réalisation du recensement général de l'agriculture (RGA)	DGPSA	0,0	0,0	1800,0	1800,0	1151,0	63,9	Phases 2 et 3 prévues de juin 2007 à 2010

Domaine / Groupe d'activités	Structure responsable	Financement prévu				Ressources dépensées en 2004-2006	Taux de réalisation (en %)	Observations
		2004	2005	2006	Total			
5.2. Enquête permanente agricole (EPA)	DGPSA	200,0	0,0	0,0	200,0	750,0	375,0	EPA réalisée chaque année et non en 2004 seulement
5.3. Réalisation de l'enquête maraîchère	DGPSA	0,0	105,0	0,0	105,0	179,0	170,5	Enquête réalisée en 2004 et 2006
5.4. Réalisation de l'enquête suivi des troupeaux	DGPSA	20,0	20,0	20,0	60,0	6,7	11,2	Méthodologie élaborée. Enquête non exécutée
5.5. Réaliser un inventaire forestier	DEP/ Environnement	400	300	300	1 000,0	0,0	0,0	Pas eu de financement
5.6. Réaliser un inventaire faunique	DEP/ Environnement	75,0	50,0	25,0	150,0	0,0	0,0	Pas eu de financement
6. ACTIVITES NON AGRICOLES		205,0	155,0	155,0	515,0	453,0	88,0	
6.1. Amélioration des statistiques du commerce et de l'artisanat	DEP/MCEA, DGA	5,0	5,0	5,0	15,0	0,0	0,0	Activités non réalisées.
6.2. Elaborer des statistiques du commerce	INSD, ONAC	15,0	15,0	15,0	45,0	45,0	100,0	A confirmer
6.3. Amélioration des statistiques du transport	DEP/Transport	100,0	60,0	60,0	220,0	64,0	29,0	Financement PDSSN
6.4. Collecte et traitement des données sur les ressources en eau	DGRE	5,0	5,0	5,0	15,0	60,0	400,0	A confirmer
6.5. Elaboration des statistiques douanières	DGD, INSD, BCEAO	30,0	20,0	20,0	70,0	70,0	100,0	A confirmer
6.6. Collecte traitement et diffusion des statistiques de production et de distribution en matière d'électricité en utilisant différentes sources [...]	SONABEL	20,0	20,0	20,0	60,0	124,0	206,7	A confirmer
6.7. Améliorer la collecte et le traitement des statistiques sur la production d'eau brute et potable, la consommation d'eau potable, le suivi de la clientèle	ONEA	20,0	20,0	20,0	60,0	60,0	100,0	A confirmer
6.8. Données météorologiques	Direction Météo	10,0	10,0	10,0	30,0	30,0	100,0	A confirmer
7. MACROECONOMIE ET COMPTES NATIONAUX		110,0	20,0	30,0	175,0	28,6	16,3	
7.1. Collecte des données Statistiques et fiscales (DSF)	INSD	10,0	10,0	10,0	30,0	12,0	40,0	Environ 4 millions/ an au lieu de 10 millions
7.2. Travaux préparatoires du module ERE-TES	INSD	40,0	15,0	10,0	65,0	2,1	4,7	Appui AFRISTAT non pris en compte
7.3. Enquête sur les marges commerciales	INSD	10,0	10,0	10,0	30,0	12,5	41,7	1 édition en 2005. Financement PDSSN
7.4. Mise en place d'une matrice de comptabilité sociale	INSD	50,0	0,0	0,0	50,0	2,0	4,0	Coût de 2 ateliers

Domaine / Groupe d'activités	Structure responsable	Financement prévu				Ressources dépensées en 2004-2006	Taux de réalisation (en %)	Observations
		2004	2005	2006	Total			
8. BUDGET ET FINANCES		43,0	43,0	43,0	129,0	113,0	87,6	
8.1. Collecter des données sur les finances publiques (recettes, dépenses, service de la dette, recouvrements, etc.)	DEP/MEF	5,0	5,0	5,0	15,0	20,0	133,3	DGI uniquement. Développement logiciel
8.2. Faire la situation d'exécution des dépenses	DEP/MEF	5,0	5,0	5,0	15,0	0,0	0,0	Activité exécutée sans moyen financier particulier
8.3. Elaborer et diffuser une revue des finances publiques	DEP/MEF	3,0	3,0	3,0	09,0	8,0	88,9	Activité en cours
8.4. Faire une enquête auprès des services déconcentrés du Ministère de la santé et du MEBA	INSD	15,0	15,0	15,0	45,0	15,0	33,3	Enquête abandonnée en 2005
8.5. Collecter, traiter et diffuser les données sur le Trésor et la comptabilité publique	DGTCP	5,0	5,0	5,0	15,0	15,0	100,0	A confirmer
8.6. Améliorer les statistiques de recouvrement	DGI, DGD, DGTCP	5,0	5,0	5,0	15,0	40,0	266,7	DGI uniquement. Montant incluant achat de microordinateurs pour recensement fiscal
8.7. Produire les statistiques sur l'aide extérieure	DG-COOP	5,0	5,0	5,0	15,0	15,0	100,0	A confirmer
9. DIFFUSION ; INFORMATIQUE ET TECHNIQUES CONNEXES		40,0	1 000,0	100,0	1 140,0	27,8	2,4	
9.1. Etude d'élaboration d'un plan de diffusion et d'informatisation pour la valorisation de la production statistique	CNCS	40,0	0,0	0,0	40,0	8,9	22,3	Financement PDSSN pour étude schéma directeur informatique
9.2. Mise en œuvre du plan de diffusion et d'informatisation pour la valorisation de la production statistique	CNCS	0,0	1000,0	100,0	1100,0	18,9	1,7	Financement PDSSN pour petites applications
Total hors infrastructures	//////////////////// /	1 719	2 591	6 203	10 513,0	10 870,0	103,4	////////////////////////////////////

Annexe 2 : Activités statistiques réalisées hors SDS au cours de la période 2004 - 2006

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structure responsable	Période d'exécution			Ressources	
		2004	2005	2006	Etat	Autres
1. GOUVERNANCE, CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF ET RESSOURCES HUMAINES						
1.1. Application de la loi statistique						
1.2. Relecture des textes réglementaires						
1.2.1. Relecture de l'arrêté portant organigramme de la DEP/MEBA	DEP/MEBA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	0,0
1.2.2. Relecture de l'organigramme du MRA et création d'une Direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage	DEP/MRA	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	0,0
1.2.3. Création de la DRST à la place de la Direction des infrastructures touristiques, de l'hôtellerie et de l'art culinaire	DRST	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	0,0
1.2.4. Relecture des textes législatifs et réglementaires sur le tourisme	DRST	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	0,0
1.2.5. Mise en place du service	DG-COOP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	0,0
1.2.6. Opérationnalisation du service des études et des statistiques	DRED Centre-Sud	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
1.3. Normalisation de la production statistique						
1.3.1. Mise en place d'un cadre matriciel (répertoire des tableaux statistiques pour tous les modes de transport)	CBC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1.3.2. Révision de la maquette de l'annuaire statistique et mise en conformité avec le modèle de la Conférence Internationale de la Prévoyance Sociale	CNSS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	0,0
1.3.3. Conception de cadres d'identification des conventions	DG-COOP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	0,0
1.4. Normalisation de la diffusion de l'information statistique						
1.5. Normalisation et rationalisation de la gestion de l'information statistique						
1.5.1. Elaboration des documents techniques du « Fichier des localités » du Burkina Faso	DR-INSD Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
1.5.2. Elaboration de la base de données des localités des Hauts-Bassins	DR-INSD Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
1.5.3. Elaboration de nouveaux outils de collecte de données statistiques	DEP/MASN	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1.6. Instances de gestion et de coordination de la production statistique						
1.6.1. Adaptation du fichier au cadre réglementaire de la nomenclature budgétaire de l'UEMOA	DEP/MEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1.6.2. Animation du réseau des correspondants statistiques avec l'appui du PRGE	DRED Centre-Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
1.6.3. Création d'un réseau des correspondants statistiques dans les services déconcentrés de la Région	DRED Nord	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1.6.4. Relecture de l'organigramme du MRA et création d'une direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage	DGPSE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structure responsable	Période d'exécution			Ressources	
		2004	2005	2006	Etat	Autres
1.7. Statistiques de criminalité						
1.8. Suivi du CSLP						
1.9. Listes électorales						
1.10. Plan de formation et de valorisation des ressources humaines du SSN						
1.10.1. Formation en statistique des chargés de statistique des CEB, DPEBA et DREBA	DEP/MEBA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
1.10.2. Atelier de formation à la publication des résultats	DR-INSD Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
1.10.3. Formation sur le logiciel statistique stata 8	DRED Centre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,3	0,0
1.10.4. Formation en SIG et base de données	DRED Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
1.10.5. Formation des cadres du ministère en conception et interprétation des tableaux statistiques	DEP/MASSN	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1.10.6. Formation de 5 cadres en méthodes d'analyse des données	ISSP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
1.10.7. « Techniques d'analyse de la pauvreté »	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1.10.8. Formation à l'utilisation du modèle d'analyse régional (MARW)	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2. ETAT DE LA POPULATION						
2.1.1. Enquête FSP éducation – Phase collecte et traitement	ISSP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	28,5
2.1.2. Enquête CLAIMS	ISSP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	9,8
2.1.3. Enquête FSP migration – Elaboration document méthodologique	ISSP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	9,8
2.1.4. Analyse des données de l'enquête migration réalisée en 2000	ISSP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	21,0
2.1.5. Enquête TAP – Phase collecte des données sur le terrain	ISSP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	80,7
2.1.6. Système d'information sur les localités	INSD/DD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	250,0	0,0
2.1.7. Enquête sur le travail des enfants	INSD/DD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	76,7
2.2. Tableau de bord social (TBS)						
2.2.1. Tableau de bord socioéconomique du Sahel	DRED Sahel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE						
3.1. Recensement industriel et commercial (RIC)						
3.2. Conception et réalisation de l'enquête légère annuelle auprès des ménages						
3.3. Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)						
3.4. Système d'information sur le marché céréalier (SIM/céréales)						

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structure responsable	Période d'exécution			Ressources	
		2004	2005	2006	Etat	Autres
3.5. Emploi						
4. CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE						
4.1. Autres opérations						
5. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, PECHE ET ENVIRONNEMENT						
5.1.1. Annuaire statistique de l'élevage 2004, 2005	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	22,3	0,0
5.1.2. Collecter, saisir et analyser les données sur les offres et les prix des animaux des 14 marchés à bétail suivis au Burkina Faso						
6. ACTIVITES NON AGRICOLES						
6.1. Amélioration des statistiques de production industrielle						
6.2. Amélioration des statistiques du commerce et de l'artisanat						
6.3. Transport						
6.3.1. Bulletin statistique des transports 2004 et 2005	CBC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.4. Statistiques douanières						
6.5. Autres opérations non agricoles						
6.5.1. Statistiques monétaires	BCEAO	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.2. Comptes extérieurs	BCEAO	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.3. Annuaire statistique de la région des Hauts-Bassins	DR-INSD Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.4. Annuaire statistique de la région des Cascades	DR-INSD Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.5. Tableau de bord socio-économique de la région du Centre	DRED Centre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	1,7
6.5.6. Profil de la Région du Centre	DRED Centre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	1,7
6.5.7. Monographie de la Région du Centre	DRED Centre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,8	1,4
6.5.8. Collecte et traitement des données en vue d'alimenter le Modèle d'Analyse Régional (MAR)	DRED Centre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	0,7
6.5.9. Indicateurs socio-économiques de la région du Centre-Est	DRED Centre-Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.10. Situation socio-économique de la région du Centre-Est de 1998 à 2004	DRED Centre-Est	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.11. Elaboration et actualisation des monographies provinciales de la région du Centre-Sud	DRED Centre-Sud	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.12. Elaboration et actualisation des monographies départementales de la région du Centre-Sud	DRED Centre-Sud	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.13. Rapport sur la situation socio-économique de la région de 1997 à 2004 de la région du Centre-Sud	DRED Centre-Sud	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.14. Indicateurs socio-économiques de la région du Centre-Sud	DRED Centre-Sud	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structure responsable	Période d'exécution			Ressources	
		2004	2005	2006	Etat	Autres
6.5.15. Elaboration du profil et du prospectus de la région du Centre-Sud	DRED Centre-Sud	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.16. Finalisation du cadre stratégique régional de lutte contre la pauvreté de la région du Centre-Sud	DRED Centre-Sud	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.17. Elaboration du rapport de mise en œuvre du CSRLP 2004-2005 de la région du Centre-Sud	DRED Centre-Sud	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.18. Collecte des données sur les indicateurs de suivi du CSRLP de la région du Centre-Sud	DRED Centre-Sud	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.19. Elaboration de Tableau de bord socioéconomique et d'un prospectus du Centre Nord	DRED Centre-Nord	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	1,2
6.5.20. Profil de la Région du Centre-Nord	DRED Centre-Nord	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	0,8
6.5.21. Elaboration de monographies communales et provinciales du Centre-Nord	DRED Centre-Nord	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	0,8
6.5.22. Analyse de la situation socio-économique de la région du Centre-Nord de 2000 à 2004	DRED Centre-Nord	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.23. Elaboration et actualisation des monographies provinciales	DRED Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.24. Elaboration et actualisation du tableau de bord socioéconomique de la région et des provinces	DRED Est	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.25. Collecte de fiche RCCM	CCIA-B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	8,0
6.5.26. Enquête sur l'usage des TIC	CCIA-B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	0,6
6.5.27. Recueil statistique du Ministère de la Défense	DEP/Défense	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.28. Elaboration des monographies	DRED Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2,0	0,0
6.5.29. Elaboration de tableau de bord, prospectus	DRED Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.30. Collecte de données pour l'élaboration des rapports CSRLP	DRED Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.31. Collecte de données pour l'élaboration des rapports sur la mise en œuvre des projets	DRED Hauts-Bassins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	3,2	0,0
6.5.32. Elaboration des monographies départementales	DRED Hauts-Bassins	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.33. Annuaire statistique touristique	DRST	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.34. Production des statistiques sur les financements extérieurs	DG-COOP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.35. Recueil statistique 1995- 2005 région du Centre- Est	DRINS D Est	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.36. Recueil statistique 1995- 2005 région de l'Est	DRINS D Est	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.37. Élaborations des tableaux de bords socio-économiques : provinciaux et régional	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.38. Alimentation des indicateurs socio-économiques à l'échelle provinciale et régionale	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.39. Elaboration et validation du profil régional, du prospectus régional et du tableau de bord régional en collaboration avec la DGAT	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.40. Elaboration de la monographie provinciale du Ganzourgou	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.41. Suivi des prix	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structure responsable	Période d'exécution			Ressources	
		2004	2005	2006	Etat	Autres
6.5.42. Réactualisation de la monographie du Kourwéogo	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.43. Elaboration des monographies provinciales de la région du Centre-Ouest	DRED Centre-Ouest	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		2,0
6.5.44. Profil régional de la région du Centre-Ouest	DRED Centre-Ouest	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		0,8
6.5.45. Tableau de bord socio-économique de la région du Centre-Ouest	DRED Centre-Ouest	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6.5.46. Prospectus de la région du Centre-Ouest	DRED Centre-Ouest	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
6.5.47. Rapport de mise en œuvre du CSRLP du Centre-Ouest	DRED Centre-Ouest	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	2,0	
7. Macroéconomie et comptes nationaux						
7.1. Elaboration des comptes nationaux						
7.2. Achever l'adoption du SCN 93						
7.3. Disposer de comptes régionaux						
8. Budget et finances						
8.1. Amélioration des statistiques budgétaires et financières						
8.1.1. Situation des motifs de rejet	DCCF	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
8.1.2. Situation d'exécution du budget (Etat, EPE, et Comptes Spéciaux du Trésor)	DCCF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
8.1.3. Recensement fiscal à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	DGI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	400,0	0,0
9. Diffusion, informatique et techniques connexes						
9.1. Mise en place d'un plan d'informatisation et de diffusion						
9.1.1. Conception / Révision de la maquette de saisie	DEP/MEBA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
9.1.2. Finalisation de la base de données S.I.GE.DO.R	DRED Centre-Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9.1.3. Modèle d'Analyse Régionale sous Windows	DRED Centre-Est	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	3,5
9.1.4. DevInfo	DRED Centre-Est	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	1,4
9.1.5. Renseignement de la base de données socioéconomiques	DRED Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	0,7
9.1.6. Mise en place une base de données documentaires	DGPSE	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	nd
9.1.7. Mise en place d'un réseau informatique et une connexion Internet au MRA	DGPSE	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,0	nd
9.1.8. Etude en vue de la mise en place d'une base de données Transport	CBC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
9.1.9. Développement d'un logiciel de saisie des données	DG-COOP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9.1.10. Conception de la base de données statistiques	DEP/MASSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structure responsable	Période d'exécution			Ressources	
		2004	2005	2006	Etat	Autres
9.1.11. Installation du modèle d'analyse régionale (MARW)	DRED Sahel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9.1.12. Alimenter le modèle MARW	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		2,0
9.1.13. Conception d'un site web pour l'ONEF	ONEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9.1.14. Création du site web de la CNSS (www.cnss.bf)	CNSS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PM	0,0
10. Locaux, équipement						
10.1.1. Création de la base de données de toutes les enquêtes de l'ISSP	ISSP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	17,8
10.1.2. Création et mise à jour du site web de l'ISSP	ISSP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	PM
10.1.3. Observatoire de population de Ouagadougou	ISSP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	0,0	16,5
10.2. Locaux						
10.2.1. Extension des locaux de la DEP	DEP/MEBA	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
10.3. Equipement						
10.3.1. Acquisition de quatre micro-ordinateurs et de trois ordinateurs portables	DEP/MEBA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
Total	////////////////////	////	////	////	680,6	286,2

Annexe 3A : Plan d'action 2007 – 2009 : Tableau des activités par objectif

Activités à court et moyen termes (2007 – 2009)	Structure responsable	2007	2008	2009
Objectif stratégique : Une production statistique respectant les critères de norme et répondant au mieux aux besoins des utilisateurs, est assurée.				
Objectif opérationnel : Adapter continuellement la production aux besoins.				
1.1.1. Harmoniser les termes et mots clés utilisés dans l'élaboration des données du commerce extérieur et sur la gestion de l'information commerciale et l'analyse des marchés	ONAC	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.2. Elaborer des méthodologies pour la réalisation d'enquêtes spécifiques (transhumance, production de viande, exportation de volailles, élevages intensifs)	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.3. Créer un cadre méthodologique de production statistique du MFPRE	MFPRE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.4. Réalisation du site WEB de la DGI	DGI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.5. Elaboration du schéma directeur d'intelligence économique et mise en place d'un observatoire économique	CCIA-B	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.6. Enquête démographique et de santé IV	INSD	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.7. Enquête démographique et migratoire	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.8. Observatoire sur l'état civil	IND	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.9. Tableau de bord social	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.10. Enquête FSP - Migration et analyse	ISSP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.11. Enquête TAP et analyse	ISSP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.12. Mettre en place un mécanisme fiable de collecte des données d'état civil	DEP/MATD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.13. Collecte et traitement des données sur l'éducation de base et l'alphabétisation	DEP/MEBA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.14. Enquête sur le niveau de la nutrition dans les ménages de la région du Nord	DRED Nord	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.15. Elaborer des statistiques de sécurité et de la santé au travail, y compris les maladies professionnelles et les lésions professionnelles	DSI/MTSS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.16. Enquête sur les conflits du travail : grèves, lock-out et autres actions de revendication	DSI/MTSS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.17. Réaliser une enquête sur l'impact des technologies acquises par les associations féminines sur leurs conditions de vie	DEP/MPF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.18. Concevoir une production statistique sur l'insertion des femmes et des jeunes filles dans le marché de l'emploi	DEP/MPF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.19. Elaboration et suivi d'indicateurs de promotion et de protection des droits humains	DEP/MPDH	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.20. Recueil d'informations actualisées sur les données économiques et sociales du Burkina Faso	CCIA-B	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.21. Recensement industriel et commercial	INSD	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.22. Enquête suivi des stocks commerçants	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.23. Réaliser des études sur les flux internes de produits agricoles	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.24. Suivi des flux transfrontaliers de produits agricoles	SONAGESS	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.25. Enquêtes périodiques de conjoncture sectorielles et/ou de portée générale	CCIA-B	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.26. Recensement industriel et commercial au niveau régional	DRED Nord	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.27. Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)	INSD-DSG	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.28. Production d'indices régionaux des prix à la consommation	INSD-DSG	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.29. Collecte des prix sur les marchés agricoles	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Activités à court et moyen termes (2007 – 2009)	Structure responsable	2007	2008	2009
1.1.30. Collecte des informations sur les prix des fruits et légumes	SONAGESS	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.31. Suivi des prix du karité et des produits du karité	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.32. Mise à jour de la mercuriale sur les prix des fournitures	DCCF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.33. Mercuriales sur les prix des prestations de services et prestations intellectuelles	DCCF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.34. Mercuriales sur les prix des bâtiments et travaux publics	DCCF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.35. Enquête sur les écarts des prix pratiqués et ceux de la mercuriale des prix des fournitures	DCCF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.36. Enquête sur les centres de formation professionnelle	ONEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.37. Etudes sur les créneaux porteurs des treize régions	ONEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.38. Diagnostic de cent métiers	ONEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.39. Etude sur les sortants de l'enseignement supérieur	ONEF	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.40. Etude sur la contribution des nouvelles technologies de l'information à la création d'emploi	ONEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.41. Enquête emploi (phase I enquête 1-2-3)	DR-INSD Sahel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.42. Enquête emploi auprès des structures de l'Etat et du privé	DPSE/MJE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.43. Recensement des points d'activité de la région de l'Est	DR-INSD Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.44. Recensement des points d'activités / Recensement Industriel et Commercial	DR-INSD Sahel	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.45. Enquête 123 région de l'Est	DR-INSD Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.46. Enquête intégrale (sur les conditions de vie des ménages)	INSD-DSG	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.47. Enquête QUIBB (questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être).	INSD-DSG	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.48. Enquête 123	INSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.49. Réalisation du recensement général de l'agriculture (RGA) 2006-2010	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.50. Enquête permanente agricole (EPA)	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.51. Enquête maraîchage et arboriculture	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.52. Enquête sur la pêche	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.53. Recensement + évaluation des statistiques de sources administratives	DGPSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.54. Production d'un annuaire des statistiques agricoles	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.55. Production d'un rapport annuel sur la sous-alimentation	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.56. Organisation d'un forum technique sur la sous-alimentation	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.57. Enquête de conjoncture des marchés agricoles	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.58. Comptes de l'agriculture	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.59. Mise en place d'un système intégré de l'information sur les marchés agricoles	DGPSA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.60. Enquête maraîchère dans la Région du Nord	DRED Nord	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.61. Centraliser les informations sur la situation sanitaire du bétail	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.62. Centraliser les informations de la campagne agropastorale	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.63. Suivre la situation alimentaire des animaux	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.64. Suivre l'évolution de la sécurité alimentaire	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.65. Renforcer le système d'information sur les Marchés à Bétail (SIM/Bétail)	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.66. Exécuter l'Enquête Nationale Suivi du Troupeau (ENST)	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.67. Elaboration des comptes pilotes de l'environnement	SP/CONEDD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.68. Elaboration du rapport sur l'état de l'environnement	SP/CONEDD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Activités à court et moyen termes (2007 – 2009)	Structure responsable	2007	2008	2009
1.1.69. Mise en place d'un référentiel national pour la collecte, le traitement, la diffusion et la capitalisation de l'information environnementale	DEP/MECV	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.70. Enquête sur le potentiel exportable	ONAC	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.71. Répertoire des exportateurs du Burkina	ONAC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.72. Collecte des données du secteur des transports	DEP/Transport	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.73. Mise en place d'un système permanent de suivi du trafic routier urbain et interurbain	DEP/Transport	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.74. Comptage du trafic routier	DEP/MID	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.75. Collecter, traiter, diffuser et archiver des produits et informations météorologiques, agro météorologiques et climatologiques	Direction Météo	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.76. Collecte et traitement des données des réseaux hydrométriques, piézométriques et de qualité chimique des eaux	DGRE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.77. Production de données statistiques affinées sur les différents usages de l'électricité	SONABEL	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.78. Réaliser des prévisions et des cadrages macroéconomiques et financiers à court et moyen termes	DPAM	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.79. Elaborer des rapports d'exécution du budget	DEP/MEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.80. Faire les prévisions des recettes budgétaires	DEP/MEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.81. Elaborer l'annuaire statistique sur les finances publiques	DEP/MEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.82. Elaborer le rapport sur les finances publiques	DEP/MEF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.83. Situation d'exécution du budget (Etat, EPE, et Comptes Spéciaux du Trésor)	DCCF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.84. Collecte des motifs de dossiers rejetés par le SODM et la PG ; Situation des motifs de dossiers rejetés à l'adresse des Administrateurs de crédits	DCCF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.85. Mise en œuvre du manuel de statistiques des finances publiques	SP-PPF	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.86. Elaboration d'un TOFE élargi aux collectivités locales, aux EPE et aux Caisses de retraite et de sécurité sociale	SP-PPF	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.87. Statistiques douanières	DGD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.88. Collecter les données et établir le bilan du Programme d'investissement public (PIP)	DGCEI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.89. Collecter, traiter, analyser et diffuser les statistiques sur la micro finance	DGTCP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.90. Production des comptes de gestion	DGTCP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.91. Produire des statistiques sur le marché des assurances	DGTCP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.92. Elaboration des statistiques monétaires	BCEAO	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.93. Elaborer les comptes extérieurs du Burkina Faso	BCEAO	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.94. Production de bulletins (hebdomadaire et trimestriel) et annuaire statistique du MRA	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.95. Produire un annuaire statistique de la justice 2000 – 2006, 2007, 2008	DEP/Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.96. Tableau de bord social (TBS)	INSD/DD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.97. Annuaire statistique des régions des Hauts-Bassins, des Cascades, du Sud-Ouest et de la Boucle du Mouhoun	DR-INSD Hauts-Bassins	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.98. Elaborer des monographies communales	DRED Centre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.99. Elaboration des rapports et programme annuel de mise en œuvre du Cadre Stratégique Régional de lutte contre la Pauvreté (CSRLP)	DRED Centre-Ouest	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.100. Elaborer et diffuser les outils d'analyse régionale	DRED Centre-Ouest	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.101. Collecte, traitement et centralisation de données régionales et provinciales	DRED Centre Sud	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.102. Elaboration de la monographie de la région du Centre-Sud	DRED Centre Sud	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Activités à court et moyen termes (2007 – 2009)	Structure responsable	2007	2008	2009
1.1.103. Elaboration des monographies départementales	DRED Centre Sud	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.104. Réalisation d'un annuaire statistique de la région	DRED Centre Sud	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.105. Réalisation des monographies communales	DRED Nord	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.106. Actualisation de l'annuaire statistique régional	DRED Nord	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.107. Recueil statistique du Ministère de la Défense	DEP/Défense	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.108. Réactualisation des tableaux de bord socioéconomiques des provinces et de la région en vue d'une alimentation permanente du modèle d'analyse régional (MARW)	DRED Plateau Central	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.109. Réactualisation des monographies provinciales (Kourwéogo, Oubritenga)	DRED Plateau Central	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.110. Elaboration de l'annuaire statistique régional sur la période 2004-2008	DRED Plateau Central	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.111. Elaborer des annuaires statistiques régionaux (région Est et Centre-Est)	DR-INSD Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.112. Confection de recueils ou annuaires statistiques des régions du Nord, Centre-nord et Sahel	DR-INSD Sahel	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.113. Fichier des localités du Burkina Faso ou « Système d'informations des localités»	DR-INSD Hauts-Bassins	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.114. Amélioration de l'édition et la diffusion des publications	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.115. Elaborer la synthèse de l'annuaire statistique sur l'éducation de base et l'alphabétisation	DEP/MEBA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.116. Elaboration du tableau de bord de l'éducation de base	DEP/MEBA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.117. Production d'un annuaire statistique de l'action sociale	DEP/MASSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.118. Elaborer l'annuaire statistique du MTSS	DSI/MTSS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.119. Elaboration de l'annuaire statistique de la santé	DEP/Santé	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.120. Revue annuelle des finances locales	DGTCP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.121. Elaborer l'annuaire de la CNSS	CNSS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.122. Modernisation de la transmission des informations du SIM	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.123. Collecter, traiter les données pour alimenter le Modèle Analyse Régional (MARW)	DRED Centre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.124. Constitution d'une banque de données et d'une documentation régionale	DRED Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.125. Créer une base de données des acteurs du développement de la Région du Nord	DRED Nord	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.126. Relire la base de données SIRA	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.127. Elaborer une base de données sur les entreprises, sur les demandeurs d'emplois	ANPE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.128. Collecte de Fiches RCCM pour la mise en place du fichier nééré	CCIA-B	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.129. Gestion des bases de données macroéconomiques	DPAM	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.130. Base de données sur les indicateurs statistiques de la région de l'Est (BDISR-Est)	DRINSD Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.131. Elaboration et mise en place d'une base de données économiques et financières	SP-PPF	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.132. Constituer une base de données sur les revenus des associations féminines	DEP/MPF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.133. Mise en place de la base de données du MPF sur les femmes	DEP/MPF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.134. Mise à jour de la base de données MARW	DRED PCL	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.135. Mise en place d'un dispositif informatique de collecte de données dans les centrales de Production	SONABEL	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Activités à court et moyen termes (2007 – 2009)	Structure responsable	2007	2008	2009
1.1.136. Mettre en place des outils et applications informatiques pour la gestion des statistiques	DGTCP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.137. Constituer une base des données sur la microfinance (Systèmes financiers décentralisés)	DGTCP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.1.138. Développer un logiciel de traitement des statistiques fiscales	DGI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.139. Réalisation du sous- schéma directeur informatique 2008-2010 de la DGI	DGI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.1.140. Etendre l'observatoire de population de l'ISSP à toute la ville de Ouagadougou	ISSP	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Objectif stratégique : Une production statistique respectant les critères de norme et répondant au mieux aux besoins des utilisateurs, est assurée.				
Objectif opérationnel : Définir et respecter les normes de qualité.				
1.2.1. Publication chaque année d'un rapport qualité sur les statistiques de la santé	DEP/Santé	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.2.2. Publication chaque année d'un rapport qualité sur les statistiques de l'enseignement de base	DEP/MEBA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
1.2.3. Application de la démarche qualité à une enquête auprès des ménages	INSD, Projet ARCS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.2.4. Application de la démarche qualité chaque année à un domaine statistique	INSD, Projet ARCS	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Objectif stratégique : Une production statistique respectant les critères de norme et répondant au mieux aux besoins des utilisateurs, est assurée.				
Objectif opérationnel : Adhérer aux règles professionnelles internationales et d'éthique.				
1.3.1. Suivi de l'application des règles professionnelles internationales et d'éthique	SP/CNS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Objectif stratégique : Assurer le partage efficace de l'information statistique.				
Objectif opérationnel : Analyser suffisamment les données statistiques pour apporter le maximum d'éclairage sur les phénomènes décrits.				
2.1.1. Réaliser des analyses thématiques sur les données des enquêtes auprès des ménages	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2.1.2. Elaborer des publications par type d'utilisateurs	SSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Objectif stratégique : Assurer le partage efficace de l'information statistique.				
Objectif opérationnel : Développer la culture statistique				
2.2.1. Réaliser une étude pour la formalisation d'une politique de diffusion de l'INSD	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.2.2. Mettre en œuvre un plan de communication pour l'INSD et l'ensemble du SSN	SSN	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2.2.3. Diffusion des publications au niveau décentralisé	SSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2.2.4. Création d'un bulletin d'information au sein de l'INSD	INSD	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Objectif stratégique : Assurer le partage efficace de l'information statistique.				
Objectif opérationnel : Réaliser la diffusion directionnelle et mettre en œuvre la stratégie d'informatisation				
2.3.1. Commémoration de la journée africaine de la statistique	INS/CNS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Objectif stratégique : Faire la réforme institutionnelle qui favorise le développement harmonieux des statistiques dans une optique production/utilisation.				
Objectif opérationnel : Relecture et modification des textes réglementaires.				
3.1.1. Adopter les nouveaux textes régissant la coordination statistique	CNS, INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.1.2. Opérationnaliser le service des études et de la statistique (SES)	DRED Centre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3.1.3. Créer un service statistique et informatique	DEP/Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.1.4. Restructurer le service statistique et informatique (SIS)	DEP/MID	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Activités à court et moyen termes (2007 – 2009)	Structure responsable	2007	2008	2009
Objectif stratégique : Faire la réforme institutionnelle qui favorise le développement harmonieux des statistiques dans une optique production/utilisation.				
Objectif opérationnel : Améliorer le dialogue producteur/utilisateur.				
3.2.1. Créer et animer un cadre de sensibilisation des utilisateurs de l'information produits par le SIM	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3.2.2. Créer un cadre de concertation entre les SIM SONAGESS et SIM/ bétail	SONAGESS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3.2.3. Mettre en place et former des réseaux de correspondants statistiques	DR-INSD Hauts-Bassins	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3.2.4. Coordination du comité de pilotage DevInfo	DRED Centre- Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3.2.5. Dynamiser le réseau de correspondants pour la production statistique dans les services régionaux	DRED Nord	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3.2.6. Mettre en place un conseil régional de coordination statistique (CRCS)	DRINSD Est	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.2.7. Mettre en place un système national d'Information sur l'Eau (SNIEau)	DGRE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3.2.8. Généraliser dans 10 régions, le projet de mise en place d'un système d'information sociale	DEP/MASSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.2.9. Mise en place d'un dispositif national de mise à jour de la base de données INOH (« InvNat2005)	DGRE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Objectif stratégique : Faire la réforme institutionnelle qui favorise le développement harmonieux des statistiques dans une optique production/utilisation.				
Objectif opérationnel : Restructurer l'INSD				
3.3.1. Mise en oeuvre du nouvel organigramme de l'INSD	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.3.2. Elaboration d'un projet d'établissement	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Objectif stratégique : Elaborer et mettre en œuvre un programme de formation et un cadre de gestion des ressources humaines.				
Objectif opérationnel : Former des statisticiens en qualité et en quantité suffisantes.				
4.1.1. Formation des cadres supérieurs statisticiens et démographes dans les écoles à l'étranger	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.2. Mise en place d'une formation de 3ème cycle en statistique à l'université de Ouagadougou	INSD	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.3. Ouverture d'une école de statistique pour la formation de cadres moyens et d'agents d'exécution	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.4. Formation continue du personnel en activité	SSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.5. Former à distances 2 agents du SIS par an en Epidémiologie /Statistique par an pendant 3 ans	DEP/Santé	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.6. Former un agent à l'université Laval en statistiques	DEP/Santé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.7. Former deux agents du service statistique en économie de l'éducation	DEP/MEBA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.8. Formation des agents des services informatique et statistique en SQL, PHP et maintenance réseau	DEP/MEBA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.9. Former les agents en informatique		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.10. Former les agents du SNIS en informatique (SPSS et Arc View)	DEP/Santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.11. Sessions de formation en techniques de micro-simulation STATA et en SPSS	DRED Centre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.12. Renforcer les capacités des chargés de statistique des DREBA, DPEBA et CEB	DEP/MEBA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.13. Formation des agents des différentes agences de production en SPSS	DEP/Transport	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.14. Former les agents en statistique appliquée et en informatique	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.15. Formation de dix agents du MPF, dont trois du Centre d'information, de formation et de recherche-action sur la femme à la conception et mise à jour de page Web.	DEP/MPF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.16. Former les agents DPRA et DRRA sur le remplissage du nouveau canevas de rapport mensuel statistique	DGPSE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Activités à court et moyen termes (2007 – 2009)	Structure responsable	2007	2008	2009
4.1.17. Organiser un atelier de mise en route du nouveau système statistique.	DEP/Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.18. Formation du personnel aux outils de collecte et aux nouveaux registres de travail	DEP/Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.19. Formation en technique de collecte de données statistiques	DEP/MASSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.20. Former les correspondants statistiques sur les méthodes statistiques	DR-INSD Sahel	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.21. Formation des correspondants statistiques des régions de l'Est et du Centre- Est	DR-INSD Est	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.22. Ateliers de formation sur la méthodologie de collecte de données de l'emploi et du travail	DSI/MTSS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.23. Formation des agents d'exécution et de production des données statistiques	DEP/MID	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.24. Former les CISSE des régions et des CH à la publication et diffusion des données (PAO)	DEP/Santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.25. Former le personnel du MPF (5 agents DEP et 20 responsables de structure) en technique de production statistique.	DEP/MPF	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.1.26. Renforcer les capacités des agents chargés de produire les statistiques	MFPRE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.1.27. Evaluation de la formation des agents et adjoints techniques de la statistique à l'ENAREF	INSD	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Objectif stratégique : Elaborer et mettre en œuvre un programme de formation et un cadre de gestion des ressources humaines.</p> <p>Objectif opérationnel : Former par catégorie, le maximum d'utilisateurs à accéder facilement et à utiliser l'information statistique</p>				
4.2.1. Réalisation d'une enquête auprès des utilisateurs	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.2.2. Organisation d'ateliers de formation des différents types d'utilisateurs	INSD, PDSSN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Objectif stratégique : Elaborer et mettre en œuvre un programme de formation et un cadre de gestion des ressources humaines.</p> <p>Objectif opérationnel : Etablir et mettre en application un cadre de gestion des ressources humaines.</p>				
4.3.1. Réalisation d'une étude sur la gestion du personnel statisticien du SSN	INSD	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.3.2. Utilisation de l'application RESHUM	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.3.3. Suivi du manuel de procédures comptables, financières et de gestion du personnel	INSD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4.3.4. Organisation d'une cérémonie de prestation de serment des nouveaux statisticiens	INSD/CNS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Objectif stratégique : Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de financement de la production et de l'utilisation des statistiques.</p>				
5.1.1. Réalisation d'une étude pour la détermination d'un mécanisme de financement pérenne de la statistique (fonds de la statistique)	SP/CNS	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.1.2. Réalisation d'une étude en vue de l'institutionnalisation des opérations de base à travers l'élaboration d'un programme de travail pluri-annuel	SP/CNS	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Annexe 3B : Plan d'action 2007 – 2009 : Tableau détaillé des principales activités par domaine et plan de financement

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structure responsable	Plan de financement (Millions de FCFA)			Etat			Partenaires financiers			A rechercher		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
1. GOUVERNANCE, CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF, RESSOURCES HUMAINES		352,9	371,9	299,1	17,5	26,4	11,5	283,9	259,0	255,0	51,5	86,5	32,6
2. ETAT DE LA POPULATION		1241,1	1528,1	1277,4	0,0	5,0	100,0	1131,9	1413,9	1101,7	109,2	109,2	75,7
Dont													
2.1. Recensement général de la population et de l'habitation 2006 – Phase traitement, analyse, diffusion	INSD	594,0	170,0	276,0	0,0	0,0	0,0	594,0	170,0	276,0	0,0	0,0	0,0
2.2. Enquête démographique et de santé IV	INSD	0,0	750,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	750,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3. Enquête démographique et migratoire	INSD	0,0	0,0	500,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	400,0
2.4. Enquête TAP et analyse	ISSP	110,0	110,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	80,0	0,0	30,0	30,0	0,0
2.5. Etendre l'observatoire de population à toute la ville de Ouagadougou	ISSP	445,7	425,7	435,7	0,0	0,0	0,0	370,0	350,0	360,0	75,7	75,7	75,7
3. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE		464,8	558,1	636,5	229,2	244,0	275,5	117,3	106,8	121,0	118,3	207,3	240,0
3.1. Statistiques sociales		150,1	95,1	150,0	95,0	80,0	110,0	12,8	2,8	10,0	42,3	12,3	30,0
3.2. Conjoncture économique		39,0	225,0	159,0	15,0	70,0	46,0	4,0	45,0	43,0	20,0	110,0	70,0
Dont													
3.2.1. Recensement industriel et commercial	INSD	0,0	150,0	50,0	0,0	50,0	10,0	0,0	100,0	40,0	0,0	0,0	0,0
3.3. Prix		200,5	203,0	180,0	87,5	74,0	87,0	63,0	44,0	38,0	50,0	85,0	55,0
3.4. Emploi et formation professionnelle		75,2	35,0	147,5	31,7	20,0	32,5	37,5	15,0	30,0	6,0	0,0	25,0
Dont													
3.4.1. Enquête 123	INSD	0,0	0,0	60,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0
4. CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE		242,0	1100,0	170,0	169,0	750,0	170,0	73,0	350,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont													
4.1. Enquête intégrale (sur les conditions de vie des ménages)	INSD-DSG		1100,0	0,0	0,0	750,0	0,0	0,0	350,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2. Enquête QUIBB	INSD-DSG	242,0	0,0	170,0	169,0	0,0	170,0	73,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Domaine / Groupe d'activités / Activités	Structure responsable	Plan de financement (Millions de FCFA)			Etat			Partenaires financiers			A rechercher		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
5. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, PECHE ET ENVIRONNEMENT		2858,1	2337,1	1786,1	867,0	1281,3	673,0	869,5	290,8	283,0	1121,6	765,0	830,1
Dont													
5.1. Réalisation du recensement général de l'agriculture (RGA) 2006-2010	DGPSA	2080,0	1441,0	500,0	780,0	1050,0	0,0	500,0	145,0	100,0	800,0	246,0	400,0
5.2. Enquête permanente agricole (EPA)	DGPSA	PM	PM	PM	PM	PM	200,0	PM	PM	50,0	PM	PM	50,0
5.3. Enquête maraîchage et arboriculture	DGPSA	PM	PM	PM	PM	PM	200,0	PM	PM	25,0	PM	PM	25,0
5.4. Enquête sur la pêche	DGPSA	PM	PM	PM	PM	PM	60,0	PM	PM	0,0	PM	PM	40,0
5.5. Mise en place d'un système intégré de l'information sur les marchés agricoles	DGPSA	0,0	300,0	100,0	0,0	100,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	20,0
5.6. Renforcer le système d'information sur les Marchés à Bétail (SIM/Bétail)	DGPSE	65,0	70,0	80,0	30,0	50,0	50,0	0,0	0,0	0,0	35,0	20,0	30,0
5.7. Exécuter l'Enquête Nationale Suivi du Troupeau (ENST)	DGPSE	272,6	147,0	137,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	272,6	147,0	137,1
5.8. Mise en place d'un référentiel national pour la collecte, le traitement, la diffusion et la capitalisation de l'information environnementale	DEP/MECV	208,1	133,8	105,0	0,0	0,0	0,0	208,1	133,8	105,0	0,0	0,0	0,0
6. ACTIVITES NON AGRICOLES		374,5	620,5	620,5	111,0	107,0	107,0	3,5	3,5	3,5	260,0	510,0	510,0
Dont													
6.1.1. Mise en place d'un système permanent de suivi du trafic routier urbain et interurbain	DEP/Transport	250,0	500,0	500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	500,0	500,0
7. MACROECONOMIE ET COMPTES NATIONAUX		62,7	62,0	68,9	35,0	35,0	35,0	27,7	27,0	33,9	0,0	0,0	0,0
8. FINANCES PUBLIQUES		0,0	40,0	44,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	40,0	44,0
9. DIFFUSION, INFORMATIQUE ET TECHNIQUES CONNEXES		190,4	265,6	143,2	22,6	134,0	26,1	72,6	31,4	29,4	95,2	100,2	87,7
Total		5786,5	6883,3	5045,7	1451,3	2582,7	1398,1	2579,4	2482,4	1827,5	1755,8	1818,2	1820,1

Annexe 4A : Chaîne des résultats du SDS

SDS : Durée 6 ans	Résultats	Indicateurs	Structures Responsables
Objectif global	Impact à long terme	Indicateurs d'impact	
Instaurer un mécanisme uniforme de gestion des données statistiques assurant une production de données fiables, complètes et coordonnées au plan national, de façon régulière et en temps opportun pour satisfaire les besoins des décideurs et autres acteurs du développement	Données quantitatives et qualitatives, fiables, et actualisées, disponibles à temps, permettant de suivre le progrès vers les objectifs de développement y compris les OMD et la réduction de la pauvreté dans le cadre du CSLP	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Taux de satisfaction des utilisateurs y compris les décideurs de politique (évolution) concernant : l'adéquation de la production aux besoins, l'accessibilité des produits, la validation des données, la réduction des délais entre la collecte et la diffusion, la qualité des données, l'année de référence des dernières publications par secteur ▶ Autres indicateurs pertinents ou résultats des évaluations externes du SSN (à déterminer) 	SP/CNS Experts indépendants
Objectifs spécifiques	Effets ou résultats à moyen terme	Indicateurs d'effets	
1. Réaliser une production statistique nécessaire	La production statistique est adaptée aux besoins de la société.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mesures de programmation, de suivi et d'évaluation mises en œuvre (par niveau de 1 à 4)⁷ ▶ Consultations des utilisateurs (par niveau de 1 à 4) ▶ Respect des délais pour les résultats statistiques (par niveau de 1 à 4) ▶ Périodicité des résultats statistiques (par niveau de 1 à 4) 	SP/CNS
	Respect des normes de qualités	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pratiques reposant sur des normes professionnelles et éthiques (par niveau de 1 à 4) ▶ Concentration des efforts organisationnels sur la qualité (par niveau de 1 à 4) ▶ Mise en œuvre des normes internationales / régionales (par niveau de 1 à 4) ▶ Cohérence des sources de données (par niveau de 1 à 4) ▶ Suivi des réponses (taux de réponse aux enquêtes) (par niveau de 1 à 4) ▶ Validation des données administratives (par niveau de 1 à 4) ▶ Validation des sources de données et des résultats intermédiaires et finaux (par niveau de 1 à 4) 	SP/CNS

⁷ **Niveau 1** = activités sous développées ;
Niveau 3 = activités modérément développées

Niveau 2 = activités se développant mais comportant des déficiences
Niveau 4 = activités extrêmement développées

Objectifs spécifiques	Effets ou résultats à moyen terme	Indicateurs d'effets	
2. Assurer le partage de l'information	Meilleure accessibilité des produits statistiques	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Efficacité de la diffusion ▶ Mise à jour des métadonnées (accessibilité) 	SP/CNS SSN
3. Réformer les institutions du SSN (législation et autres)	Le cadre institutionnel est favorable à l'établissement des statistiques.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Recueil des informations et maintien de la confidentialité garantis par la loi et effectif (par niveau de 1 à 4) ▶ Coordination effective en matière de statistique ▶ Indépendance des opérations statistiques 	SP/CNS
4. Elaborer et mettre en œuvre une politique de gestion des ressources humaines	Des ressources humaines qualifiées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Adéquation du nombre et des compétences des ressources humaines ▶ Adaptation des locaux, des équipements et des installations Internet 	SP/CNS INSD
5. Assurer le financement du SSN à court et moyen termes, et programmer son financement à long terme	L'Etat honore chaque année ses engagements en matière de financement des activités statistiques. Financements disponibles à moyen et long termes	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Part du budget de l'état dans le financement du plan annuel d'action ▶ Taux de réalisation des activités/enquêtes programmées 	MEF SP/CNS
Activités par domaine	Extrants ou résultats à court terme	Indicateurs de résultats à court terme	Structures responsables
I. GOUVERNANCE			
Application de la loi statistique	Les statistiques officielles sont définies.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Textes qui officialisent et définissent les statistiques adoptés ▶ Taux d'application du visa statistique 	SP/CNS
	La nature des structures de production est définie.	▶ Textes qui officialisent et définissent la nature des structures de production statistique adoptés	SP/CNS
	La confidentialité des informations statistiques [.....] individuelles est instituée et respectée.	▶ La loi statistique est promulguée et son application est effective sur le terrain	SP/CNS
	Les opérations statistiques sont définies ainsi que les normes de qualité en matière de production et diffusion des données.	▶ La loi statistique est promulguée et son application est effective sur le terrain	SP/CNS
	Le rôle et les obligations du statisticien sont définis.	▶ La loi statistique est promulguée et son application est effective sur le terrain	SP/CNS
	L'accès à l'information est garanti pour tous.	▶ Accès facile dans les médias appropriés des produits statistiques, y compris les métadonnées	SP/CNS
Relecture des textes règlementaires	Promulgation de la loi statistique	▶ La nouvelle loi statistique est promulguée	SP/CNS
Normalisation de la production statistique	Nomenclatures adoptées Manuels de procédures et méthodologies d'élaboration des statistiques élaborés et adoptés	▶ Nombre de manuels et documents méthodologiques adoptés	SP/CNS
Normalisation de la diffusion de l'information statistique	Les diffusions sur papier et électronique sont normalisées.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Taux d'utilisation du support papier comme mode de diffusion ▶ Taux d'utilisation du support électronique comme mode de diffusion 	SP/CNS

Activités par domaine	Extrants ou résultats à court terme	Indicateurs de résultats à court terme	Structures responsables
Normalisation et rationalisation de la gestion de l'information statistique	La gestion de l'information statistique est normalisée et rationalisée	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Textes réglementaires instituant un système de gestion de l'information statistique ▶ Bases de données mises en place par secteur 	SP/CNS
Mise en place des instances de gestion et de coordination de la production statistique	Mécanismes de coordination fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre de réunions du CNS ▶ Nombre de réunion des commissions spécialisées 	SP/CNS
Produire des statistiques relatives à la Gouvernance	Données statistiques fiables disponibles sur la criminalité et le suivi du CSLP Listes électorales disponibles et à jour L'état civil est obligatoire.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Fichier électoral ▶ Textes instituant l'obligation de l'état civil ▶ Annuaire statistique sur la criminalité publié régulièrement 	MATD DEP/JUSTICE INSD
Formation et valorisation des ressources humaines	La capacité technique des ressources humaines du SSN est renforcée.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Plan de formation [...] disponible et adopté ▶ Nombre d'agents et de cadres formés dans les écoles diplômantes ▶ Nombres d'agents recyclés ▶ Nombre d'utilisateurs sensibilisés/formés ▶ Taux de déperdition du personnel statistique (départ de + d'un an) 	SP/CNS INSD
Assurer le financement du SSN à court et moyen termes, et programmer son financement à long terme	Le financement du SSN est assuré à court et moyen termes, et programmé à long terme	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Evolution des financements inscrits au budget de l'Etat ▶ Evolution des financements extérieurs ▶ Taux de réalisation des activités programmées 	MEF SP/CNS SSN
II. ETAT DE LA POPULATION			
Production de données statistiques sur l'état de la population	Données exhaustives sur la population et l'habitat mises à la disposition des utilisateurs Les statistiques d'état civil sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le RGPH réalisé dans les délais prévus ▶ Les résultats du RGPH sont publiés. ▶ La base de données du RGPH est fonctionnelle et permet de satisfaire les requêtes. ▶ Manuel et méthodologie d'élaboration des statistiques d'état civil élaborés et adoptés ▶ L'annuaire des statistiques d'état civil est publié régulièrement. 	INSD DEP/MATD Mairies
Suivi de la conjoncture économique et sociale	Amélioration des statistiques des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le répertoire des entreprises est publié tous les 2 ans à compter de 2004. ▶ La note de conjoncture est publiée chaque trimestre 	INSD
	Mise à disposition des utilisateurs des statistiques sur l'emploi et le marché du travail, l'éducation, la perception de la pauvreté, etc.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les enquêtes QUIBB sont réalisées et publiées. ▶ Les résultats de l'enquête 123 sont publiés. ▶ Les résultats de l'enquête auprès des attributaires de marché de l'Etat sont publiés ▶ Les résultats de l'enquête sur l'emploi et la formation professionnelle sont publiés. 	INSD Ministère emploi
	Amélioration des indices de prix	<ul style="list-style-type: none"> ▶ L'IHPC est publié régulièrement. ▶ La couverture de l'IHPC est étendue. ▶ Un référentiel des prix est publié. 	INSD
	La transparence du marché céréalier est assurée	<ul style="list-style-type: none"> ▶ L'information sur les prix des produits céréaliers (SIM/céréales) est largement diffusée 	SONAGESS

Activités par domaine	Extrants ou résultats à court terme	Indicateurs de résultats à court terme	Structures responsables
III. CONDITION DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE			
Réaliser deux EP (en 2006 2009) ; Réaliser une enquête intégrale ; Réaliser annuellement une enquête légère sur les conditions de vie des ménages ; Réaliser une enquête à indicateurs multiples	Des données statistiques fiables sur la pauvreté, les dépenses et la consommation des ménages, la structure des ménages, l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, etc. sont mises à la disposition des utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les EP réalisées et publiées ▶ Enquête intégrale réalisée et publiée ▶ Enquête à indicateurs multiples réalisée et publiée 	INSD
Elaborer et améliorer les statistiques sanitaires	Les statistiques sanitaires sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Manuel de procédure pour l'élaboration des statistiques élaboré et adopté ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques sanitaires sont réduits 	DEP SANTE
Elaborer et améliorer les statistiques de l'éducation : enseignements primaires, secondaire et supérieur	Les statistiques de l'éducation sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Manuels de procédures et de méthodologie pour l'élaboration des statistiques de l'éducation élaborés ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques scolaires réduit ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques de l'enseignement secondaire et supérieur réduit 	DEP MEBA DEP MERSSS
Elaborer et améliorer les statistiques du travail et de la sécurité sociale	Les statistiques du travail et de la sécurité sociale sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Manuels de procédures et de méthodologie pour l'élaboration des statistiques du travail élaborés ▶ Délais de publication des annuaires des statistiques du travail et de la sécurité sociale réduits 	DEP/METSS CNSSS
IV. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, PECHE ET ENVIRONNEMENT			
Recensement agricole Enquête permanente agricole Enquête suivi de troupeaux Enquête maraîchère	Les statistiques agricoles et d'élevage sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le RGA est réalisé en 2007/2008 ▶ les analyses générales et spécifiques du RGA sont publiées ▶ Réalisation et publication annuelle des résultats de l'EPA ▶ L'enquête sur le suivi des troupeaux est réalisée tous les 3 ans et les résultats sont publiés ▶ l'enquête maraîchère est réalisée et les résultats publiés 	DGPSA DGPSE/MRA
Définition des priorités en matière de production de statistique environnementale	Mise en place et opérationnalisation d'un dispositif de collectif d'informations environnementales	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Méthodologie des statistiques environnementales élaborée et adoptée ▶ Résultats de l'inventaire forestier publiés ▶ Résultats de l'inventaire faunique publiés 	DEP/Environ. et cadre de vie

Activités par domaine	Extrants ou résultats à court terme	Indicateurs de résultats à court terme	Structures responsables
V. ACTIVITES NON AGRICOLES			
Améliorer les statistiques de la production industrielle	Statistiques de la production industrielle améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Répertoire des unités industrielles publié ▶ statistiques de la conjoncture industrielle publiées par trimestre 	INSD
Améliorer les statistiques du commerce et de l'artisanat	Statistiques du commerce et de l'artisanat améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Méthodologie de l'enquête légère sur le commerce et l'artisanat disponible ▶ Résultats de l'enquête légère sur le commerce et l'artisanat publiés chaque trimestre 	DEP/MCEA DGA INSD ONAC
Améliorer les statistiques du transport	Statistiques du transport améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Méthodologie de l'enquête sur les accidents de la circulation élaborée et validée ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques des transports réduit ▶ Fichier central automobile et de circulation routière à jour ▶ Données statistiques sur le transport de marchandises, le transport des voyageurs, les accidents de la circulation, publiées 	DEP/Transport
Améliorer les statistiques douanières	Statistiques douanières améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des statistiques douanières fiables sont disponibles et accessibles 	DG/Douanes
Améliorer la collecte et le traitement des statistiques sur la production d'eau brute et la consommation d'eau potable	Statistiques sur la production d'eau brute et la consommation d'eau potable améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des statistiques sur la production d'eau brute et la consommation d'eau potable disponibles et accessibles 	ONEA
Améliorer la collecte et le traitement des statistiques sur la production et la consommation d'électricité	Statistiques sur la production et la consommation d'électricité améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des statistiques sur la production et la consommation d'électricité disponibles 	SONABEL
VI. MACRO-ECONOMIE ET COMPTE NATIONAUX			
Elaborer les comptes nationaux et achever l'adoption du SCN 93	Comptes nationaux régulièrement publiés selon les normes SGDD	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Un manuel de procédure d'élaboration des comptes nationaux est élaboré et adopté ▶ Délai de diffusion des comptes nationaux réduit 	INSD
VII. BUDGET ET FINANCES			
Améliorer et collecter les données sur les finances publiques ; Collecter et diffuser les données sur le Trésor et la comptabilité publique ; Produire des statistiques sur l'aide extérieure ; Créer une base de données économiques, financières et monétaires ; Enquêtes auprès de services déconcentrés des Ministère de la santé et du MEBA.	Amélioration importante des données économiques et financières	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le bulletin des statistiques financières publié régulièrement 	DEP/MEF BCEAO DGCOOP DGI/MEF INSD

VIII. DIFFUSION, INFORMATIQUE ET TECHNIQUES CONNEXES			
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de diffusion et d'informatisation pour la valorisation de la production statistique	La qualité de la production, du traitement, de la diffusion et de l'archivage des données du SSN est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ratio ordinateur de traitement/personnel statistique ▶ Nombre de publications annuelles (papier, CD-ROM, autres) ▶ Taux de diffusion Internet 	SP/CNS
IX. INFRASTRUCTURES			
<i>Construction/réhabilitation et équipement des locaux structures productrices</i>	<i>Les agents des structures de production du SSN disposent d'un cadre de travail plus agréable</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ <i>Le nouveau siège de l'INSD est construit et équipé</i> ▶ <i>la DGPSA dispose de ses propres locaux construits ou réhabilités</i> 	<i>INSD DGPSA</i>

Annexe 4B : Cadre de suivi des résultats du SDS

RESULTATS	Indicateurs	Sources de données	Méthode de collecte des données	Fréquence de collecte des données	Structures responsables
Impact à long terme	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Taux de satisfaction des utilisateurs y compris les décideurs de politique (évolution) concernant : l'adéquation de la production aux besoins, l'accessibilité des produits, la validation des données, la réduction des délais entre la collecte et la diffusion, la qualité des données, l'année de référence des dernières publications par secteur ▶ Autres indicateurs pertinents ou résultats des évaluations externes du SSN (à déterminer) 	Enquête	Enquête nationale auprès des utilisateurs des produits statistiques Enquête d'évaluation des capacités statistiques nationales	2009 (fin du SDS)	SP/CNS Experts / consultants
Effets ou résultats à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mesures de programmation, de suivi et d'évaluation mises en œuvre (par niveau de 1 à 4)⁸ ▶ Consultations des utilisateurs (par niveau de 1 à 4) ▶ Respect des délais pour les résultats statistiques (par niveau de 1 à 4) ▶ Périodicité des résultats statistiques (par niveau de 1 à 4) 	Enquête	Enquête d'évaluation des capacités statistiques nationales Evaluation indépendante des produits statistiques par domaine/secteur Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	2 ans	SP/CNS Experts / consultants
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pratiques reposant sur des normes professionnelles et éthiques (par niveau de 1 à 4) ▶ Concentration des efforts organisationnels sur la qualité (par niveau de 1 à 4) ▶ Mise en œuvre des normes internationales/régionales (par niveau de 1 à 4) ▶ Cohérence des sources de données (par niveau de 1 à 4) ▶ Suivi des réponses (taux de réponse aux enquêtes) (par niveau de 1 à 4) ▶ Validation des données administratives (par niveau de 1 à 4) ▶ Validation des sources de données et des résultats intermédiaires et finaux (par niveau de 1 à 4) 	Enquête	Enquête d'évaluation des capacités statistiques nationales Evaluation indépendante des produits statistiques par domaine/secteur Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	2 ans	SP/CNS Experts / consultants
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Efficacité de la diffusion ▶ Mise à jour des métadonnées (accessibilité) 	Enquête	Enquête d'évaluation des capacités statistiques nationales Evaluation indépendante des produits statistiques par domaine/secteur Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	2 ans	SP/CNS Experts / consultants

⁸ **Niveau 1** = activités sous développées

Niveau 3 = activités modérément développées

Niveau 2 = activités se développant mais comportant des déficiences

Niveau 4 = activités extrêmement développées

RESULTATS	Indicateurs	Sources de données	Méthode de collecte des données	Fréquence de collecte des données	Structures responsables
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Recueil des informations et maintien de la confidentialité garantis par la loi et effectifs (par niveau de 1 à 4) ▶ Coordination effective en matière de statistique ▶ Indépendance des opérations statistiques 	Enquête	Enquête d'évaluation des capacités statistiques nationales Evaluation indépendante des produits statistiques par domaine/secteur Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	2 ans	SP/CNS Experts / consultants
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Adéquation du nombre et des compétences des ressources humaines ▶ Adaptation des locaux, des équipements et des installations Internet 	Administrative Enquête	Enquête d'évaluation des capacités statistiques nationales Evaluation indépendante des produits statistiques par domaine/secteur Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	1 an/2 ans	SP/CNS INSD
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Evolution des financements inscrits au budget de l'Etat ▶ Taux de réalisation des activités programmées 	Administrative Enquête	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	1 an/2 ans	MEF SP/CNS
Extrants ou résultats à court terme	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le RGPH réalisé dans les délais prévus ▶ Les résultats du RGPH sont publiés ▶ La base de données du RGPH est fonctionnelle et permet de satisfaire les requêtes ▶ Manuel et méthodologie d'élaboration des statistiques d'état civil élaborés et adoptés ▶ L'annuaire des statistiques d'état civil est publié régulièrement 	Administrative Enquête	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	1 an	INSD
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le répertoire des entreprises est publié chaque 2 ans à compter de 2004. ▶ La note de conjoncture est publiée chaque trimestre. 	Administrative Enquête	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	1 an	INSD
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les enquêtes QUIBB sont réalisées et publiées. ▶ Les résultats de l'enquête 123 sont publiés. ▶ Les résultats de l'enquête auprès des attributaires de marché de l'Etat sont publiés. ▶ Les résultats de l'enquête sur l'emploi et la formation professionnelle sont publiés. 	Administrative Enquête	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	1 an	INSD
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ L'IHPC est publié régulièrement. ▶ La couverture de l'IHPC est étendue. ▶ Un référentiel des prix est publié. 	Administrative Enquête	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	1 an	INSD
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ L'information sur les prix des produits céréaliers (SIM/céréales) est largement diffusée 	Administrative Enquête	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	1 an	SONAGESSE

RESULTATS	Indicateurs	Sources de données	Méthode de collecte des données	Fréquence de collecte des données	Structures responsables
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les EP réalisées et publiées ▶ Enquête intégrale réalisée et publiée ▶ Enquête à indicateurs multiples réalisée et publiée 	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	INSD
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Manuel de procédures pour l'élaboration des statistiques sanitaires élaboré et adopté ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques sanitaires réduit 	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	DEP/SANTE
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Manuels de procédures et de méthodologie pour l'élaboration des statistiques de l'éducation élaborés ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques scolaires réduit ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques des enseignements secondaire et supérieur réduit 	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	DEP/MEBA DEP/MERSS
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Manuels de procédures et de méthodologie pour l'élaboration des statistiques du travail élaborés ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques du travail et de la sécurité sociale 	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	DEP/METSS CNSS
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le RGA est réalisé en 2007/2008 ▶ les analyses générales et spécifiques du RGA sont publiées ▶ Réalisation et publication annuelle des résultats de l' EPA ▶ L'enquête sur les troupeaux est réalisée tous les 3 ans et les résultats sont publiés ▶ L'enquête maraîchère est réalisée et les résultats publiés 	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	DGPSA DEP/MARA
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Méthodologie des statistiques environnementales élaborée et adoptée ▶ Résultats de l'inventaire forestier publiés ▶ Résultats de l'inventaire faunique publiés 	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	DEP/ Min Environ.
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Répertoire des unités industrielles publié ▶ Statistiques de la conjoncture industrielle publiées par trimestre 	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	INSD
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Méthodologie de l'enquête légère sur le commerce et l'artisanat ▶ Résultats de l'enquête légère sur le commerce et l'artisanat publiés chaque trimestre 	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	Min. Commerce
	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Méthodologie de l'enquête sur les accidents de la circulation élaborée et validée ▶ Délai de publication de l'annuaire des statistiques des transports réduit ▶ Fichier central automobile et de circulation routière à jour 	Enquête	Bilan tous les trois ans de la mise en œuvre du plan d'action du SDS	3 ans	DEP / Transports

RESULTATS	Indicateurs	Sources de données	Méthode de collecte des données	Fréquence de collecte des données	Structures responsables
	► Données statistiques sur le transport des marchandises, le transport des voyageurs et les accidents de la circulation publiées				
	► Des statistiques douanières fiables sont disponibles et accessibles	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	DOUANE
	► Des statistiques sur la production d'eau brute et la consommation d'eau potable disponibles et accessibles	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	ONEA
	► Des statistiques sur la production et la consommation d'électricité disponibles	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	SONABEL
	► Un manuel de procédures d'élaboration des comptes nationaux est élaboré et adopté ► Délai de diffusion des comptes nationaux réduit	Administrative Enquête	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	INSD
	► Le bulletin des statistiques financières publié régulièrement	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	DEP/MEF
	► Ratio ordinateur de traitement/personnel statistique ► Nombre de publications annuelles (Papiers CD/ROM, autres) ► Taux de diffusion Internet	Administrative	Rapport annuel d'activités des producteurs impliqués dans le SDS. Rapport d'activités des projets et partenaires financiers impliqués	1 an	SP/CNS
	► Le nouveau siège de l'INSD est construit et équipé ► la DGPSA dispose de ses propres locaux construits ou réhabilités	Administrative	Rapport d'activités	1 an	INSD DGPSA

Annexe 5 : Organisation du processus de révision du SDS

Organisation du processus de révision du SDS

1. Principe et objectifs de la révision du SDS

Depuis l'adoption par le Gouvernement de la première édition du SDS en août 2003, beaucoup d'efforts ont été faits pour améliorer l'état et les performances de l'appareil statistique, et il y avait nécessité de faire un premier bilan détaillé des activités menées afin de procéder à un éventuel recadrage du SDS et à actualiser le plan d'actions.

L'étude sur l'état de mise en œuvre du SDS réalisée par l'INSD en 2006 a fait ressortir les principales faiblesses du SDS que la présente révision vise à corriger.

On peut noter à ce sujet :

- l'absence et / ou la mauvaise définition des indicateurs de suivi du SDS ;
- la stratégie de formation ;
- la stratégie d'informatisation ;
- le manque de cohérence entre les activités du plan d'action ;
- l'absence de stratégie pour la recherche de financement.

Cette nouvelle version du SDS a eu pour objectifs :

- de dresser un bilan à mi-parcours des activités menées ;
- de réviser le plan d'action du SDS initial ;
- d'apporter des améliorations à deux points insuffisamment traités (mécanisme de mobilisation des ressources financières, élaboration d'une batterie d'indicateurs pertinents pour le suivi du SDS) ;
- d'intégrer les propositions des études réalisées durant les trois premières années du SDS dans des domaines fondamentaux (informatisation, formation, etc.).

2. Démarrage des activités

2.1. Détermination des points du SDS à réviser

Compte tenu du contexte qui n'a pas changé fondamentalement en trois ans, il a été retenu de conserver la stratégie initiale de développement du SSN avec ses principes et ses objectifs stratégiques et opérationnels.

Il s'est donc principalement agi dans le cadre de cette révision, de proposer un premier bilan des activités menées durant les trois premières années de mise en œuvre du SDS et d'amender le plan d'action, et de compléter les points insuffisamment traités dans le SDS initial.

2.2. Mise en place de l'équipe chargée de conduire la révision du SDS

L'équipe technique chargée de conduire la révision du SDS était composée :

- de quatre cadres de l'INSD (un par direction technique) ;
- du coordonnateur du PDSSN ;
- de deux assistants techniques du projet ARCS ;
- de quatre agents de l'INSD pour la collecte des informations auprès des structures.

2.3. Mise à jour de la liste des structures du SSN productrices de données statistiques

Il s'est agi de dresser une liste aussi complète que possible de l'ensemble des structures du SSN productrices de données statistiques (structures déjà prises en compte dans le SDS 2004 – 2009 complétées par d'autres structures).

2.4. Elaboration des outils de collecte de l'information nécessaire à la révision du SDS auprès des producteurs de données

Un questionnaire comprenant un guide de remplissage a été élaboré (voir fin du document). Le questionnaire comprenait quatre parties administrées à toutes les structures et une partie supplémentaire pour les structures ayant des activités inscrites dans le SDS 2004 – 2009 (partie bilan du SDS) avec des questionnaires spécifiques en fonction des activités et prévisions de financement inscrites dans le SDS.

L'exécution de ces quatre étapes a conduit à l'atelier de lancement du processus de révision du SDS.

3. Atelier de lancement du processus

L'atelier de lancement du processus de révision du SDS a eu lieu le 6 mars 2007 à Ouagadougou avec la participation des directions des études et de la planification (DEP) de tous les départements ministériels, des directeurs régionaux de l'économie et du développement (DRED), des directeurs régionaux de l'INSD, d'autres producteurs ainsi que des utilisateurs. A cette occasion, il a été distribué à chaque structure participante un CD-ROM contenant le questionnaire et un questionnaire sur format papier qui devait être rempli et renvoyé à l'INSD dans un délai de dix jours.

Les objectifs de cet atelier étaient de :

- présenter aux structures parties prenantes à la révision du SDS le processus adopté pour la révision du SDS ;
- présenter les outils (supports et canevas) élaborés pour la collecte de l'information ;
- remettre les supports et canevas de collecte aux structures pour leur remplissage et leur retour sous 10 jours.

Au cours de cet atelier, deux communications ont été faites : l'une sur le processus de révision du SDS et l'autre sur la formation des participants sur les outils élaborés pour la collecte des informations nécessaires à la révision.

4. Collecte et traitement des données

La collecte des données auprès des producteurs statistiques s'est déroulée en quatre phases.

4.1. Remplissage des questionnaires par les différentes structures de production statistique

Un délai de dix jours a été accordé aux structures de production statistique pour remplir les questionnaires sur support électronique et les retourner par courrier électronique à l'équipe chargée de réviser le SDS.

A cette occasion, il a été demandé aux structures productrices de données statistiques d'annexer les différents produits statistiques mis en œuvre au cours de la période 2004-2006 dans le cadre du SDS 2004-2009 : rapports et publications sous forme électronique de préférence (fichiers, CD-ROM) ou à défaut sous format papier.

4.2. Centralisation et contrôle des questionnaires remplis

Les questionnaires remplis ont été contrôlés au fur et à mesure de leur transmission à l'équipe technique.

4.3. Collecte directe des données auprès des structures

Cette collecte, menée auprès des structures n'ayant pas transmis leurs questionnaires ou ayant remis des questionnaires incomplets ou mal remplis a été conduite par quatre agents de l'INSD pendant trois semaines. Ces agents ont collecté également les différents produits statistiques mis en œuvre au cours de la période 2004-2006 dans le cadre du SDS 2004-2009 : rapports et publications sous forme électronique de préférence (fichiers, cd rom) ou à défaut sous format papier.

4.4. Exploitation des informations recueillies

Ce travail a été réalisé par l'équipe chargée de la révision du SDS dans un délai de deux semaines. L'équipe technique a été aidée dans cette tâche par les agents dans les activités de dépouillement et de scannage des documents collectés.

5. Rédaction de la version révisée du SDS

L'équipe technique chargée de conduire la révision du SDS a rédigé le premier draft du document.

Un atelier réunissant les principaux producteurs de données statistiques pour la relecture de ce premier draft s'est déroulé le mercredi 11 juillet 2007 dans la salle de réunion du SP/CNS. Il a eu pour objet de :

- relire et amender le premier draft du SDS ;
- compléter éventuellement le plan d'action ;
- faire un arbitrage pour retenir les activités conformes aux axes stratégiques définis par le SDS et les prioriser.

Un groupe de travail composé de cadres de l'INSD a finalisé la rédaction du document lors d'un atelier tenu à Bobo-Dioulasso du 6 au 11 août 2007.

Cette version a ensuite été soumise au CNCS pour adoption

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD)**

01 BP 374 Ouagadougou 01
555, Boulevard de l'Indépendance

Téléphone : (226) 50 32 46 27 / 50 32 46 28

Télécopie : (226) 50 32 61 59

Site web : www.insd.bf

Adresse email : insdbf@yahoo.fr

ENQUETE AUPRES DES STRUCTURES DE PRODUCTION STATISTIQUE
EN VUE DE LA REVISION
DU SCHEMA DIRECTEUR DE LA STATISTIQUE (SDS) 2004 – 2009

0 Identification de la structure

Nom ou raison sociale	:
Téléphone	:	(226)
Télécopie	:	(226)
Site web	:	www.....
Adresse email	:

Nom du service chargé de la production statistique au sein de la structure	:
----------------------------------------------------------------------------	---	-------

1 ^{er} responsable de la structure	Nom et prénoms :	
	Tél. :	Email :

Personne ayant répondu au questionnaire	Nom et prénoms :	
	Tél. :	Email :

Avertissement

En août 2003, le Burkina Faso s'est doté d'un Schéma directeur de la statistique (SDS) pour la période 2004-2009. Dans le cadre de son suivi - évaluation, il est prévu que «*compte tenu du fait que les besoins exprimés sont susceptibles d'évoluer dans le temps, son contenu pourra être amélioré progressivement*». Après trois années de mise en œuvre, il apparaît donc opportun de réviser le SDS pour qu'il conserve sa pertinence en tant qu'outil de développement du système statistique national ; d'où le présent exercice de révision du SDS.

Ce questionnaire a été conçu pour servir de support de collecte de l'information nécessaire à la révision du SDS. Il devra aider les structures productrices du système statistique national à faire le bilan de la mise en œuvre du SDS au cours de la période 2004-2006 ; fournir les informations sur les activités statistiques envisagées sur la période 2007-2009, qui viendront modifier ou s'ajouter à celles déjà inscrites dans le SDS 2004-2009. Ces informations serviront essentiellement (i) à mettre à jour le plan d'action du SDS, (ii) à alimenter la réflexion pour la mise en œuvre d'un mécanisme de mobilisation des ressources pour financer ce plan et enfin, (iii) à mettre en place une batterie d'indicateurs pertinents pour renforcer le dispositif de suivi – évaluation du SDS.

La rigueur dans le renseignement de ce questionnaire et la promptitude dans sa transmission à l'INSD permettront de bâtir un SDS révisé, cadre fédérateur et de référence en matière de coopération et de développement de la statistique au Burkina Faso.

Les questionnaires renseignés seront transmis au comité mis en place pour la révision du SDS par l'un des canaux suivants :

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. Par fichier attaché aux deux adresses suivantes :
sagnonlalle@yahoo.fr ; mbonkounqou@yahoo.com | Fortement recommandé. |
| 2. Par CD Rom (*) | Nommer le fichier « SDS-nom de la structure » |
| 3. Sur support papier (*) | Uniquement pour les structures qui n'ont pas de possibilité de traitement informatique. |

(*) A déposer au secrétariat de l'INSD, 555, Boulevard de l'Indépendance, face à l'Assemblée nationale.

Avis important

Chaque structure transmettra en plus du questionnaire rempli, toutes les publications réalisées au cours de la période 2004 – 2006, sur support électronique de préférence ou à défaut sur support papier. Elles serviront à alimenter une banque de données des publications statistiques du Système statistique national, période 2004 – 2006.

Structure du questionnaire

Ce questionnaire est structuré en quatre grandes parties. Chacune d'elle est subdivisée en sections. Pour chaque section, les différents volets à renseigner sont accompagnés d'instructions et dans certains cas, d'exemples pour guider le remplissage du questionnaire. Ainsi, le symbole ⓘ correspond à des instructions et le symbole ⓘ à des exemples.

❶ Cadre institutionnel – Environnement de la production statistique sectorielle

- Cadre institutionnel – domaines statistiques
- Contexte de la production des statistiques sectorielles

❷ Situation actuelle de la structure

- Ressources humaines, matérielles et financières
- Sources des statistiques de base
- Planification des activités statistiques
- Principales difficultés rencontrées dans la production statistique

❸ Bilan de l'exécution des activités statistiques hors SDS en 2004 - 2006

- Situation des activités statistiques réalisées
- Financement des activités

❹ Plan d'action période 2007-2009

- Fiches activités statistiques
- Besoins en formation
- Stratégie de mobilisation des ressources financières

1 Cadre institutionnel – Environnement de la production statistique sectorielle

● Cadre institutionnel - domaines statistiques

i Les éléments suivants doivent être développés dans cette partie :

- a) **l'ancrage institutionnel** de la structure (tutelle, hiérarchie) ;
- b) les **missions et attributions** contenues dans les textes organiques (lois, décrets, arrêtés, etc.) ;
- c) **domaines statistiques** : champ couvert par la production statistique de la structure ; nature des statistiques produites ;
- d) **principaux utilisateurs** : ce sont les plus importantes entités parmi celles qui sollicitent les données statistiques produites par votre structure ;
- e) **les types de relations** qu'entretient votre structure dans le cadre de la production statistique avec :
 - l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) ;
 - les autres structures du système statistique national (SSN),
 - les principaux utilisateurs.

P Types de relations entretenues avec le SSN (dont l'INSD) dans le cadre de la production statistique : ils peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : protocole de coopération ; rencontres d'échanges ; appui méthodologique ; formation ; échanges de données ; appartenance à un comité de pilotage ou au conseil d'administration, etc.

a) **Ancrage institutionnel**

b) **Missions et attributions**

c) **Domaines statistiques**

d) **Principaux utilisateurs**

e) **Types de relations entretenues avec les trois entités suivantes**

- l'INSD	
- Les autres structures du SSN	
- Les principaux utilisateurs	

● Contexte de la production des statistiques sectorielles



Décrire en quelques lignes les événements et évolutions récentes, aussi bien sur le plan national que sur les plans sous-régional et international, qui ont eu une influence ou qui peuvent influencer dans les 5 années à venir, d'une part sur le cadre institutionnel dans lequel s'organise la production des statistiques de votre secteur, et d'autre part, sur l'offre et la demande de données statistiques sectorielles.

a) Environnement statistique national

b) Environnement statistique sous-régional

c) Environnement statistique international

② Situation actuelle de la structure

● Ressources humaines, matérielles et financières

■ Effectifs du personnel



- Faire la situation de l'effectif du personnel de la structure par type de profession (tableau 1a).
- Au cas où la structure dispose d'un service statistique, indiquer les effectifs de ce service par type de profession (Tableau 1b).
- Pour les structures qui ne disposent pas de service statistique, indiquer par type de profession l'effectif qui réalise (concomitamment avec ses autres activités au sein de la structure) les activités statistiques (Tableau 1b).



Exemples de types de profession : Ingénieur statisticien économiste, adjoint technique de la statistique, démographe, médecin épidémiologiste, ingénieur agronome, informaticien, magistrat, professeur, économiste, gestionnaire, secrétaire comptable, etc.

Tableau 1a : Effectif du personnel de l'ensemble de la structure

Catégories	Effectif
• Cadres supérieurs	
• Cadres moyens	
• Personnel d'appui	
Total	

Tableau 1b : Effectifs du service statistique ou effectifs des agents effectuant les activités statistiques (en sus de leurs autres activités au sein de la structure)

Catégorie	Type de profession	Effectif	
		Nombre	Dont ceux avec <u>formation initiale</u> en statistique
Cadres supérieurs	-		
	-		
	-		
	-		
	Sous-total (cadres supérieurs)		
Cadres moyens	-		
	-		
	-		
	-		
	Sous-total (cadres moyens)		
Personnel d'appui	-		
	-		
	-		
	-		
	Sous-total (personnel d'appui)		
Total général			

■ Ressources matérielles affectées aux activités statistiques

• Ressources matérielles


	<p>Les ressources matérielles à prendre en compte dans cette section sont celles en état de fonctionnement.</p> <p>Dans la colonne (a) le comptage concerne l'ensemble du matériel disponible au sein de la structure qu'il soit affecté ou non aux activités statistiques ;</p> <p>Dans la colonne (b), le comptage concerne uniquement le matériel affecté au service statistique ou qui sert à réaliser des tâches statistiques s'il n'y a pas de service statistique.</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Tableau 2 : Etat chiffré du matériel fonctionnel (en état de fonctionnement)

Type de matériel	Nombre	
	Pour la structure dans son ensemble	Dont ceux affectés à la production statistique
	(a)	(b)
<input checked="" type="checkbox"/> Microordinateurs de bureau		
• De moins de 5 ans		
• De plus de 5 ans		
<input checked="" type="checkbox"/> Microordinateurs portables		
<input checked="" type="checkbox"/> Imprimantes		
<input checked="" type="checkbox"/> Photocopieurs		
<input checked="" type="checkbox"/> Véhicules Tout-terrain (4 x 4)		
<input checked="" type="checkbox"/> Autres véhicules		
<input checked="" type="checkbox"/> Motos et mobylettes		

• Logiciels et applications disponibles

Désignation
•
•
•
•

■ Locaux



Il s'agit d'indiquer le nombre de salles, de lignes téléphoniques, de points d'accès des agents à Internet.

Tableau 3 : Locaux et équipements connexes

Désignation	Nombre	
	Pour l'ensemble de la structure	Dont affecté au service statistique
• Nombre de salles (bureaux de travail)		
• Nombre moyens de personnes par salle		
• Nombre de lignes téléphoniques		
• Nombre de postes connectés à Internet		
• Existence de réseau informatique fonctionnel	Oui / ___ /	Non / ___ /

■ Ressources financières



Pour l'année 2006, indiquer le montant en millions de FCFA des ressources financières utilisées pour les activités statistiques selon la typologie suivante :

- budget de l'Etat et autres sources nationales (Sociétés d'Etat, ONG, etc.) affecté à la production statistique en faisant la distinction entre le budget courant et le budget d'investissement (tableau 4).
- l'appui extérieur reçu des bailleurs de fonds bilatéraux, multilatéraux et ONG en 2006 (tableau 4).

L'appui extérieur peut être sous forme de fourniture d'équipements, de prise en charge de la formation d'un agent pendant un stage ou un séminaire, etc. (tableau 5)

Tableau 4 : Ressources financières mobilisées en 2006 (en millions de FCFA)

Sources de financement	Montant reçu	
	Par la structure	Pour la production statistique
a) Budget national (total)		
• Fonctionnement		
• Investissement		
b) Autres sources nationales (total)		
• Fonctionnement		
• Investissement		
c) Bailleurs de fonds (total)		
• Fonctionnement		
• Investissement		

Tableau 5 : Appui extérieur en 2006 sous forme de fourniture d'équipements et autres

Appui extérieur non financier reçu pour la production statistique
•
•
•

■ **L'assistance technique.**



 Indiquer le type d'assistance technique dont votre structure a bénéficié en 2006 ou bénéficie actuellement (appui méthodologique, formation, appui direct aux activités de production statistique, etc.) et la période couverte.


Tableau 6 : Assistance technique aux activités statistiques dont la structure a bénéficié en 2006 et celle en cours


Nature de l'assistance technique	Période couverte
•	
•	
•	

● **Sources des statistiques de base**

 Indiquer la principale source des données de base qui entrent dans la production statistique : recensement, enquête par sondage périodique, exploitation de registres et autres sources administratives, etc.

● **Planification des activités statistiques**

 Indiquer si votre structure dispose ou non d'un programme d'activités statistiques annuel et/ou pluriannuel et comment s'organise leur élaboration au cas où ils existent.

 Comment est élaboré le programme : à partir de l'expression des besoins des utilisateurs ; pour répondre à certaines directives ; processus participatif ; etc.

- Votre structure dispose t-elle d'un programme Annuel d'activités statistiques ? Oui /__/ Non /__/

- Si oui comment est élaboré ce programme (à partir des besoins des utilisateurs, Décrire le dispositif de suivi de son exécution ?

- Votre structure dispose t-elle d'un programme pluriannuel d'activités statistiques ?

Oui / __/

Non / __/

- Si oui comment est élaboré ce programme ? Comment fonctionne le dispositif de suivi de sa mise en oeuvre ?

● Difficultés rencontrées dans la production statistique



Il s'agit d'identifier les problèmes qui entravent le processus de production statistique. Ce sont les problèmes essentiels à résoudre ou les contraintes à lever pour une production statistique optimale.

3 Bilan de l'exécution des activités statistiques hors SDS en 2004 - 2006

Cette section concerne les structures de production statistique dont les activités n'ont pas été prises en compte en 2003 dans le SDS (pour une raison ou une autre), et les structures dont une partie seulement des activités étaient prise en compte. Il s'agit de faire le bilan de l'exécution technique et financier de ces activités sur la période 2004 - 2006.

● Situation des activités statistiques réalisées



Faire le point des activités statistiques non prévues dans le SDS 2004 – 2009 et qui ont été réalisées au cours de la période 2004-2006 (tableau 7). Les concepts utilisés dans ce tableau sont ci-dessous explicités :

Domaine d'activités

Quatre domaines d'activités statistiques et un cinquième pour la formation ont été définis :

▪ Cadre institutionnel

Sont à ranger dans ce domaine toutes les activités liées à l'amélioration de l'organisation des services et des conditions de travail, etc. ;

▪ Coordination statistique et cadres méthodologiques

Il s'agit des activités de programmation statistique, d'élaboration de méthodologies, d'adoption des instruments statistiques tels que concepts, codes, nomenclatures, normes, etc. ;

▪ Production statistique

Dans ce domaine doivent être inscrites les activités de collecte, traitement et analyse des données ;

▪ Stockage et diffusion

Concerne les activités liées à la mise en place de base des données, d'archivage, de publication, de diffusion.

▪ Formation

Elle concerne aussi bien la formation professionnelle initiale que la formation continue. L'organisation des ateliers de formation nationaux et la participation aux stages à l'extérieur seront prises en compte.

Périodicité, calendrier

Pour chaque activité ou groupe d'activités, on précisera selon les cas : la périodicité, le calendrier.

Le niveau de réalisation des activités

Le niveau de réalisation sera indiqué suivant les critères du tableau ci-après (prévu dans le SDS 2004 – 2009).

Type d'opération	Niveau de réalisation	Réalisation en %
Enquêtes et recensements	Préparation	20
	Exécution sur le terrain	50
	Traitement et résultats provisoires	80
	Résultats définitifs, publication	100
Etudes	Préparation en cours	20
	Rapport ou note préliminaire	50
	Rapport ou note finale	100
Restructuration - Réorganisation	Etude/préparation	20
	Travaux en cours	50
	Finition en cours	80
	Achevé	100

Pour les types d'opération non prévus dans le tableau ci-dessus, l'évaluation de leur niveau de réalisation sera faite en utilisant les cotes prévues pour « restructuration – réorganisation ».

Descriptif

Le niveau de réalisation des activités en % sera accompagné d'un bref descriptif.

Les résultats et produits obtenus

Les résultats obtenus sont des conclusions ou des produits de la mise en œuvre des activités (mise en place d'un comité de coordination, personnel formé au traitement des données, réalisation d'une base de données, de rapports, de bulletins, d'annuaires (sous format papier, CD Rom, Internet, etc.)

Les difficultés rencontrées

Il s'agit d'identifier les problèmes qui ont entravé le processus de production statistique. Ce sont les problèmes essentiels à résoudre ou les contraintes à lever dans le cadre du S

Il sera annexé à ce questionnaire toutes les publications statistiques réalisées par la structure durant la période 2004 – 2006, de préférence sur support électronique, et à défaut, sur support papier.

Tableau 8 : Bilan d'exécution des activités hors SDS

Domaines d'activités / Activités prévues	Périodicité	Calendrier			Niveau de réalisation		Résultats / Produits obtenus	Difficultés rencontrées
		2004	2005	2006	Taux	Descriptif		
1. Cadre institutionnel								
•								
•								
•								
•								
2. Coordination statistique et cadres méthodologiques								
•								
•								
•								
•								
•								

Domaines d'activités / Activités prévues	Périodicité	Calendrier			Niveau de réalisation		Résultats / Produits obtenus	Difficultés rencontrées
		2004	2005	2006	Taux	Descriptif		
3. Production statistique								
•								
•								
•								
•								
•								
•								
4. Stockage et diffusion								
•								
•								
•								
•								
5. Formation								
•								
•								
•								
•								

● **Financement des activités**



Le coût de chaque activité ou groupe d'activités doit être indiqué.

Les sources de financement doivent être mentionnées : budget de l'Etat, autres sources nationales (sociétés d'Etat, ONG, autres utilisateurs) et ressources extérieures (bailleurs de fonds bilatéraux, multilatéraux, ONG).

Tableau 09 : Ressources mobilisées pour l'exécution des activités hors SDS

	Ressources mobilisées en millions de FCFA								
	2004			2005			2006		
	Budget national	Autres sources nationales	Ressources extérieures	Budget national	Autres sources nationales	Ressources extérieures	Budget national	Autres sources nationales	Ressources extérieures
1. Cadre institutionnel									
•									
•									
•									
•									
•									
2. Coordination statistique et cadres méthodologiques									
•									
•									
•									
•									

	Ressources mobilisées en millions de FCFA								
	2004			2005			2006		
	Budget national	Autres sources nationales	Ressources extérieures	Budget national	Autres sources nationales	Ressources extérieures	Budget national	Autres sources nationales	Ressources extérieures
3. Production statistique									
•									
•									
•									
•									
•									
4. Stockage et diffusion									
•									
•									
•									
•									
5. Formation									
•									
•									
•									
•									

4 Plan d'action période 2007 – 2009

● Fiches activités



Chaque activité prévue dans le plan d'action 2007 – 2009 fera l'objet d'une fiche distincte. Les concepts qui y sont utilisés sont ci-dessous explicités :

1. Intitulé de l'activité

Les activités retenues dans le plan d'action doivent être de nature à permettre la mise en œuvre de produits et résultats dont les utilisateurs ont besoin.

2. Domaine d'activités

Quatre domaines d'activités statistiques ont été définis (la formation fait l'objet d'une section à part) :

- Cadre institutionnel
Sont à ranger dans ce domaine toutes les activités liées à l'amélioration de l'organisation des services et des conditions de travail, etc. ;
- Coordination statistique et cadre méthodologique
Il s'agit des activités de programmation statistique, d'élaboration de méthodologies, d'adoption des instruments statistiques tels que concepts, codes, nomenclatures, normes, etc. ;
- Production statistique
Dans ce domaine doivent être inscrites les activités de collecte, traitement et analyse des données ;
- Stockage et diffusion
Concerne les activités liées à la mise en place de base des données, d'archivage, de publication, de diffusion.

3. Objectif global

Un objectif doit correspondre à un besoin à satisfaire et déboucher sur des résultats concrets.

4. Objectifs spécifiques

Ce sont des actions que l'on doit entreprendre pour obtenir les résultats attendus.

5. Résultats attendus

Les résultats attendus sont des conclusions ou des produits auxquels on souhaite aboutir à l'issue de la mise en œuvre des activités.

6. Périodicité, calendrier

Pour chaque activité ou groupe d'activités, on précisera selon les cas : la périodicité, le calendrier.

7. Nature des produits

Rapports ou bulletins, CD Rom, Internet, presse écrite, etc.

8. Modalités d'exécution des activités

Dans la mesure du possible et en tenant compte des capacités optimales actuelles du service producteur ou mobilisables au cours de la période du programme, on définira les modalités d'exécution des activités : (i) exécution en interne (EI) ; (ii) assistance technique extérieure (AT) ; (iii) Appui technique national (AN) ; (iv) Bureau d'études (BE) ; (v) Autres - à préciser (AU).

9. Financement

Les sources de financement doivent être mentionnées : budget de l'Etat, autres sources nationales (sociétés d'Etat, ONG, autres), bailleurs de fonds (bilatéraux, multilatéraux, ONG).

Dans la programmation des financements, il convient que les contributions nationales soient progressives dans le temps et les contributions extérieures dégressives pour marquer l'engagement du gouvernement à soutenir le développement de la statistique de manière durable.

Par ailleurs, on évitera autant que possible à faire supporter les charges récurrentes (salaires du personnel national, frais d'électricité, d'eau, de téléphone, entretien courant des équipements, etc.), la réfection et la construction de locaux par l'assistance extérieure.

Le coût de chaque activité ou groupe d'activités doit être évalué avec le maximum de précision. On indiquera pour chaque année, le coût total. La description des équipements est nécessaire. Les hypothèses d'évaluation doivent être données. Dans la mesure du possible, on joindra la documentation utilisée pour effectuer cette évaluation.

10. Indicateurs de suivi – évaluation objectivement vérifiable

Les indicateurs sont des éléments chiffrés permettant de vérifier que les résultats attendus ont été effectivement obtenus.

Exemples de formulation d'objectifs spécifiques

Ils peuvent s'énoncer ainsi :

- améliorer la coordination de la production d'une statistique donnée ;
- renforcer les capacités d'analyse du personnel d'encadrement d'un service ou d'une direction donnée,
- promouvoir des études sur les conditions de vie des ménages ruraux et suburbains,
- mesurer l'impact du Programme élargi de vaccination sur la santé des enfants âgés de 0 à 5 ans,
- mettre en place un système d'alerte sur les prix agricoles.

Exemples de formulation de résultats attendus

Ils peuvent s'énoncer ainsi :

- un comité de validation d'une statistique donnée est mis en place,
- deux ingénieurs des travaux statistiques et un administrateur scolaire sont formés en analyse des statistiques scolaires,
- une étude est menée sur les conditions d'alimentation en eau potable dans les quartiers périphériques de Ouagadougou,
- la couverture vaccinale et la mortalité infantile et infanto-juvénile sont connues dans les zones à risques,
- les prix agricoles sont connus tous les mois et analysés, etc.

(P)

1. Intitulé de l'activité

2. Domaine d'activités (Cochez la case correspondante ; plusieurs cases peuvent être cochées)

- | | |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Cadre institutionnel | <input type="checkbox"/> Coordination statistique et cadre méthodologique |
| <input type="checkbox"/> Production statistique | <input type="checkbox"/> Stockage et diffusion |

3. Objectif général

4. Objectifs spécifiques (Enumérez le ou les objectifs spécifiques liés à l'activité)

-
-

5. Résultats attendus (Enumérez le ou les résultats attendus de la mise en œuvre de l'activité)

-
-

6. Périodicité – Calendrier (indiquer la périodicité de réalisation de l'activité et sa programmation)

Périodicité de l'activité			
Chronogramme de mise en œuvre (Cochez les années correspondantes)	2007	2008	2009
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7. Nature des produits (Cochez la ou les cases correspondantes)

- | | | | |
|---------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Rapports, bulletin | <input type="checkbox"/> CD Rom | <input type="checkbox"/> Diffusion Internet | <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) |
|---------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------|

8. Modalités d'exécution

- | | | |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Exécution en interne | <input type="checkbox"/> Appui technique national | <input type="checkbox"/> Assistance technique extérieure |
| <input type="checkbox"/> Bureau d'études | <input type="checkbox"/> Autres - à préciser | |

9. Financement (Montant en millions de FCFA)

Source de financement	2007		2008		2009	
	Nom de la source	Montant	Nom de la source	Montant	Nom de la source	Montant
BN (*)	//////////		//////////		//////////	
AN						
BA						
AR						

(*) BN = budget national ; AN = autres sources nationales ; BA = bailleurs de fonds ; AR = à rechercher.

10. Indicateurs de suivi - évaluation objectivement vérifiables

-
-
-

● Formations programmées



Les activités relatives à la formation doivent être abordées dans le plan d'action. Elles toucheront aussi bien la formation professionnelle initiale que le perfectionnement. L'organisation des ateliers de formation nationaux ou la formation en cours d'emploi au sein des services et la participation aux stages à l'extérieur seront évoquées. Le nombre de personnes à former et le nombre des participants aux ateliers nationaux ainsi que les thèmes centraux de formation doivent être précisés.

Tableau 11 : Activités de formation

Type de formation / thèmes de formation	Nombre de personnes à former
Formation professionnelle initiale	
•	
•	
•	
Formation continue de courte durée (y compris ateliers)	
•	
•	
•	

● Stratégie de mobilisation des ressources financières



Un des points importants dans la mise en œuvre du SDS est le financement des activités ainsi que les modalités de sa mobilisation. Cette section a pour but de recueillir toutes les réflexions et suggestions en vue de bâtir une stratégie de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du SDS pour la période 2007-2009. Un grand soin doit être également accordé à cette section.

--

Il sera annexé à ce questionnaire toutes les publications statistiques réalisées par la structure durant la période 2004 – 2006, de préférence sur support électronique, et à défaut, sur support papier